

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'INFLUENCE DE LA PROTECTION LÉGALE
DES INVENTEURS
SUR LE
DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le mardi 15 juin 1915, à 2 heures

PAR

Jacques MATIGNON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LYON-CAEN, professeur, Doyen honoraire.

Suffragants : { MM. DESCHAMPS, professeur.
PIÉDELIEVRE, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU ET C^{ie}

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1915

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'INFLUENCE DE LA PROTECTION LÉGALE

DES INVENTEURS

SUR LE

DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le mardi 15 juin 1915, à 2 heures

PAR

Jacques MATIGNON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



Président : M. LYON-CAEN, professeur, Doyen honoraire.

*Suffragants : { MM. DESCHAMPS, professeur.
PIÉDELIÈVRE, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU ET C^{ie}

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1915

Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'INFLUENCE DE LA PROTECTION LÉGALE
DES INVENTEURS
SUR
LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE

INTRODUCTION

La marche continuelle et ascendante de l'homme vers la conquête du maximum de domination des forces naturelles et aussi vers le plus complet perfectionnement du milieu extérieur où il vit ont engendré la forme de l'activité qui après avoir passé par l'enfance et l'adolescence est bientôt devenue la source principale de la richesse humaine. Nous avons nommé l'industrie.

C'est le rapport du développement des connaissances humaines avec l'extension toujours croissante et le perfectionnement des moyens d'action de l'industrie que nous voulons étudier dans les pages qui vont suivre. Et cette étude, nous l'orienterons dans le sens d'une recherche de la mesure dans laquelle les nouveaux modes d'exploration

de l'industrie et du placement des capitaux dans l'industrie peuvent prêter aux inventeurs une aide utile pour la réalisation des découvertes, fruits de recherches toujours laborieuses, longues assez souvent, et parfois, hélas, trop onéreuses.

Dans cette matière il pourra souvent nous arriver de confondre en quelque sorte des questions et de rapprocher dans notre étude des institutions qui sont plus complètement du domaine de la science économique d'autres aspects de notre matière qui touchent surtout aux études juridiques. Cela nous semble assez naturel, étant donné que dans notre matière le législateur n'a fait que consacrer des situations que l'économiste avait déjà analysées avant lui.

Car, en de pareilles matières, pour que son action ait une heureuse influence et que les règles qu'il pose soient applicables sans gêner l'action des producteurs, il faut que le législateur se borne à consacrer des faits ou tout au plus à créer un outillage juridique bien adapté aux besoins de l'industrie.

Pour citer dès à présent un exemple pris dans notre domaine, la loi de 1867 sur les sociétés anonymes n'est-elle pas l'une de ces dispositions que le législateur est amené à prendre par la pratique industrielle ou financière qui, en se développant, nécessite une augmentation du capital mis à la disposition des producteurs et aussi exige que la facilité, pour l'industrie, de se procurer les capitaux nécessaires soit de plus en plus grande.

Il nous faudra aussi étudier la façon dont il est possible à l'inventeur de faire profiter la société de son invention, et par contre par quels moyens, avantages ou faveurs la société témoigne à l'inventeur de sa reconnaissance pour le progrès qu'il a fait réaliser à l'industrie et encore la part que l'on fait en quelque sorte à celui dont le trait de génie a occasionné pour l'industrie humaine un enrichissement souvent considérable.

Car l'on doit reconnaître qu'il y aurait une vraie injustice de la part de la société à profiter des veilles et des dépenses d'un homme auquel, le plus souvent, de longues études ont déjà été nécessaires pour acquérir les éléments de la science qui le mèneront à pied d'œuvre sans compter les années passées à la recherche de la découverte elle-même, qui doit peut-être révolutionner l'industrie dans une de ses branches les plus importantes et les plus lucratives.

De cette constatation est née l'idée de la protection légale ou plus exactement de la récompense officielle de l'inventeur. Car on ne peut pas songer à un système de récompenses purement privées qui laisserait à la charge de celui qui utiliserait directement l'invention la rémunération à accorder à l'inventeur. Cela donnerait lieu à nombre de difficultés et de mécomptes, et ce système de péage industriel ne pouvant être sérieusement organisé ne serait en réalité qu'un leurre et tournerait vite à la confusion de ses auteurs.

Ce sont ces considérations qui ont contribué le plus

puissamment à l'établissement dans les sociétés modernes des privilèges d'inventeurs, de quelque nom qu'on les appelle. Mais l'application et l'organisation du privilège des inventeurs sera, nous le verrons, différente suivant l'organisation industrielle et commerciale dont la société à laquelle appartient l'inventeur sera dotée par les lois ou les usages.

C'est ainsi que nous assisterons dans l'un des chapitres de cette étude à une transformation de la rémunération de l'inventeur par la société. Et nous pouvons poser, dès à présent, en principe que cette transformation aura pour cause directe le changement que nous verrons s'opérer dans l'organisation de l'industrie française. En effet, il est d'évidence même que le régime corporatif fermé tel qu'il existait dans l'ancienne France ne pouvait s'accommoder aussi facilement que la liberté commerciale et industrielle dont nous jouissons actuellement, d'une récompense aux inventeurs se traduisant par un droit exclusif d'exploitation. Nous verrons, d'ailleurs, également que si, par l'effet d'une transformation nouvelle, le régime industriel qui est le nôtre venait à être remplacé par un système différent, emportant, par exemple, la socialisation de l'industrie, le système de rémunération de l'inventeur changerait également de forme.

Les conceptions des économistes du xix^e siècle nous donneront, d'ailleurs, des exemples susceptibles de montrer comment le changement de l'organisation industrielle du pays peut, tout en laissant subsister le droit de l'in-

venteur à une rémunération, en changer la forme et peut-être lui donner une importance que nos législations actuelles avec le système du brevet n'ont sûrement pas connue. Mais nous nous en voudrions d'insister sur des systèmes qui sont restés dans le domaine des hypothèses et n'auraient, peut-être, jamais pu entrer dans la voie des réalisations pratiques.

Il nous restera donc à étudier le développement qu'a pris dans ces dernières années la protection légale des inventeurs. Nous verrons en effet qu'une organisation internationale a été créée pour assurer cette protection et que grâce à cette Union de la propriété industrielle, les inventeurs et aussi les industriels peuvent compter sur une plus grande stabilité pour les entreprises basées sur une invention.

Nous rencontrerons aussi, au cours de notre étude, une branche de l'activité humaine qui s'est créée pour permettre aux inventeurs et industriels de jouir du fruit de leurs découvertes ; nous avons nommé les ingénieurs-conseils en matière de brevets. Nous verrons les services qu'ils rendent et sont appelés à rendre à l'industrie.

CHAPITRE PREMIER

L'INVENTEUR DEVANT LA SOCIÉTÉ ET LA LÉGISLATION.

§ 1. — Le régime de l'industrie sous l'Ancien Régime.

Il serait peut-être sans grand intérêt de retracer ici la situation faite à l'inventeur dans l'antiquité et de savoir comment on pût récompenser les hommes qui découvrirent les premières applications des forces de la nature et arrivèrent à construire les objets qui nous paraissent aujourd'hui être les accessoires essentiels de l'existence. Le grand effort qui fût certainement fourni à cette époque n'a été, croyons-nous, récompensé que par la grande satisfaction que les hommes éprouvèrent à pouvoir jouir du fruit si précieux de telles découvertes.

Ce n'est guère que lorsque la tourmente féodale et guerrière du moyen âge fut passée que l'on commença à voir se dessiner en Europe et particulièrement en France un régime industriel nettement déterminé, une organisation économique de la production et des échanges, et que l'on pût dire que l'industrie et le commerce étaient nés en France et ne demandaient plus qu'à se développer et à atteindre le maximum de perfection avec la plus grande rapidité possible.

La nécessité de se grouper à l'époque dont nous parlons, aux environs du ^{xv}^e siècle, et qui avait déjà dans l'ordre politique amené la constitution des communes et des paroisses, força les producteurs et les commerçants à s'unir eux aussi pour la défense de leurs intérêts communs. De cette nécessité sont nées les corporations.

Mais il ne faut pas se contenter de se les représenter uniquement comme des groupements confraternels préoccupés de l'aide et de la protection mutuelles à accorder à leurs membres, comme certaines associations, qui, elles, en raison même de leur but et de leurs moyens d'action, suscitaient tour à tour la bienveillance et la défiance du pouvoir royal. Les corps de métiers complétaient, au contraire, leur rôle par une réglementation minutieuse et sévère de la production.

Certains esprits y ont vu l'influence des doctrines d'autorité enseignées à la fois par l'Eglise catholique et par la philosophie scolastique et classique. Quoi qu'il en soit, on peut dire que, dans l'ancienne France, aussi bien dans le domaine de l'industrie que dans celui de la politique et de la religion, l'action des hommes était guidée par des principes déduits avec une logique rigoureuse et qui ne souffraient, partant, à l'application aucun adoucissement ni exception. C'est de ces principes et de cet état d'esprit que sont nés les maîtrises, les jurandes, la hiérarchie corporative et surtout, pour la question qui nous intéresse, les règlements de fabrication.

Nous aurons à étudier comment ils étaient établis et

comment, par quels moyens, au besoin policiers, le pouvoir royal veillait jalousement à leur stricte observation.

Nous avons dit que les corporations comportaient des maîtrises et des jurandes. Qu'était-ce que les institutions désignées par ces deux mots ? Un établissement industriel sous l'ancien régime se composait pour la direction, le règlement des affaires et l'exécution du travail, de trois catégories de personnes : le maître, les compagnons et les apprentis. Chacune de ces catégories de travailleurs avait son emploi déterminé et ne pouvait empiéter sur les attributions des autres.

Le maître était propriétaire de ce que nous appellerions aujourd'hui le fonds de commerce ou d'industrie, et les autres facteurs de la main-d'œuvre n'étaient que ses employés, ses commis ou, pour employer un mot plus en rapport avec la façon de concevoir le travail sous l'ancien régime, ses aides, ses auxiliaires. Le lien même du contrat de travail était, entre eux et lui, beaucoup plus resserré que de nos jours. C'est ainsi qu'au lieu de se contenter de les astreindre à la présence à l'atelier pendant un certain nombre d'heures par jour, le plus souvent il les avait à perpétuelle demeure, sous son toit, dans une maison, dont la plupart du temps il était propriétaire. Mais, lui-même, le maître qui dirigeait le travail dans un atelier, d'après les règles que nous avons indiquées, ne s'était pas mis par son bon plaisir, ni de sa propre autorité, à la place qu'il occupait sans aucune préparation, ni surtout sans aucune investiture officielle. Ce serait là se faire une idée

bien fausse de l'organisation corporative. Il avait dû d'abord passer par les deux étapes inférieures, il avait débuté comme apprenti et était passé ensuite au rang de compagnon, dans lequel il avait dû faire un stage d'une durée déterminée avant de pouvoir acquérir sa charge de maîtrise.

Tout ce que nous venons de dire nous conduit à retracer sommairement le stage imposé et les conditions requises pour pouvoir, sous l'ancien régime, se livrer à son compte à l'exercice d'une profession industrielle. Il était obligatoire de commencer par l'apprentissage réglementaire. Le jeune homme devait, se faisant inscrire sur les registres de la corporation, entrer chez un maître où il travaillait comme apprenti, sous les ordres des compagnons, et surtout prenait les leçons que l'un d'eux lui donnait. Il restait ainsi pendant plusieurs années, au bout desquelles il était admis à passer l'examen de compagnon. Cette formalité, jugée des plus importantes, se passait devant l'assemblée des maîtres-jurés ou jurande de la corporation. Une fois que le candidat avait satisfait à l'examen, il retournait chez son maître en qualité de compagnon, situation dans laquelle il devait achever son instruction professionnelle. Au bout de ce deuxième stage, il passait un nouvel examen, celui-ci beaucoup plus sérieux, puisque donnant directement accès à la maîtrise il était ce que les historiens nous représentent sous le nom de « chef d'œuvres ». Ce mot qui a élargi de sens et est arrivé peu à peu à signifier : examen de maîtrise, n'était, au début,

qu'un travail exécuté avec soin, dans des conditions et d'après un modèle déterminé, et sur lequel la commission d'examen jugeait l'auteur pour décider s'il y avait lieu de l'admettre à l'exercice d'une maîtrise.

Mais là ne s'arrêtaient pas les formalités à remplir pour arriver à l'exercice complet de la profession d'industriel. L'auteur du chef-d'œuvre reconnu apte à l'exercice de la profession en qualité de maître devait, en effet, se souvenir que tout Français de son temps est plus ou moins redevable au Roi de la situation qu'il occupe dans le pays ou, tout au moins, de l'étendue des droits dont il y jouit. Il nous faut donc maintenant déterminer la part du Roi dans l'octroi des maîtrises d'industrie. Quel pouvoir exactement possédait le souverain, en cette matière ? Il décernait un titre, une licence d'exercer la profession, ce qui s'appelait une lettre de maîtrise, moyennant quoi notre candidat était en mesure d'exercer légalement sa profession. Cette consécration officielle n'était pas seulement la manifestation d'un souci du Roi, voulant que ses sujets ne puissent acheter que des produits sortant des mains d'hommes qu'il avait jugés dignes de les fabriquer. Ce n'était pas non plus une mesure de police, puisque la corporation, personne morale reconnue et association obligatoire, se chargeait d'assurer à la profession les meilleures conditions possibles d'exercice au moyen d'agents que nous étudierons plus loin. Mais il était de principe, en même temps que très pratique, que nul en France ne pouvait percevoir de bénéfice industriel ou autre sans que

le Roi n'eût, par voie de taxe fiscale, sa part de ce bénéfice. Nous ne serons donc nullement surpris de voir que, sur chaque lettre de maîtrise, Sa Majesté, dans la mesure de son bon plaisir, faisait finance tout aussi bien que par la création d'un office de conseiller, de notaire ou de procureur. C'est ainsi que nous voyons que, pour payer les frais d'une guerre, particulièrement onéreuse, le commerce de chaque bonne ville du royaume se voyait gratifié de quelques maîtrises supplémentaires, genre de perception d'autant plus lucrative que l'appât des bénéfices à réaliser plus tard engageait le jeune compagnon à faire acquisition d'une maîtrise de sa profession. Mais comme en toutes choses, sous l'ancien régime, l'esprit aristocratique s'empara bien vite des corporations et, vers le milieu du xvii^e siècle, il n'était guère plus possible d'acquérir une maîtrise si l'on ne pouvait succéder à son père ou à quelque parent ou allié. Les choses allèrent ainsi jusqu'à l'arrivée des économistes qui, avec Quesnay, firent entendre sur l'agriculture, le commerce, l'industrie, des paroles inusitées et ne prêchèrent rien autre chose que la liberté individuelle prise comme le principe de la vie économique.

Chacun pourrait se livrer au métier ou au négoce de son choix. Partant, plus de corporation ni de lettres de maîtrise ni de jurande. L'homme est seul juge de la façon dont il emploie son activité, ses connaissances et ses capitaux. Et comme corollaire : point n'est besoin d'institutions spéciales pour la défense des intérêts communs, cha-

cun pour soi, et le succès seul permettra de reconnaître le plus apte.

C'est alors que nous voyons apparaître le régulateur de la vie industrielle moderne : *La concurrence*. En effet, si chacun était libre de s'adresser à l'un ou à l'autre membre d'une même corporation pour lui confier l'exécution d'un travail, il y avait, entre eux, une sorte de confraternité qui empêchait chacun, en dehors même de l'action disciplinaire répressive exercée par les autorités de la corporation, de tenter soit par un calcul différent des prix, soit par une production plus économique de donner à son établissement un développement pouvant nuire aux industriels membres du même groupement. C'était là une solidarité autrement forte et effective que celle que nous trouvons, à notre époque, dans les groupements syndicaux. Désormais dans la même ville ou le même quartier, au lieu de dix horlogers par exemple, vous pourrez en avoir vingt sans que les pouvoirs publics puissent intervenir pour rétablir la proportion antérieure. C'est au seul point de vue fiscal qu'il faudra trouver un moyen de combler le déficit occasionné par la disparition des lettres de maîtrise. La patente, sorte de licence officielle nécessaire pour ouvrir un établissement commercial donnant lieu à la perception d'un droit principal et d'un droit proportionnel sur les locaux occupés par l'industriel, prendra la place du droit de maîtrise, et l'intérêt du Trésor étant ainsi sauf, les économistes pourront obtenir la mise en pratique de leurs théories sur le commerce et l'industrie. Avec la

première partie du règne de Louis XVI, nous voyons naître la première législation libérale. Les édits Turgot, en effet, suppriment les corporations et les règlements de métiers en déclarant les maîtrises rachetables. Le nouveau premier ministre était, en effet, un fidèle disciple des physiocrates, et avant d'occuper le pouvoir, il avait pu, comme gouverneur de provinces, s'apercevoir des multiples et graves inconvénients de l'abus de réglementation en matière commerciale et industrielle. Il avait, disait-il, vu les producteurs et les manufacturiers aux prises avec ce que l'on appelait alors avec dégoût, et en les considérant comme des injustices, « les douanes intérieures ». En effet, nous n'avons pas oublié que, pour passer d'une province dans l'autre, bien que depuis longtemps on eût réalisé l'unité de la France, la perception de taxes fort onéreuses était imposée aux producteurs et négociants. L'effet était, naturellement, d'entraver les transactions. Le premier résultat des édits Turgot fut donc d'ouvrir aux transactions des négociants tout le territoire du royaume, leur permettant ainsi d'augmenter dans des proportions considérables leur chiffre d'affaires et de se mettre en rapport avec des confrères de régions toutes différentes. Et ce n'est pas seulement une augmentation de chiffres d'affaires et une diminution des frais généraux que pouvait occasionner l'ouverture de nouveaux débouchés, mais encore c'était, au point de vue qui nous occupe, la révélation de procédés de fabrication inconnus dans la région. Ce fait avait une double conséquence. La première, dont on devait se félici-

ter, était qu'il contribuait puissamment à activer les progrès de l'industrie. Mais la seconde, à laquelle il fallait à tout prix remédier, était d'entraîner la dépossession d'industriels intelligents et de procédés de fabrication dont ils avaient cru pouvoir rester plus longtemps les seuls détenteurs.

La nécessité de protéger l'inventeur contre la spoliation de sa découverte était devenue une obligation pour le législateur. Nous reviendrons d'ailleurs à cette question.

Les considérations qui précèdent ont déjà suffi à indiquer que la situation de l'inventeur n'était pas la même selon que l'industrie était placée sous un régime de liberté ou de réglementation. Car dans le second cas, nul ne pouvait se livrer à la fabrication des produits entrant dans les limites de sa profession que suivant des principes déterminés dans un règlement édicté par les autorités de la corporation et appliqué sous leur surveillance. Outre ce qu'un pareil régime avait de ridicule au point de vue de la liberté individuelle, il était l'obstacle le plus sérieux au succès de toute tentative de perfectionnement industriel. La routine semblait régner en maîtresse dans le domaine des procédés de fabrication. Il importe cependant de reconnaître, pour être équitable en faisant le procès des règlements de métiers, qu'ils assuraient au consommateur une très sérieuse garantie de qualité de la marchandise vendue, et nous pouvons affirmer d'autant mieux que cette garantie n'était pas illusoire, que des inspecteurs nommés par l'Etat se chargeaient de vérifier la fabrication

et ne consentaient à apposer la « marque royale », signe extérieur de la garantie, que lorsque l'examen leur avait donné pleine satisfaction. Ce système tendait à imposer les mêmes procédés à tous les fabricants d'une même catégorie. Mais il ignorait à ce point le progrès qu'un inventeur ne pouvait faire profiter le public de son invention.

Est-ce à dire que l'inventeur se trouvait complètement désarmé pour arriver à faire connaître son invention et souvent à la faire réaliser à une branche importante de l'industrie nationale. Le penser serait une erreur historique assez grosse. En effet, les corporations, en présence d'une tentative de mise en vente d'un objet entrant dans les attributions de plusieurs d'entre elles ou fabriqué en violation des règlements, se livraient à d'interminables poursuites qui occupaient le Châtelet et le Parlement souvent plus de dix ans, et dont un exemple pris entre mille et en dehors de l'industrie nous donnera une idée. Il n'est, en effet, personne entre nous qui n'ait entendu parler de la querelle séculaire des médecins et des chirurgiens. La lecture de quelques-unes des lettres de Guy Patin nous renseigne suffisamment sur les démêlés entre les Confréries de Saint-Luc et de Saint-Côme, la seconde en effet voulant ravalier la première au rang fort modeste des barbiers. Le droit d'administrer les médicaments du codex étant, en principe, réservé aux médecins, de même que le pouvoir de pratiquer des saignées, ceux-ci ne pouvaient admettre que les chirurgiens, lorsque l'exercice de ces traitements s'imposait au cours d'une opération de leur

compétence, s'y prêtassent sans requérir l'assistance d'un médecin. Enfin il suffira, pour donner une idée exacte de cette lutte, de dire qu'elle eût peut-être duré un siècle encore si certains chirurgiens comme Quesnay, dont nous avons, à un autre titre, prononcé déjà le nom au cours de cette étude, n'avaient trouvé pour y mettre fin le moyen ingénieux et sage qui consistait à se faire recevoir docteur en médecine par une faculté du royaume.

Nous avons dit que, dans l'ordre industriel, l'inventeur se trouvait dans une situation analogue; il nous reste donc, maintenant, à étudier le remède que l'ancienne législation avait trouvé à cette ignorance du progrès industriel.

Nos souvenirs historiques vont nous fournir la réponse à l'angoissante question : Que devenait l'inventeur sous l'ancien régime ?

Le roi de France, en effet, surtout depuis le *xvi^e* siècle, était arrivé à s'imposer comme monarque absolu et autocratique. Il était le maître et même le légitime propriétaire de toute chose en son royaume. Il s'ensuivait donc qu'il pouvait, faisant usage de ce domaine éminent général, créer des privilèges à l'infini sans qu'aucun individu ni aucune institution ne pût s'opposer à l'exercice de sa volonté sans limite. Cette faculté dont l'abus, en matière politique ou fiscale, donna lieu à tant d'injustices que l'on n'a pas encore oubliées, pouvait au contraire, dans le domaine de l'industrie, jouer le rôle le plus salutaire qui soit.

Le roi, en effet, arrivait à vaincre la résistance des corporations et à créer des titres de propriété industrielle. L'inventeur éconduit par la corporation qui refusait d'ac-

cepter son procédé de fabrication, ou simplement poussé par le désir légitime de ne point enrichir un groupement déjà trop puissant et trop bien doté, pouvait en effet s'adresser au roi par l'intermédiaire de l'un de ses secrétaires d'Etat, lui faire part des résultats obtenus, de la longueur et de la difficulté de ses recherches. Mais il faut bien remarquer, ce sur quoi nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir, que le roi, ici comme en toute chose, n'agissait que par voie de décision arbitraire et se gardait bien de tout esprit de suite qui eût pu créer une règle de droit ou même une sorte de jurisprudence administrative. L'inventeur, comme tout autre sujet, était donc livré à son bon plaisir (1). Nous aurons d'ailleurs l'occasion de préciser les résultats souvent bizarres que l'on obtenait avec ce système.

Ces privilèges pouvaient être généraux ou collectifs ou au contraire individuels ; auquel cas ils se rapprochaient mieux de nos brevets d'invention modernes. Dans la première catégorie il nous suffira de citer deux exemples très connus : Le premier permettait à tous les marchands établis dans la galerie du Louvre de se livrer au commerce ou à l'industrie de leur choix. Les lettres patentes de 1602, en leur accordant cette faculté et en leur permettant d'avoir des apprentis et compagnons à leur service, créait, à côté des anciennes corporations, une sorte de groupe reconnu de commerçants indépendants. Ajoutons qu'un

(1) Cf. Edit du 24 septembre 1762, sur les privilèges d'invention ; il limite leur durée à 15 ans sans imposer aucune condition de brevetabilité.

deuxième exemple de ce genre de régime industriel nous est fourni par les ébénistes et tapissiers du faubourg Saint-Antoine, qui pouvaient se livrer à l'exercice de leur profession sans que les autorités des corporations parisiennes eussent le droit d'intervenir dans l'exercice des dites professions. Quant aux privilèges individuels, ils étaient distribués au hasard des recommandations et du bon plaisir du roi, de façons fort inégales et parfois fort injustes. Il nous a été possible, cependant, d'en retrouver quelques exemples cités par M. Renouard dans son *Traité des brevets d'invention* qui, bien que assez ancien, a le mérite d'avoir été écrit au moment du vote de la loi de 1844.

Nous y avons trouvé comme le plus ancien le privilège de Thèses accordé par lettres patentes de Henri II en date du 13 juin 1551, permettant à cet artiste italien de fabriquer toutes glaces, miroirs et vitres selon les procédés inventés dans son pays natal. Il y est dit que le contrefacteur sera passible d'amendes arbitraires fort lourdes et de la confiscation des objets contrefaits.

Dans les privilèges Bras de Fer de Château-Fort, 30 juin 1611, et Regnault Dezanville, 10 octobre 1612, nous voyons le roi accorder à ces inventeurs un droit exclusif d'exploitation de leurs produits et procédés pour une durée de 20 ans. Défense est faite à tout individu, confrérie ou corporation de troubler les bénéficiaires pendant ce délai de 20 ans, à peine de s'entendre condamner à une amende de 10.000 livres applicable par moitié au Trésor royal et moitié aux industriels lésés. Nous assistons ici à la consécration par l'ancienne législation de deux modes de ré-

pression de la contrefaçon des inventions privilégiées : l'amende, peine sociale au profit du Trésor public, et les dommages-intérêts au profit de la victime du délit. Il est curieux et important à la fois de constater que, du fait de l'habitude prise par les rois d'insérer ces dispositions pénales dans les lettres patentes de privilèges de fabrication, les règles de notre droit pénal sur la contrefaçon étaient nées longtemps avant notre Code pénal actuel. L'on s'explique parfaitement ces mesures lorsque l'on se reporte aux exposés de motifs qui précèdent ces deux lettres patentes et qui nous sont rapportés par M. Renouard. Le roi y dit en effet : « Jehan de Bras de Fer, Sieur de Château-Fort, aurait fait depuis 15 à 20 ans, avec Adam Faucheron, charpentier, et ses employés, des inventions et découvertes d'objets non trouvés ni découverts non moins utiles que rares. Pour les faire voir il aurait été mandé par plusieurs souverains et seigneurs étrangers avec offres de grandes faveurs et récompenses, qu'il aurait toujours refusées pour les donner à notre royaume, sa patrie. »

Le langage tenu par le roi dans le préambule de sa lettre de privilège semble témoigner du souci qu'il avait de voir se développer l'industrie nationale. Nous comprendrons l'exacte signification de cette attitude en nous rappelant que ce privilège a été accordé dans les premières années du xvii^e siècle, entre la présence au pouvoir de Sully et l'arrivée de Colbert, lesquels se sont montrés particulièrement favorables au développement de l'industrie qu'ils considéraient comme la principale source de

richesse pour un Etat. Ils ne faisaient d'ailleurs, en cela, que suivre les principes économiques qui avaient cours à leur époque. C'était en effet le règne incontesté des théories mercantilistes. Nous savons en quoi consistait ce système. Les économistes enseignaient alors que pour qu'un pays soit le plus riche et le plus puissant, il était nécessaire qu'il atteignît le plus grand développement industriel et commercial possible. Et pour arriver au maximum de prospérité dans cet ordre d'idées, il fallait que les exportations fussent en assez fort excédent sur les importations, afin de laisser dans le même Etat une grande quantité de monnaie ou de métaux précieux, or et argent. Car l'on arrivait ainsi à obtenir ce que l'on appelait alors une balance de commerce favorable. Ceci explique donc bien exactement qu'un roi dût se préoccuper avant tout de retenir dans ses Etats ou même d'y attirer les meilleurs producteurs de richesse, partant de favoriser les inventeurs et surtout, comme le dit le préambule des lettres de privilège que nous venons de citer, empêcher que les inventions nationales ne passent à l'étranger, car, dans ce dernier cas, nous serions devenus tributaires du pays exploitant l'invention et par l'importation des produits ainsi fabriqués, nous verrions diminuer notre richesse en métaux précieux.

Il nous faut cependant mentionner la perturbation que jeta dans notre industrie l'édit de Rambouillet de 1685 qui, en révoquant l'édit de Nantes, obligea les sujets protestants à sortir du royaume. Nous connaissons les ruines et

les désastres que l'exécution de cet édit occasionna surtout dans nos régions du Midi. Ceux qui n'acceptaient pas le retour obligatoire à la religion catholique durent quitter la France et aller s'établir en Allemagne, en Hollande, en Angleterre ou en Suisse. Le résultat ne se fit pas attendre. Dans les vallées des Cévennes et dans le bassin du Tarn, la production des tissus de drap et de laine qui avait, grâce à des privilèges accordés au temps de Sully et de Richelieu, acquis un développement si considérable que les fabriques de cette région étaient devenues les fournisseurs de la plus grande partie de l'Europe, tomba rapidement et devint quasiment nulle. Cet arrêt de l'industrie fut surtout nuisible à la France à deux points de vue. D'abord en ce qu'il occasionna une crise ouvrière d'une importance peu ordinaire pour l'époque, des milliers d'ouvriers se trouvèrent subitement sans abri, et les œuvres d'assistance durent dépenser en secours des sommes considérables dont le remplacement dans le patrimoine du pays n'était nullement assuré. Et surtout en ce qu'il a déterminé un très grand nombre d'industriels à quitter la France en emportant avec eux leurs procédés de fabrication dont, selon l'usage de l'époque, ils avaient le secret et le monopole. La conséquence est facile à voir. Il fallut donc, étant donnés les usages qui s'étaient introduits, devenir tributaire de l'étranger pour se procurer les tissus qu'auparavant l'on trouvait dans le midi de la France. Et nous nous demandons encore aujourd'hui comment, au temps des principes mercantilistes, ceux qui avaient la

charge de conduire les affaires publiques en France ont pu accepter la responsabilité d'une mesure qui diminuait presque de moitié la prospérité manufacturière du pays.

Cette mesure ne peut s'expliquer que par l'état d'esprit très particulier à cette époque, où l'on mettait la question de l'unité de croyances religieuses au premier rang des facteurs de la force des nations. Nous n'avons pas à porter ici un jugement sur cette question qui n'est pas de notre domaine. Il nous suffira de regretter cette mesure à cause du contre-coup fâcheux qu'elle a eu sur le sort de notre industrie nationale.

La situation était celle que nous venons de décrire lorsque, vers le milieu du XVIII^e siècle, une école d'économistes commença à étudier la question de la richesse des nations et se demanda si la liberté d'action de l'industriel, du commerçant et de l'agriculteur n'était pas préférable au régime de réglementation sous lequel on vivait alors et qui leur semblait un obstacle au libre développement des facultés humaines. Le premier qui lança dans le public ces idées nouvelles fut le Dr Quesnay, médecin de Louis XV, qui avait étudié la science économique en même temps que la physiologie et en était arrivé à penser que le libre jeu des lois naturelles devait être la grande règle de direction des sociétés modernes. C'est dans ses articles de l'*Encyclopédie*, sur les mots « Fermier » et « Grain », qu'il donna ses idées sur la question agricole. Chacun pouvait cultiver sa terre comme il l'entendait, sans obligation de planter et ensemercer à telle époque ou de récolter dans

un laps de temps déterminé. Il demandait, aussi, la libre circulation des grains d'une province à une autre, afin d'égaliser l'approvisionnement des diverses régions du royaume. Après ce commencement, Quesnay, généralisant sa théorie et ses applications, édifia un système complet de liberté économique appliqué aussi bien à l'industrie et au commerce qu'à l'agriculture.

La physiocratie était née. Mais, nous dira-t-on, qu'est-ce que cette doctrine dont vous nous annoncez l'avènement comme celui d'un Messie de l'ordre économique ? A quoi nous pouvons répondre : C'est la science de la liberté économique déduite des lois naturelles. Quesnay, en effet, avec ses disciples, Dupont de Nemours, Mercier de Lari-vière, l'abbé Bodeau, Mirabeau le Père, ne tarda pas à édifier ce qu'il croyait être la vérité économique en une sorte de sociologie générale qui devrait être enseignée à tous les hommes afin de leur ouvrir les yeux et de leur faire comprendre l'intérêt primordial qu'ils avaient à se conformer aux lois de la nature, et à chercher à obtenir le maximum de liberté économique pour la prospérité de la nation et le mieux-être de chaque citoyen en particulier. Pour être complet il nous faut aussi mentionner que les physiocrates eurent, à la fin, une théorie politique particulière qui, comme il était légitime, s'inspira de l'observation des faits qu'ils avaient sous les yeux. C'est ainsi qu'ils indiquent comme forme de gouvernement la plus propice au complet épanouissement de leur système, le despotisme éclairé. Cela ne nous surprendra pas lorsque, à

l'aide de souvenirs historiques, nous reverrons le degré de prospérité qu'avait atteint alors la Prusse sous Frédéric II, où tous les progrès de la science humaine étaient toujours favorablement accueillis et souvent faisaient l'objet de tentatives de réalisations couronnées de succès. Nous nous rappelons, d'ailleurs, qu'ils furent encouragés en cette voie par l'adhésion formelle d'un prince, le margrave de Bade, qui fit, dans ses Etats, un essai d'application intégrale des doctrines physiocratiques.

En France, ils cherchèrent naturellement à intéresser le roi à leur théorie. Ils trouvèrent un homme d'Etat qui, ayant été, avant que d'être ministre, intendant du Limousin, avait pu se rendre compte exact, *de visu*, de ce qu'était la situation des travailleurs et des producteurs de tous ordres. Il en était arrivé, d'ailleurs, à rechercher les moyens de donner plus de liberté économique aux sujets du roi de France, seul moyen, disait-il, d'augmenter la prospérité du royaume. Pour lui la réglementation, le régime corporatif et les douanes intérieures étaient les trois obstacles à l'emploi fructueux et au complet épauvement des facultés productrices que la France avait en abondance. Il se rencontra donc avec Quesnay pour être d'avis de changer du tout au tout notre régime économique. Après de longues discussions et des tentatives infructueuses, il réussit à faire promulguer en 1776 par le jeune roi Louis XVI, dont les intentions libérales étaient, à ce moment, connues de tous, les édits de liberté industrielle, agricole et commerciale connus sous le nom

d'édits Turgot. Les maîtrises et les jurandes, ainsi que les corporations d'où elles procédaient, étaient à jamais supprimées. Les droits des maîtres étaient rachetables comme le seront plus tard les droits féodaux. Chacun pouvait se livrer au commerce ou à l'industrie comme il l'entendait, à la seule condition de respecter les lois de police du royaume. Le commerce français voyait enfin supprimé le réseau à mailles serrées dans lequel de longues générations de ministres mercantilistes et partisans du régime corporatif l'avaient peu à peu enfermé. Et le mot fameux de Boisguilbert, l'ami et le disciple de Quesnay, devenait la règle en France : « Laisser faire, laisser passer », était-il écrit au frontispice du nouvel édifice économique.

Mais cette ère de prospérité ne fut pas longue. A peine les édits étaient-ils promulgués que ce fut par toute la France un tollé général contre le ministre et son œuvre. Il voulait, disait-on, démolir l'ordre social et laisser libre cours aux constructions ridicules des utopistes de tout genre, en laissant au besoin périr la France avec les institutions qui lui étaient nécessaires. Cette opposition aux saines réformes venait, on l'a déjà deviné, de la noblesse et du clergé et aussi de la haute finance, classes qui étaient seules à profiter des abus que Turgot avait à peu près réussi à supprimer. Si avisé qu'il fût, l'éminent économiste n'avait pas suffisamment tenu compte des circonstances et du milieu ; quand on est au pouvoir dans une monarchie, il faut, si l'on n'est pas un parfait courtisan, savoir surveiller les mouvements de cette petite opinion

dominante qui s'appelle l'avis de la Cour. Et, en l'occurrence, elle était le plus possible opposée à une réforme libérale dans l'ordre économique. Et pour expliquer ce qui à première vue paraît étrange, il nous faut revenir aux principes généraux de notre ancien droit public où nous voyons que chaque corps constitué jouit d'un certain nombre de privilèges déterminés. C'est, en effet, avec l'idée de la solidarité des ordres et aussi de la corrélation des privilèges que la noblesse, la magistrature et le clergé crurent utile de prendre fait et cause pour les corporations supprimées, bien que souvent le milieu social des marchands fût bien inférieur. Mais étant donné que ces considérations n'ont qu'un rapport indirect avec l'objet de notre étude, il nous suffira de signaler que les privilèges l'emportèrent et que les corporations furent rétablies avec une législation un peu moins rigoureuse.

Il fallut attendre la nuit du 4 août pour assister à leur destruction définitive.

§ 2. — L'avènement de la liberté industrielle.

Nous avons vu qu'à la fin de l'ancien régime les corporations avaient réussi dans un retour offensif. Mais la nouvelle situation fut de courte durée. Et la suite de notre tableau historique nous conduit au début de la Révolution française. Tout le monde connaît le grand mouvement politique et patriotique qui suivit la convocation des Etats Généraux en 1789. Les électeurs s'empressèrent en effet

d'envoyer à l'Assemblée les hommes les plus remarquables dans les sciences économiques, les sciences pures, les lettres, la philosophie.

Rarement la France eut une telle pléiade de législateurs. Nous n'étonnerons personne, si nous disons que, trois mois après leur réunion, dès le 4 août 1789, ils votèrent, d'enthousiasme, la suppression de tous les privilèges. Pour nous cette mesure est intéressante, en ce qu'elle porta le coup fatal aux privilèges dans l'ordre industriel, aux corporations, maîtrises et jurandes. Tout le monde put alors se livrer au commerce ou à l'industrie sans conditions. L'on n'avait plus à craindre un retour offensif de l'ancien régime. La loi avait été votée par l'Assemblée représentant la nation. Que les temps sont changés !

L'ère nouvelle est vraiment arrivée.

Nous avons vu que dès le 4 août 1789, les corporations qui avaient eu pendant plus de cinq siècles le monopole de l'industrie et du commerce en France avaient été supprimées de façon aussi radicale que définitive. Le champ restait donc librement ouvert devant l'activité des citoyens auxquels leurs capacités et leurs capitaux permettaient d'aborder des professions commerciales. Mais les économistes libéraux n'auraient pas cru que, par cette seule destruction des corps de métier, leur victoire était complète. Aussi voulurent-ils que l'on ne pût assister impuissant à la reconstitution de groupements peut-être plus menaçants que ceux que l'on avait détruits, parce qu'avec la fusion des provinces et les idées égalitaires, des maîtres

et des ouvriers auraient pu former des groupements imposants, disposant de capitaux considérables et rétablissant bientôt à leur profit les monopoles que l'on avait voulu détruire. C'est ainsi que près de deux ans après l'abolition des corporations, Le Chapelier, député de Rennes, et qui avait joué déjà un rôle considérable dans l'organisation des pouvoirs publics et des tribunaux nouveaux, proposa à l'Assemblée Constituante le vote d'une loi prohibant toute association permanente ou simplement toute coalition momentanée d'ouvriers ou de producteurs dans le but de défendre leurs prétendus intérêts communs. Ainsi donc nous voyons que, dans la crainte d'une résurrection des ci-devant corps de métiers, comme l'on disait alors, le législateur allait jusqu'à nier que les travailleurs et les producteurs puissent avoir jamais d'intérêts communs à sauvegarder. Chacun ne devait donc compter que sur lui-même pour assurer la prospérité de ses affaires. Car le législateur, s'il prenait des mesures pour assurer le libre exercice des professions et la libre circulation des produits, s'en tenait là, en application même de son principe directeur « Laisser faire, laisser passer ». Si nous nous arrêtons un instant à dépeindre le nouveau régime de l'industrie, c'est parce qu'à la même époque parut notre première grande loi sur les brevets d'invention. Et il n'est pas sans intérêt de constater qu'en même temps qu'il abandonnait toute idée de protection industrielle et de défense professionnelle, le législateur consacrait et organisait la propriété industrielle.

La situation de l'industrie sera, en effet, pendant longtemps ce que nous l'avons décrite plus haut, les hommes devant se livrer seuls à la tâche qu'ils avaient choisie sans pouvoir se grouper même momentanément pour l'obtention d'une satisfaction déterminée. Nous remarquerons bien sur notre passage, au cours de la première moitié du *xix^e* siècle, la reconstitution des corporations dans l'alimentation qui fut autorisée sous le premier empire et dura jusqu'aux environs de 1880. Mais ce fait est pour nous sans aucune importance, étant donné le rôle spécial joué par les commerçants ainsi groupés. Enfin la loi du 21 mars 1884 arriva qui permit à tous, patrons et ouvriers du commerce et de l'industrie, de s'associer dans le but de défendre leurs intérêts communs. Ces associations furent vite orientées dans le sens social, cherchant à obtenir des relèvements de salaires ou de prix et des dégrèvements fiscaux, mais on ne vit heureusement pas renaître la police des fabrications et les règlements pouvant être un obstacle au progrès. Les syndicats, tout au plus, se préoccupèrent de la fraude dans les produits alimentaires. Mais ce genre d'atteinte à la liberté de l'industrie était basé sur l'intérêt de la santé publique. En somme le progrès industriel pouvait se manifester librement, les entraves avaient disparu. Nous n'en retrouvons même plus dans les conceptions originales de certains économistes du *xix^e* siècle dont il nous faudra parler à propos de la propriété de l'inventeur sur son invention pour signaler la place qu'ils font à l'inventeur devenu un des principaux artisans de la richesse et du bien-être des sociétés modernes.

CHAPITRE II

LE RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ. SON INFLUENCE SUR LE CARACTÈRE DE LA PROTECTION LÉGALE DES INVENTEURS.

§ 1. — La théorie libérale de la propriété.

Nous avons assisté dans le chapitre précédent à l'avènement du régime industriel actuel, et surtout nous voyons s'affirmer, au sortir de l'ancien régime, l'un de ses caractères principaux : « La liberté économique ». Le droit et le pouvoir pour chaque citoyen de se livrer quand il le voulait à l'industrie, à l'agriculture ou au commerce. Le droit encore plus important de fixer lui-même d'après ses frais généraux le prix de vente de chaque produit, prix auquel il pense que l'acheteur peut le plus facilement acquérir ses marchandises. La liberté aussi, et surtout, de faire circuler les produits entre les différentes provinces d'un même Etat. Et enfin le système libre-échangiste, permettant de se procurer aux prix les plus avantageux les produits étrangers dont l'équivalent n'existe pas dans le pays même, et permettant ainsi d'exporter le plus possible nos propres produits en profitant d'une heureuse réciprocité.

Mais si nous nous en tenions à la notion de liberté,

notre exposé serait bien imparfait et l'on serait en droit de refuser à une telle théorie le nom de système économique, car l'on verrait là une omission capitale, et il est incontestable que l'école libérale n'aurait pas pu avoir dans le monde l'influence que l'on sait.

Le deuxième facteur de la prospérité industrielle et nationale, d'après les physiocrates, nous donne au contraire l'élément essentiel du droit de l'inventeur, le caractère même de ce droit. C'est, en effet, la propriété qui, jointe à la liberté, doit contribuer à l'épanouissement complet des facultés de production des hommes. La propriété est elle-même envisagée à plusieurs points de vue par les économistes du XVIII^e siècle.

D'abord l'homme est propriétaire de sa personne. Et si l'on est étonné d'entendre formuler à la façon d'une vérité scientifique ce qui nous paraît aujourd'hui une vérité primordiale et qui se passe de toute explication, il suffira de se rappeler que, à la fin même de l'ancien régime, on ne pouvait faire admettre cette idée, même par les esprits les plus libéraux, dès qu'ils détenaient une parcelle de l'autorité publique. En effet, l'évolution lente, mais encore complète qui avait fait sortir la société de l'état féodal avait laissé subsister une quantité de vestiges de cette ancienne conception de notre droit public. Pour ne citer que le principal et en même temps le plus vivace, il nous suffira de rappeler encore une fois, mais on nous excusera à cause de l'importance que cela présente, le domaine éminent que le roi avait sur toute personne et toute richesse en son royaume.

Les légistes de la couronne, en effet, depuis des siècles n'avaient cessé d'enseigner que le roi était le représentant de Dieu à la tête de l'Etat, et que comme tel il possédait tout ce qui vivait ou se trouvait en France. Cette idée, d'abord favorablement accueillie par les bourgeois, qui détenaient alors l'industrie et le commerce, parce qu'elle ruinait le pouvoir capricieux et coûteux de la noblesse, sorte de parasite d'Etat, devint à la longue insupportable parce qu'elle avait, par son développement logique, engendré la protection à outrance et une réglementation aussi méticuleuse que nuisible.

En effet, on en arriva bientôt, par conséquence logique, à édifier le système justement célèbre sous le nom de Paternalisme d'Etat. Expression qui dit suffisamment quelle idée se faisait le roi de France de son rôle de protecteur de l'industrie nationale. C'était une vraie tutelle sous laquelle les producteurs de tous ordres se trouvaient placés qui ne tarda pas à leur peser assez lourdement.

C'est donc pour réagir contre ce système que des économistes développèrent la doctrine libérale qui, laissant à chacun le pouvoir d'agir comme il l'entendait, permettait à la production de satisfaire les besoins de la population sans que les pouvoirs publics aient eu besoin de s'inquiéter ni de la quantité de marchandises mises sur le marché, ni des prix de vente, la libre concurrence devant être le seul et le vrai régulateur de la production. Quant à la qualité dont les inspecteurs des manufactures avaient mission de s'assurer sous l'ancien régime, point

n'était besoin de s'en soucier, car le consommateur, le seul juge en la matière, saurait bien écarter le produit inférieur et se procurer la qualité irréprochable.

C'en était donc fait de toute la réglementation économique en France. Nous avons d'ailleurs vu que l'on dût s'y reprendre à deux fois pour obtenir ce résultat. Les essais de Turgot avaient été suivis d'une réaction violente qui avait remplacé des corporations dans leur monopole et tous leurs autres privilèges.

C'est un article de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen qui a, pour la première fois, posé et défini l'importance du droit de propriété, et c'est à sa suite que le Code civil et les autres textes législatifs ont organisé l'exercice du droit de propriété tel que nous le possédons aujourd'hui.

Comment l'examen du principe de propriété en droit français présente un intérêt direct, au point de vue de la protection légale des inventeurs, c'est ce que nous allons expliquer plus loin.

Le principe de la pleine propriété des biens mis à la disposition de chaque citoyen, complété d'ailleurs par celui de la libre circulation des dits biens, n'était d'ailleurs pas en 1789 une idée nouvelle ne pouvant être rapprochée d'aucun précédent. En effet, si nous avons fait remarquer que la théorie du domaine éminent du seigneur et du roi, ensuite, était le propre du régime féodal auquel elle avait survécu plus longtemps que de raison, il est logique de noter, par opposition, qu'avant les invasions et le grou-

pement des hommes sous l'autorité des maîtres du sol, le système de la propriété pouvait parfaitement ne pas être le même et avoir subi, par le fait de ce choc reçu par la société occidentale, une modification qui le rendait l'opposé de ce qu'il était. N'est-ce pas, en effet, ce que l'histoire nous apprend. Nos souvenirs de droit romain ne nous amènent-ils pas tout de suite à l'idée du *Dominum ex jure Quiritium*. Le caractère principal de ce droit réservé d'abord aux seuls citoyens, comme son nom l'indique, et qui fut ensuite étendu à toute la collectivité romaine et passa dans les lois de l'époque impériale, était la plénitude. C'est, en somme, un retour à cette conception du droit de propriété que constituait l'adoption, en France, du droit de pleine propriété avec usage aussi étendu que l'ancien *Jus ferciendi utendi, abutendique*. Nous n'avons, en effet, comme limite aux pouvoirs souverains du légitime propriétaire sur sa chose mobilière ou immobilière, que l'observation des lois de police et des textes d'ordre public du Code civil. Ainsi, le droit de propriété atteint son plein développement, et il nous reste à voir l'étendue du droit de l'inventeur sur son invention.

CHAPITRE III

LE TITRE DE L'INVENTEUR.

§ 1. — La nature du brevet.

Nous avons assisté dans le chapitre précédent à la naissance de la notion moderne de la propriété, et sans doute entre le droit de propriété, sa nature, son étendue et les restrictions qu'il peut comporter d'une part, et la protection légale de l'inventeur d'autre part, les différences se présentent d'abord à l'esprit, bien plus vite que les ressemblances. C'est pourquoi il nous faut, à cet endroit de notre étude, préciser la nature du droit de l'inventeur et voir quelles raisons la société peut invoquer pour le protéger et surtout pourquoi on a adopté plutôt un mode de protection qu'un autre.

Il nous a alors semblé qu'il n'était pas indifférent de rechercher si l'inventeur avait, par lui-même, quelques droits sur son invention ou si c'était, au contraire, la société qui, plus ou moins artificiellement, créait les avantages dont nous savons qu'il peut, aux termes de la loi, se prévaloir. Et c'est pour pouvoir nous livrer plus commodément à l'étude de cette question que nous avons cru utile de la faire précéder d'un court aperçu sur l'origine et la nature du droit de propriété tel que nous le conce-

vons aujourd'hui. Les juristes les plus éminents comme les économistes appartenant à toutes les écoles ne se sont-ils pas demandé quelle était la nature de la propriété que la loi en 1791, et plus près de nous, en 1844, a voulu reconnaître à l'inventeur ?

Aussi les voyons-nous hésiter entre de nombreuses hypothèses parmi lesquelles on nous permettra de citer la propriété naturelle de l'inventeur sur son invention ; le droit d'exploitation considéré comme une sorte de privilège donné ou concédé pour la société de façon plus ou moins arbitraire ; la propriété temporaire sorte de droit *sui generis* créé par le législateur. Toutes ces conceptions du droit du breveté feront l'objet d'une étude comparative à l'issue de laquelle nous prendrons parti pour celle qui nous aura semblé à la fois la plus conforme à la justice, à l'égalité, à l'intérêt bien compris de l'industrie moderne, et aussi, il faut bien le dire, à la tradition de notre droit français.

Une première théorie soutient que l'inventeur est même, avant que la loi ait dit quoi que ce soit sur ce point, propriétaire de son invention, à l'exclusion de tout autre, et que cette propriété ne pourrait lui être enlevée, même par le législateur, sans un attentat au droit le plus sacré pour employer l'expression si vive de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Cette notion du droit de propriété, on l'a déjà pensé, n'est que le prolongement et l'application aux inventeurs industriels du droit de propriété tel que le concevaient les économistes de l'école

libérale et tel qu'ils l'ont introduit dans notre législation française. N'était-il pas logique, en effet, étant donné ce que nous savons déjà sur l'origine et le développement de la notion de propriété en droit français, que l'on tendît tout de suite, au sortir de l'ancien régime, à proclamer l'inventeur propriétaire naturel de son invention ?

Nous verrons cependant que, si complète que soit, d'après les théoriciens, la propriété de l'inventeur sur son invention, l'on n'a pas cru devoir exiger du demandeur à la délivrance d'un brevet la justification de sa propriété sur l'invention.

La loi dispose en effet que le brevet est délivré à *tout requérant*, ce qui exclut toute recherche sur la réalité du caractère d'inventeur de celui qui demande à l'autorité compétente la délivrance d'un brevet. Ceci nous conduit à envisager l'hypothèse d'un homme capable de se faire remettre par un inventeur la description de sa découverte et se présentant pour obtenir un brevet ; il n'aura qu'une seule condition à remplir : soumettre une demande régulière, en la forme, accomplir toutes les formalités voulues par la loi et un brevet lui sera délivré, sans aucune discussion. L'exploitant protégé par la loi peut donc être une autre personne que l'inventeur. Et même, cet exploitant peut s'être, sans autre forme de procès, emparé de la découverte et empressé de prendre un brevet sans être aucunement d'accord avec l'inventeur originaire, qu'il réussit ainsi à frustrer irrémédiablement de son droit de propriété, pourtant indéniable. Mais les cas où notre hy-

pothèse serait une réalité sont, heureusement, fort rares, et s'il arrive, assez souvent, que le brevet est pris par un non inventeur, c'est que l'auteur de la découverte a cédé ses droits, moyennant une indemnité convenable, aux industriels ou commerçants plus entendus et aptes aux affaires. Ceci fera l'objet d'une partie de notre étude, spécialement consacrée aux transactions dont un brevet peut être l'objet.

Au sortir de l'ancien régime, durant lequel avait été appliqué sans conteste le système du privilège royal, octroyé à l'arbitraire, sans garanties ni règles fixes, les législateurs de la Constituante ne pouvaient pas laisser de côté la question de la propriété industrielle qui, vu le grand nombre et l'importance croissante des découvertes mécaniques et autres, allait devenir de plus en plus la question juridique d'actualité. C'est ainsi que s'ouvrit devant notre première assemblée législative la discussion d'où devait sortir la grande loi du 7 janvier 1791. Et c'est une discussion à la fois vive et nourrie qui a dû se poursuivre au sein de cette pléiade de juristes philosophes et économistes qui sont sortis de la dernière consultation électorale de l'ancien régime d'où devait sortir la première assemblée de la France moderne. Ne voyons-nous pas Mirabeau prononcer en la circonstance l'un de ses plus beaux discours, et avec les autres orateurs montrer combien il serait scandaleux, de la part de ceux qui viennent de voter et promulguer la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, de méconnaître l'une des plus

légitimes manifestations du droit de propriété. Sur la question de principe, il n'y eut d'ailleurs aucune espèce de discussion. Ce fut un scrupule, qu'il nous serait difficile d'éprouver aujourd'hui, qui assaillit les esprits des législateurs.

Ils se demandèrent, en effet, s'ils devaient, entraînés par les beaux arguments dont nous avons parlé ci-dessus, consacrer, sans arrière-pensée aucune, ce droit de l'inventeur qui leur semblait si sacré, et dont la méconnaissance eût pu, en effet, au début d'une période si féconde en découvertes, risquer de ruiner un nombre incalculable d'hommes qui avaient souvent employé de longues années de leur existence et souvent fortement diminué leur fortune pour réussir dans une découverte qui pourra par la suite procurer à l'humanité des avantages inestimables, ou si, au contraire, craignant de maintenir un privilège, ils ne devaient pas hésiter un instant à laisser tomber sans distinction, dans le domaine public, toutes les découvertes quelles qu'elles fussent. Cependant il faut bien avouer que grande fut l'hésitation de tous à l'Assemblée Constituante, en pensant qu'à peine cinq mois après la nuit du 4 août on leur demandait, en somme, d'instituer un nouveau privilège. On voyait mal, en effet, l'avènement d'une institution qui pouvait être le signal d'une nouvelle série de privilèges et la consécration d'un monopole rappelant le souvenir fâcheux des anciennes corporations.

Quoi qu'il en soit, les partisans de la protection de l'in-

venteur par la loi l'emportèrent et le projet de loi fut, suivant la procédure parlementaire alors en vigueur, voté sous le titre de décret par l'Assemblée Constituante à la date du 31 décembre 1790 et promulgué par le roi le 7 janvier suivant. Et cette loi accordait aux inventeurs la plus large protection dont ils aient jamais joui en France. Ne voyons-nous pas en effet que le brevet d'importation est établi pour récompenser les citoyens qui feraient profiter la France des inventions déjà publiées ou exploitées à l'étranger.

Ce régime qui assimilait ainsi l'importateur dont la tâche, à mérite égal, était le plus souvent beaucoup moins lourde que celle de l'inventeur originaire, n'a d'ailleurs pas survécu à la refonte de 1844 qui devait modifier sur plusieurs points notre législation des brevets d'invention. Comment le législateur révolutionnaire fut-il amené à accorder une protection aussi large à l'inventeur industriel ?

Retracer tous les débats de l'Assemblée Constituante serait trop long et aussi sortirait du cadre de cette étude, dont le principal but est de déterminer l'influence de la protection des inventions sur la prospérité de l'industrie et de rechercher sur les principaux points de la question les solutions capables de faire prospérer les sociétés et autres entreprises basées sur des inventions ou dans lesquelles l'utilisation d'une invention peut être la cause d'un enrichissement appréciable. Il nous suffira de faire au cours de ce chapitre quelques citations empruntées à l'ex-

posé des motifs de la loi des 31 décembre 1790, 7 janvier 1791 et aux commentateurs du temps pour nous rendre un compte exact de l'état d'esprit dans lequel le législateur s'est décidé à introduire en France le brevet d'invention.

Nous lisons en effet, dans le préambule du décret de l'Assemblée nationale du 31 décembre 1790, cette déclaration qui ne peut laisser aucun doute sur les intentions du législateur : « L'Assemblée nationale considérant que toute idée nouvelle dont la manifestation et le développement peut devenir utile à la société appartient primitivement à celui qui l'a conçue, et que ce serait attaquer les droits de l'homme dans leur essence de ne pas regarder une découverte industrielle comme la propriété de son auteur. »

Et l'article 1^{er} de la loi qui suit immédiatement cette déclaration de principes consacre ce droit de propriété de l'inventeur sur sa découverte et annonce que dans les dispositions qui vont suivre le droit de jouissance sur le territoire du royaume en sera réglé.

La reconnaissance par le législateur de la propriété des inventeurs était donc un fait accompli, et le législateur français ne devait plus revenir sur la consécration qu'il avait fait d'un droit qu'il lui semblait impossible de nier. En 1844 le législateur débuta par une nouvelle affirmation du droit de l'inventeur qui, si elle présente quelques différences dans les termes, ne nous paraît être au fond que la reprise de l'idée de 1790 ; elle est ainsi conçue : « Toute nouvelle découverte ou invention dans tous les genres d'industrie confère à son auteur, sous les conditions et

pour le temps ci-après déterminés, le droit exclusif d'exploiter à son profit la dite découverte ou invention. Ce droit est constaté par des titres délivrés par le gouvernement sous le nom de *brevets d'invention*. »

Ainsi donc, si nous pouvons relever quelques différences de détail entre les deux reconnaissances solennelles du droit de l'inventeur sur sa découverte, l'idée maîtresse est toujours la même et peut se formuler ainsi : « L'inventeur est propriétaire de son invention », et pour les différences que nous signalions plus haut, nous arriverons vite à nous les expliquer par les circonstances différentes en 1790 et 1844.

En 1790, en effet, l'Assemblée Constituante, après avoir donné à la France une constitution politique libérale et offrant aux libertés individuelles les garanties qui leur étaient nécessaires, voulait avant tout lui constituer dans l'ordre du droit privé et pénal un outillage législatif en rapport avec les besoins, les aspirations et les exigences d'une société moderne. C'est donc dans cet esprit qu'elle fit étudier et rapporter par le chevalier de Boufflers le projet d'où devait sortir la loi du 7 janvier 1791 ; nous ne sommes plus étonnés, dans de telles circonstances, de trouver en tête de l'exposé des motifs une déclaration solennelle de la propriété de l'inventeur sur sa découverte. Et la définition de cette propriété, aussi bien que le ton sur lequel elle était proclamée, était bien marquée au coin de l'époque. Ceux qui déclaraient de façon péremptoire que « toute découverte ou idée nou-

velle appartient primitivement à celui qui l'a conçue » étaient bien les mêmes hommes qui, deux ans auparavant, votaient à l'unanimité le fameux article de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « La propriété est un droit inviolable et sacré et nul ne peut en être privé sans une juste et préalable indemnité. » Au fond, en effet, l'idée de la propriété, droit parfait et intangible, limité par la seule expropriation pour cause d'utilité publique, n'était-elle pas la même que celle de la propriété de l'inventeur sur sa découverte ne comportant pas d'autre limite que l'intérêt général.

Ici nous avons une différence à marquer ; si, en effet, la propriété du droit commun est absolue et perpétuelle, la propriété de l'inventeur souffre des tempéraments dans lesquels nos adversaires croiront voir des obstacles à l'assimilation parfaite des deux droits.

Que faites-vous donc, nous diront-ils triomphants, de la principale différence entre la propriété et le droit de l'inventeur, différence énorme cependant ? Ne savez-vous donc pas, ou feignez-vous d'ignorer que, alors que la propriété du droit commun est perpétuelle, le droit de l'inventeur n'est que temporaire ? Comment, dans de telles conditions, osez-vous assimiler un droit perpétuel à une licence d'exploitation concédée pour 15 ans seulement ? Nous ne chercherons pas à faire durer plus longtemps une polémique stérile sur un mot dont le sens varie légèrement, qu'il s'agisse d'objets mobiliers ou d'immeubles ou encore d'œuvres d'art et de découvertes industrielles.

Nous reconnâtrons simplement que des situations spéciales rendent nécessaires des différences dans l'application pratique du droit de propriété à certains objets d'un caractère particulier.

C'est ainsi que l'on comprendra fort aisément que les découvertes dans l'ordre industriel ne donnent lieu à appropriation privée que pendant un laps de temps relativement court.

Nous devons, cependant, faire remarquer que la période de 15 ans fixée pour la durée d'un privilège de breveté n'est pas toujours le seul temps pendant lequel un inventeur pourra exploiter sa découverte à son profit. Supposons en effet qu'arrivé au terme d'une première période de protection d'une découverte originaire, le même inventeur ait réussi à faire breveter un perfectionnement à son produit.

Dans ce cas, lequel dans la pratique industrielle n'est pas bien rare, ne voyons-nous pas le résultat un peu inattendu d'une prolongation du droit d'exploitation de l'inventeur ? Certains établissements industriels peuvent ainsi arriver à exploiter la même invention pendant 30 ans et quelquefois même davantage.

Dans le cas de perfectionnement ou de modification apportée à l'objet du brevet, il s'agit de distinguer entre les deux solutions qui peuvent intervenir : Le breveté a, en tout état de cause, le choix entre deux solutions. Soit prendre un certificat d'addition, lequel expire en même temps que le brevet principal, soit prendre un nouveau

brevet indépendant du premier, lequel dure 15 ans comme celui-ci, seulement en ne protégeant que le perfectionnement, la découverte principale tombant dans le domaine public. L'inventeur est maître du choix.

Il faut toutefois observer que le nouveau brevet met à sa charge une nouvelle taxe et un nouveau dépôt, un nouveau titre étant nécessaire. Cette protection ainsi étendue ne peut avoir une plus longue durée que le brevet principal. L'inventeur ne peut donc que faire mieux protéger l'ensemble que constitue la découverte accompagnée de tous les perfectionnements apportés pendant les 15 ans que dure le brevet. La durée de protection de chacune des additions peut donc ainsi être d'autant plus courte que le brevet est plus ancien.

C'est ainsi qu'il est aisé de concevoir un inventeur qui, ayant perfectionné son invention deux fois par exemple, verra ses deux perfectionnements bénéficier d'une protection inégale, dont l'une par exemple aura une durée de 10 ans, tandis que l'autre ne pourra lui profiter que pendant 5 ans seulement. Et, de même que s'il n'avait aucunement perfectionné son invention, il voit ses trois titres prendre fin le même jour, ne lui permettant pas de jouir plus longtemps que s'il n'avait pas enrichi sa découverte de perfectionnements souvent aussi importants que l'invention primitive.

Indépendamment des raisons que nous avons fait valoir ci-dessus, tirées de la longue durée du brevet de perfectionnement, il en est une autre non moins préemptoire

pour nous décider à n'accorder qu'un crédit limité au certificat d'addition.

M. A.-S. Picard, dans son *Livret de l'inventeur* (4^e édit., 1909), explique, en effet, que la difficulté que l'on éprouve à rattacher sûrement un perfectionnement à une invention principale suffirait à écarter les industriels du certificat d'addition.

Il conseille, en conséquence, de recourir de préférence au brevet de perfectionnement. En effet, dit-il, si le brevet de perfectionnement exige le paiement d'une taxe égale à celle du brevet principal, que d'avantages ne reçoit-on pas en retour ? La longueur, d'abord, du privilège d'exploitation qui permet à l'industriel de rentrer dans les frais de réalisation pratique de sa découverte.

Enfin, si, comme cela se présente assez fréquemment, le brevet appartient à plusieurs propriétaires, chacun d'eux pourra demander un brevet de perfectionnement, et même les frais de taxe pourront, en se partageant, ne pas grever de façon trop lourde le budget de l'exploitation industrielle de chacun. Au cas d'exploitation par une société anonyme ou d'autre forme, les frais du brevet de perfectionnement ne seront pas une charge considérable à côté des nombreux frais généraux qu'elle supporte déjà. Que les hésitants se rassurent, le brevet de perfectionnement sera le titre recherché de *tous ceux* qui auront conscience d'avoir réellement amélioré l'invention originaire.

§ 2. — La délivrance du brevet.

L'inventeur n'est pas admis au bénéfice de la protection légale par le seul fait qu'il a réussi dans une découverte présentant le caractère industriel et pouvant donner lieu à une application pratique immédiate. Il doit adresser à l'autorité administrative une demande sous certaines conditions de forme, de recevabilité et d'exactitude dans la description. En France donc, tout requérant qui présente une demande de brevet régulière en la forme doit, sans qu'il ait à satisfaire à aucune autre exigence de la loi, recevoir un brevet valable pendant 15 ans au plus.

Nous allons voir plus loin qu'il n'y a pas unanimité des législations sur ce point. Cela nous conduira à étudier les deux systèmes de l'examen préalable et du non examen préalable. C'est le second qui a prévalu à deux reprises dans notre législation française. Notre tâche sera donc, après avoir fait une comparaison entre les deux groupes de législation, de tirer une conclusion où nous dirons lequel, à notre avis, est le plus favorable aux inventeurs et à l'industrie nationale.

Il ne sera pas non plus sans intérêt de nous préoccuper des conséquences fiscales ou simplement administratives de l'introduction, dans la législation d'un pays, de l'examen préalable.

Ce sont ces diverses questions que nous allons étudier dans les pages qui vont suivre, convaincu de l'intérêt

qu'elles présentent dans une étude comme celle qui nous occupe. Nous verrons d'ailleurs que les hommes les plus autorisés en matière de propriété industrielle se prononceront souvent pour le système opposé à celui que nous avons cru les voir soutenir.

En France, d'abord, comment sont délivrés les brevets d'invention ? A cette question, nous répondrons sans examen préalable.

Ainsi donc, l'invention est-elle nouvelle ? Constitue-t-elle un réel progrès ? Fera-t-elle la fortune de celui qui l'exploitera ? Autant de questions auxquelles l'administration française entend ne pas répondre, estimant à tort ou à raison que là n'est pas son rôle, alors même que nous avons une législation protectrice de la propriété industrielle. Et, de cette façon, l'office de la propriété industrielle se borne à enregistrer la découverte, tel un officier de l'état civil ou un receveur de l'enregistrement, sans rassurer en rien ceux qui veulent se prévaloir du titre qu'il délivre.

Mais notre loi de 1844 correspond à un état de développement de l'industrie déjà ancien, et, en ces 70 ans, que de progrès n'a-t-on pas réalisés dans cet ordre d'idées, que de brevets n'a-t-on pas pris, que d'inventions qui n'aient enrichi leur auteur ou ceux qui les exploitent ? C'est ainsi que nous voyons apparaître dans d'autres législations le système dit de l'examen préalable, suivant lequel le brevet n'est accordé qu'après un examen officiel qui révèle aux pouvoirs publics le vrai mérite de l'invention :

sa nouveauté, sa brevetabilité et son caractère industriel, ses applications pratiques.

Si, pour le principe, les diverses législations, en adoptant l'examen préalable, se sont inspirées de la même idée et ont voulu répondre au même besoin ressenti par l'industrie et par les inventeurs eux-mêmes, de nombreuses différences devront être signalées au cours de cette étude entre l'application qui a été faite de ce principe dans les différents pays qui ont adopté ce mode de délivrance des brevets.

Si, par exemple, en Allemagne l'avis défavorable du « Patentamt » est un obstacle infranchissable à la délivrance du brevet, on conçoit, par contre, en Angleterre, la délivrance du brevet avec annotation, en marge, des antériorités. Nous verrons même, en Suisse, la faculté reconnue à l'inventeur de passer outre à l'avis défavorable de l'examineur. Il va sans dire qu'en pareil cas il s'expose à des poursuites judiciaires de la part de ceux auxquels il entreprend de dérober leur invention. Nous devons donc examiner les différents systèmes appliqués en la matière et aussi la proposition déposée, en France, en 1909 sur le bureau de la Chambre des députés par M. Astier, aujourd'hui sénateur de l'Ardèche, après quoi nous pourrions dire nos préférences et émettre en connaissance de cause notre avis sur la question.

C'est la législation allemande qui peut être considérée comme le prototype de la législation pourvue de l'examen préalable, aussi bien parce qu'il est dans cette loi obli-

gatoire que parce que le bureau d'examen ou Patentamt a reçu un développement que l'on ne pourrait trouver ailleurs. Il nous faudra donc débiter par une description de l'examen devant le Patentamt allemand.

L'inventeur, au début, opère en Allemagne comme en France, il dépose sa demande au Patentamt et attend que l'on lui oppose les antériorités. Il nous faut donc examiner de quelle façon se fait cette opposition des antériorités et le mode de procéder des examinateurs, ce qui nous amènera à connaître la composition et les divisions du Patentamt.

Pour plus de clarté dans notre démonstration, nous nous servirons de l'exemple choisi par M. A.-S. Picard dans son *Livret de l'inventeur* (Paris, 1909).

Un inventeur avait adressé au Patentamt une demande de brevet pour un chemin de fer monorail. La demande fut distribuée au rapport d'un examinateur qui fit connaître les antériorités opposables dans un premier rescrit. Ce premier rescrit fut notifié à l'inventeur, qui pouvait y répondre par un amendement, auquel répond aussitôt l'examineur par un second rescrit. Il peut être ainsi échangé entre l'examineur et l'inventeur une longue série de mémoires répondant aux objections les uns des autres, ce qui permet ainsi de se rendre compte du soin apporté à l'exercice de l'examen préalable en Allemagne. Il faut, pour obtenir son brevet, que l'inventeur ait réussi à prouver à l'examineur que son invention réunissait les deux conditions essentielles pour être brevetable :

1° La nouveauté ; 2° l'utilisation industrielle.

Le système de la législation allemande que nous venons d'exposer puise la grande force que nous lui connaissons dans l'obligation reconnue à l'examen préalable.

Le système de l'examen préalable, avec la rigueur que nous venons de voir qu'il a prise dans la législation allemande, a été également adopté aux Etats-Unis. C'est un fait d'une importance capitale au point de vue industriel. Les Etats-Unis sont en effet, sans contredit, le pays du monde où l'industrie contemporaine a atteint le plus grand développement.

L'examen, en ce pays, est très rigoureux ; l'inventeur est appelé à s'expliquer sur les antériorités relevées par l'examineur, comme nous l'avons vu dans la législation allemande. Il se produit alors cet échange d'avertissements, de mémoires et d'amendements que nous avons expliqué plus haut.

Ce système a le mérite de faire préciser à l'inventeur en quoi consiste exactement la découverte. Ceci est d'ailleurs difficile à obtenir dans les pays qui ne sont pas pourvus de l'examen préalable. L'administration se borne, en effet, à s'assurer de la régularité de la demande du brevet, accorde celui-ci toutes les fois que les pièces sont conformes aux prescriptions de la loi.

Ceci ne nous paraît être que la survivance d'un formalisme tout administratif et ne pouvant donner aux industriels des certitudes assez solides pour leur permettre de tenter sérieusement l'exploitation de l'invention. Autant

dire que le brevet est décerné automatiquement à l'impétrant et que l'administration n'y apporte aucune attention particulière, même moins de précaution que lorsqu'il s'agit, par exemple, d'une copie d'acte de l'état civil. Nous pourrions d'ailleurs, dans un autre chapitre de cette étude, établir, avec statistiques à l'appui, ce que peut l'examen préalable pour le progrès industriel. Les Etats-Unis seront précisément le pays qui nous donnera les chiffres les plus éloquents.

Avec la législation anglaise, adoptée par toutes les lois de l'empire britannique, nous voyons apparaître un nouveau mode de délivrance du brevet avec l'examen préalable. Ici, en effet, l'examen, bien qu'il soit obligatoire, n'a pas le même caractère de rigueur qu'en Allemagne. La demande est bien obligatoirement soumise au Patent Office et le brevet n'est délivré, là aussi, qu'après l'examen. La différence consiste seulement en ceci : l'inventeur peut obtenir le brevet sans que l'examen lui ait été pleinement favorable.

La principale tâche de l'examineur étant, en effet, la recherche des antériorités, celui-ci en fait part à l'inventeur qui peut, comme nous l'avons vu dans le système allemand, faire des oppositions et produire des mémoires et amendements.

Mais, où le système cesse d'être identiquement le même, c'est au résultat que donne l'examen. Si, en effet, en Allemagne, nul ne peut obtenir de brevet sans que l'examen lui soit favorable, la législation anglaise permet de déli-

vrer le brevet alors même qu'il existerait des antériorités indiscutables. C'est alors que les inventeurs et industriels sont amenés à faire dans la pratique une distinction entre deux catégories de brevets qui sont loin d'avoir toutes deux la même valeur à leurs yeux.

Le « Brevet blanc » ou « Blank Patent » est en effet celui qui est dépourvu de toute mention marginale et qui ne contient que le privilège d'exploitation, reconnaissance du droit de l'inventeur. Au contraire, le brevet ordinaire, délivré avec l'annotation marginale des antériorités, n'est, en somme, qu'un titre nu et sans valeur qu'un inventeur serait bien mal inspiré de montrer ou de laisser voir à un capitaliste ou simplement à un industriel désireux de faire des affaires avec lui, soit pour s'associer en vue de l'exploitation du brevet, soit en vue d'une licence ou cession du brevet. Le cessionnaire ou licencié se trouverait, en effet, être à la merci du premier titulaire de l'une des antériorités relevées par l'examineur officiel. Le brevet anglais devient, en ce cas, aussi fragile entre les mains du titulaire que le brevet français par exemple. Ce sera, en effet, devant les tribunaux judiciaires une suite ininterrompue de procès entre tous les prétendants à la paternité de la même découverte. Nous reviendrons indirectement au système français et nous retomberons sous le régime de l'incertitude. Nous estimons donc, quant à nous, que cette option laissée à l'inventeur par la législation anglaise ne doit être suivie que le moins souvent possible pour ne pas dire jamais. De quoi servirait-il, en effet,

avoir l'examen préalable si l'on pouvait faire aussi bon marché du régime qui donne à l'inventeur le grand avantage de connaître en temps utile, nous voulons dire avant de commencer son exploitation et de payer la taxe qui en est la contre-partie, toutes les antériorités que les rivaux peuvent lui opposer ? N'est-ce pas, en effet, l'ignorance un peu forcée de ces mêmes antériorités qui fait la faiblesse du brevet dans notre législation française. Aussi pouvons-nous dès à présent dire, sans crainte d'être sérieusement contredit, que, en dehors du brevet blanc, il n'y a pas de brevet anglais possible, et dans la pratique l'examen préalable doit être considéré comme obligatoire.

Nous avons parlé déjà de l'incertitude dans laquelle se trouvait le capitaliste auquel un inventeur présentait un brevet anglais revêtu de nombreuses annotations marginales. La législation suisse nous offre une variante dans laquelle l'examen ne peut, en aucun cas, empêcher l'inventeur de jouir de la protection légale. Si, en effet, toutes les demandes de brevet doivent être soumises à l'examen du Bureau des brevets de Berne, le requérant a le droit d'exiger la délivrance du brevet sans aucune mention nonobstant le résultat défavorable de cet examen. Et, pour être complet dans notre exposé, nous devons ajouter que le titre est alors délivré sans annotations marginales, contrairement à ce qui se passe avec le système anglais. Ainsi donc, l'examineur ne révèle pas de façon officielle à l'inventeur les principales antériorités qui enlèvent à sa découverte le caractère de nouveauté exigé par la loi, pour

en faire une invention brevetable. L'inventeur est donc, en pareil cas, seul juge de savoir s'il doit ou non prendre le brevet et s'engager à exploiter et aussi à acquitter la taxe.

Il nous sera permis de dire, en passant, que ce système ne peut avoir nos préférences à cause du peu de stabilité qu'il présente, et aussi parce qu'il équivaut à la suppression de l'examen préalable. Il est, d'ailleurs, de notoriété publique que l'industrie suisse ne recherche aucunement le brevet national et qu'elle préfère de beaucoup le brevet allemand. Nous retrouverons d'ailleurs, pour les mêmes raisons, une désaffection totale du brevet belge par les Belges.

Une fois la question de l'examen préalable passée en revue, nous devons signaler au lecteur que les diverses législations qui soumettent l'invention à une épreuve préparatoire ont institué des voies de recours contre les décisions des commissions d'examen.

Suivant les pays, le recours est plus ou moins étendu et la connaissance en est dévolue soit à un bureau technique supérieur, soit à une juridiction judiciaire offrant certaines garanties. Parfois même les deux catégories de juridiction peuvent être saisies successivement. Aux Etats-Unis, en effet, l'inventeur peut exercer deux recours, et nous retrouvons ainsi un examen des demandes de brevets à trois degrés. Supposons en effet une demande repoussée par la section de demande du Patent Office, l'inventeur n'est pas irrémédiablement privé du droit d'ob-

tenir sa patente. Il peut, d'abord, sans sortir du Patent Office, saisir l'une des sections de recours d'un appel contre la décision du bureau dans la section de demande. Et devant cette section de recours l'examen de la demande recommence absolument comme devant une juridiction d'appel. La section peut, soit confirmer la décision entreprise, soit réformer et dire qu'il y a lieu d'accorder le brevet. Mais là ne se borne pas la série des voies de recours et des moyens de réformation mis par la loi à la portée de l'inventeur. Il peut en effet, quittant cette fois le Patent Office, mettre son suprême espoir dans la justice de la Cour suprême du district de Colombia.

La dernière voie de recours nous donne un exemple unique dans la matière de l'examen préalable des demandes du brevet. En effet, une fois toutes les sections du Patent Office épuisées, l'inventeur américain peut se pourvoir devant les magistrats de l'ordre judiciaire et suivre un procès analogue à ceux que les inventeurs soutiennent devant les tribunaux des pays où le titre est délivré sans examen préalable. Mais pour bien comprendre ce qu'est pour un Américain ce pourvoi devant la juridiction souveraine de Colombia, il faut rappeler, nous l'estimons du moins indispensable, sommairement ce qu'est au juste une Cour suprême aux Etats-Unis.

Ces sortes de juridictions ont pour but de veiller à l'application des lois de l'Union, ce qui explique que le législateur ait cru devoir les charger du contrôle supérieur en matière de brevet, les lois qui régissent les droits des

inventeurs étant, en effet, des lois fédérales applicables dans tous les Etats.

Les lois des 22 juin 1874, 5 août 1900, 1^{er} avril 1902, 5 mars 1903, sur la propriété industrielle, sont donc de cette dernière catégorie et présentent le caractère des lois fédérales. Nous devons cependant signaler une particularité de la loi, qui a rendu compétente la Cour suprême d'un seul district, celui de Colombia, pour toutes les demandes de brevet d'invention. Ainsi donc, les inventeurs de tous les Etats, territoires et colonies des Etats-Unis devront, pour exercer le recours suprême, en matière d'examen préalable, s'adresser à la Cour suprême de l'Etat de Colombia. Nous estimons qu'il s'agit là d'un désir de spécialisation des magistrats. Nous ne pouvons d'ailleurs qu'approuver cette tentative, d'autant plus que ses résultats sont excellents. Nous n'en voulons comme preuve que l'accroissement considérable du nombre de brevets aux Etats-Unis dans ces dernières années.

En Allemagne, l'examen n'est pas non plus dépourvu de toute voie de recours. Le Patentamt, en effet, comprend, à côté des sections de demandes auxquelles l'inventeur doit s'adresser tout d'abord et soumettre sa description et ses pièces, des sections de recours devant lesquelles il peut se pourvoir au cas où le brevet lui aurait été refusé par la section de demande compétente. Dans ce dernier cas, le demandeur doit consigner une amende d'appel ainsi que cela est obligatoire devant les tribunaux judiciaires en France. Le recours ici, pour moins étendu qu'il est, n'en

est pas moins efficace, il s'agit en effet d'un double degré de juridiction offrant les mêmes garanties que dans les juridictions de droit commun.

La législation allemande permet aussi, nous l'avons vu, l'appel des décisions du Patentamt. Il en est de même de la législation anglaise suivant laquelle on peut saisir le bureau d'appel de la décision du Patent Comptrollor lorsque celui-ci a mentionné des antériorités en marge du brevet. Cet appel remet la demande en question. Le bureau supérieur se comporte comme le juge d'appel en matière ordinaire.

Dans la législation suisse, il ne saurait être question d'une voie de recours quelle qu'elle soit, car on se rappelle que l'examen est purement facultatif et que, même s'il est défavorable, il ne peut empêcher l'inventeur d'obtenir un titre et de tenter l'exploitation de sa découverte.

Avant de terminer cette revue des diverses législations dans lesquelles le principe de l'examen préalable est admis à des titres divers, nous devons signaler deux pays où les administrations publiques étudient la demande de l'inventeur au point de vue technique, sans toutefois délivrer elle-même le brevet, ni pouvoir mettre obstacle à sa délivrance.

En Europe, la Russie nous fournit le premier exemple de ce système. Voici exactement comment est faite l'instruction d'une demande de brevet. L'industriel qui croit pouvoir faire protéger sa découverte par un brevet d'invention adresse une demande réunissant certaines condi-

tions matérielles de netteté et de régularité de la description et des pièces jointes, notamment des plans et dessins ou épures permettant à l'administration de se rendre le compte le plus exact possible de ce qui constitue l'invention et de sa portée possible au point de vue utilitaire, au ministère du commerce et des manufactures, direction technique. Là, une fois les premières vérifications faites, on envoie la demande à un service technique qui l'examine et émet un avis, puis retourne le tout au ministère qui accorde ou refuse le brevet si les conditions voulues par la loi ne sont pas remplies. Mais nous ne trouvons pas là une organisation spéciale et uniforme à l'analogue au Patentamt allemand ou au Patent Office de Londres et de Washington. L'examen est fait en effet suivant les genres d'industries auxquels se rattachent les découvertes : soit par les directions (pravlenie) du ministère du commerce, soit par celles des chemins de fer ou bien par les intendances des ports de Cronstadt, Revel, Sébastopol ou Vladivostok (avec l'avis des techniciens supérieurs), ou bien encore par les comités impériaux des constructions. Ceci constitue donc un régime tel que nous n'en avons pas encore rencontré. L'examen des brevets, fait par des autorités très diverses et sans avoir le caractère obligatoire ou quasi-obligatoire, ni l'autorité que nous avons vue en Allemagne, aux Etats-Unis ou en Angleterre, est donc la caractéristique du régime russe. Nous verrons plus loin les inconvénients de ce manque de centralisation de tout ce qui concerne la propriété industrielle et de cette divi-

sion du travail qui nous paraît, en la matière, bien inférieure à la coordination et à la concentration que représente un puissant organisme composé de fonctionnaires rompus aux difficultés innombrables, à la fois d'ordre technique et juridique, que présente l'étude approfondie d'une demande de brevets ou de marque de fabrique.

Malgré donc que nous devrions préférer la tentative faite par le législateur russe pour donner la stabilité nécessaire aux demandes de brevet, nous ne pouvons que regretter qu'il n'ait pas suivi jusqu'au bout l'exemple si précieux de son voisin allemand.

Dans le nouveau monde, la législation mexicaine nous donne un nouvel exemple d'examen au point de vue de la nouveauté de l'invention, mais cet examen n'étant pas obligatoire et n'ayant même lieu que sur la demande de l'inventeur, nous paraît de peu d'intérêt, étant donné que le Mexique est un des pays du monde où il est demandé le moins de brevets.

Nous avons constaté, dans les pages qui précèdent, que la plupart des pays industriels étaient pourvus du régime de l'examen préalable. N'a-t-on fait en France aucune tentative dans ce sens ? Nous pouvons répondre par l'affirmative. En 1909, en effet, une proposition de loi a été déposée par M. Astier, alors député et depuis sénateur de l'Ardèche. Après avoir passé en revue les législations étrangères qui admettent l'examen préalable, il se montre favorable à l'adoption par la France d'un examen préalable portant sur la réalité et la nouveauté de l'invention

avec deux degrés, le bureau d'examen se composant de sections de demande et de sections de recours. Il s'agirait donc d'instituer une sorte de juridiction technique à deux degrés, dans laquelle les examinateurs qui auraient rendu la première décision ne pourraient naturellement pas faire partie de la section de recours devant laquelle l'inventeur se pourvoirait au cas de rejet de la demande. C'est sur le système allemand que serait presque exactement calquée notre organisation de l'examen préalable.

C'est un texte en dix articles très nets et très concis, que M. Astier a déposé sur le bureau de la Chambre des députés en 1909. Il n'entend nullement remplacer dans toutes ses dispositions la loi du 5 juillet 1844, mais seulement établir un examen de la demande du brevet avant la délivrance du titre. L'Office national de la propriété industrielle serait enrichi d'un rouage nouveau : le bureau d'examen des brevets. Ce bureau, composé de fonctionnaires offrant les garanties de compétence nécessaires, examinerait les demandes au double point de vue de la brevetabilité et de la nouveauté. L'examineur chargé du rapport de l'office notifierait ses observations sur la brevetabilité ou sur les antériorités au demandeur qui aurait le droit de riposter par des mémoires en réponse. Lorsqu'il se croirait suffisamment renseigné, il proposerait à la section de demandes compétentes l'octroi ou le refus du brevet.

Une fois la décision notifiée, le demandeur aurait, dans le délai de deux mois, la faculté de se pourvoir devant

l'une des sections de « recours » où la procédure recommencerait sans que les techniciens qui ont pris part à la première décision puissent faire partie de la section de recours.

Si nous supposons le résultat de l'examen favorable à la demande, nous obtenons la publication de la demande et de la décision dans le *Bulletin officiel de la propriété industrielle et commerciale*. Ceci sert d'appel aux oppositions ; par cette mesure les industriels sont mis à même de combattre la délivrance du brevet au demandeur. Les oppositions pourront alors se manifester pendant les deux mois durant lesquels la demande et les pièces restent à la disposition du public.

Les réclamations qui viendraient à se produire seraient transmises au service technique qui apprécierait et statuerait en la même forme que sur les demandes de brevet. La décision devra, là aussi, intervenir dans le délai d'un mois. Une fois la période de l'appel aux oppositions achevée, et alors qu'aucune ne se sera manifestée ou que le service technique n'en aura pris aucune en considération, le brevet sera délivré par un arrêté ministériel. Il sera publié au *Bulletin officiel*. Lorsque l'examen aura été défavorable, c'est une décision de rejet qui interviendra et, en pareil cas, les frais consignés pour l'examen seront remboursés jusqu'à concurrence de la moitié. C'est en somme l'application d'un système que le Trésor a depuis longtemps pratiqué, notamment en ce qui concerne les droits d'examen en vue de grades universitaires, système à la fois productif et équitable qu'il serait difficile de remplacer.

Le législateur prévoit, par des dispositions transitoires, le cas des inventeurs qui auront déjà introduit leur demande au moment de la mise en vigueur de la loi ; il leur sera loisible de demander l'examen préalable au bénéfice duquel ils seront admis sans difficulté.

L'adoption de la proposition Astier et la mise en vigueur d'une loi sur l'examen préalable des brevets ferait entrer la France dans le groupe des grandes nations industrielles du globe et lui donnerait, à côté des Etats-Unis, de l'Angleterre et de l'Allemagne, la place qu'elle doit occuper, et ce serait, croyons-nous, une excellente innovation qui conjurerait ce que M. Astier appelle fort justement dans son rapport : l'exode des inventions à l'étranger. Il n'est pas rare, en effet, de voir un inventeur de nationalité française et ayant fait toutes ses recherches en France présenter une demande au Patentamt allemand et réserver sa liberté pour ne prendre un brevet français qu'après le résultat de l'examen. Cette ligne de conduite est considérée dans les milieux industriels comme très sage. Il est en effet assez fréquent, au cours des débats judiciaires, assez nombreux en France, sur les questions de propriété industrielle, de voir un inventeur opposer victorieusement à son adversaire l'examen favorable que sa découverte a subi à l'étranger, notamment en Allemagne. Ce qui équivaut à dire que, bien qu'il n'ait aucune autorité officielle en France, l'examen du Patentamt fixe toujours le mérite d'une invention au point de vue des résultats pratiques.

L'honorable rapporteur de la proposition de loi qui

nous intéresse et qui y voit un remède des plus efficaces contre la désaffection en laquelle l'industriel tient depuis quelque temps le brevet français, peut citer à l'appui de son opinion une statistique comparative du nombre des brevets pris dans les différents pays entre les années 1898 et 1904.

L'on voit alors que durant cette même période le nombre des brevets s'est accru de la façon suivante :

Etats-Unis . . .	50,5 o/o	Suède. . . .	17,9 o/o
Allemagne . . .	39,5 o/o	Hongrie. . .	15,7 o/o
Japon	45,5 o/o	Danemark . .	13,3 o/o
Italie. . . .	29,8 o/o	France. . . .	3,7 o/o

Ce tableau de chiffres a une éloquence particulière. Si l'on tient, en effet, compte des circonstances dans lesquelles se trouvent placés les divers pays industriels qu'il met en comparaison, l'on arrive à tirer comme conclusion générale, logique, que le régime de l'examen préalable est bien plus favorable à la protection des inventeurs et à l'exploitation des découvertes que les législations qui délivrent le titre sans s'assurer au préalable ni de la nouveauté ni de la brevetabilité de l'invention.

Si l'on ne s'inquiète que de la proportion d'augmentation du nombre des brevets accordés, l'on voit que les Etats-Unis arrivent en tête avec une proportion de 50.5 o/o, que le second rang appartient au Japon avec 45.5 o/o ; viennent ensuite l'Allemagne 39.5 o/o , et avec un grand écart que nous expliquerons plus loin, l'Italie 29.9 o/o, la Suède 17.9 o/o, la Hongrie 15.7 o/o, le Dane-

mark 13.3 0/0, et enfin la France 3.7 0/0. Nous reviendrons plus loin sur ces chiffres, mais constatons dès à présent combien nous sommes surpris de voir la France énumérée la dernière et avec un coefficient de progression d'une faiblesse alarmante. Nous regrettons aussi de ne point trouver à une place qui nous semblait être à juste titre la leur les coefficients intéressants de l'Angleterre, ou plutôt de l'Empire britannique, dont la loi sur les brevets est la même dans toutes ses parties, et la Belgique. Ces deux grands pays industriels auraient sûrement pu nous donner des renseignements d'autant plus intéressants que l'un d'eux est soumis au régime de l'examen préalable alors que l'autre est doté d'une législation analogue à celle de la France, dans laquelle la publication des brevets est, de plus, inconnue.

L'arrivée des Etats-Unis en tête de notre statistique n'est pas pour nous surprendre, ils sont en effet depuis longtemps le premier pays industriel du monde. Le coefficient élevé du Japon (45,5), le deuxième de la liste, nous étonne plus, il est révélateur du progrès industriel de ce petit peuple très actif. Il donne aussi pleinement raison à notre opinion sur l'examen préalable. La loi japonaise, l'une des plus récentes sur la matière, admet en effet l'examen préalable, le brevet n'étant délivré que lorsque la commission technique compétente a pu apprécier la nouveauté et la brevetabilité de l'invention d'après un système analogue à celui de la loi américaine.

Le rang immédiatement inférieur, le quatrième, appar-

tient à l'Italie avec un chiffre de 29,8 0/0. Nous savions déjà, par ailleurs, que depuis l'unification, la prospérité commerciale et industrielle de la péninsule n'avait cessé de croître, mais si de si beaux résultats ont pu être obtenus avec la loi italienne, telle que nous la connaissons, calquée sur la loi française et accordant le brevet sans examen préalable, nous devons mêler des regrets à notre satisfaction, et il nous sera permis de regretter pour les inventeurs en même temps que pour l'industrie italienne qu'une loi établissant l'examen préalable ne soit pas venue donner plus de valeur au brevet national et n'ait pas donné un plus grand encouragement aux capitalistes pour s'intéresser aux inventions, pour lesquelles leurs auteurs aurait préféré la protection de sa loi personnelle. Parmi les nations de second ordre d'Europe, au point de vue industriel la proportion se poursuit ainsi :

Suède 17, 9 0/0, Hongrie 15, 7 0/0 et Danemark 13,3 0/0.

La Hongrie tient un rang modeste, mais il nous faut remarquer avant tout qu'elle est sans contredit la partie la moins riche de la monarchie dualiste, et surtout celle où l'industrie n'a pas encore atteint son complet développement ; il eût été fort intéressant de connaître les résultats obtenus en Autriche afin de savoir en même temps quelle était la plus favorisée des deux sœurs jumelles et aussi la situation industrielle de l'une des grandes nations du monde. Mais cela nous a été impossible, les renseignements sur la question faisant défaut dans les statistiques que nous avons consultées.

Le rang immédiatement supérieur à celui de la Hongrie est occupé par la Suède dont le coefficient est de 17,9 0/0 ; cette moyenne nous paraît être l'indice d'une bonne situation industrielle pour une puissance qui, bien que son influence dans le monde ait diminué au cours du siècle dernier, a conservé une belle activité intellectuelle et industrielle. Enfin le Danemark nous donne le chiffre le plus faible dans les nations de second ordre (13,3 0/0) ; ceci n'est pas fait pour nous surprendre, étant données toutes les circonstances de son existence économique. Ce pays est, en effet, enclavé entre la Suède et l'Allemagne, et bien que jouissant d'une ouverture sur mer, ne paraît pas capable d'un puissant essor commercial.

Il nous est même permis de supposer que, si un certain nombre d'inventeurs sont de nationalité danoise et se livrent à leurs recherches dans leur pays d'origine, ils n'hésitent pas à prendre de préférence des brevets allemands qui présentent, avec les avantages que nous connaissons déjà, celui de donner à l'exploitation de l'invention un champ plus large. La même observation peut s'expliquer à la désaffection qui frappe le brevet belge. Dans ce grand centre industriel qu'est le petit territoire de la Belgique, les inventeurs sont, on pouvait s'y attendre, fort nombreux et les facultés d'application très grandes. La législation, cependant, est l'une des plus retardataires et des moins favorables à l'industrie et à son développement. Nous savons en effet que le brevet belge est délivré sans aucun examen préalable, et que même la publication faite en France de

toutes les demandes de brevets est inconnue en Belgique. Le breveté n'a donc aucun moyen d'investigation pour connaître les antériorités et de plus l'on ne peut dresser facilement une statistique des demandes ou des brevets accordés.

Nous avons mis la France à part des groupes de nations industrielles à différents degrés dont nous venons d'examiner les progrès dans l'ordre des inventions industrielles, parce que nous estimons que notre pays mérite une place à part et doit faire, surtout pour nous, l'objet d'une étude particulière, d'autant plus que la situation est des plus inquiétantes. Il nous suffira pour justifier notre appréhension de citer le coefficient de la France, le plus bas qui soit indiqué dans la statistique spéciale. En effet, nous figurons au dernier rang avec 3.7 o/o. Ainsi donc, alors que les Etats-Unis viennent en tête avec 50 o/o, au second rang le Japon avec 45.5 o/o et que le troisième appartient à l'Allemagne avec 39.5 o/o, nous devons nous contenter des chiffres minimes de 3.7 o/o. Est-ce à dire que les inventeurs se font moins nombreux et que la période prise comme base de notre statistique ait été particulièrement stérile en découvertes dans l'ordre industriel. Nous ne le croyons pas et nous sommes convaincus que l'on trouvera ailleurs l'explication de cette infériorité. Il serait en effet surprenant que, à la fin du xix^e et au début du xx^e siècle, période où l'industrie a été révolutionnée et l'on peut même dire rénovée par des découvertes qui lui ont ouvert des champs d'action nouveaux, il s'est trouvé

en France un nombre d'inventeurs tellement réduit que le coefficient 3.7 0/0 serait vraiment en rapport avec le nombre des inventions petites ou grandes qui ont été réalisées sur notre territoire ou par nos compatriotes. Nous savons heureusement que la vérité est tout autre. Devons-nous alors accuser de mensonge la statistique, cause de notre discussion ? Encore moins. Cette statistique est, en effet, dressée sous la direction du ministère du commerce par l'Office national de la propriété industrielle, et nous n'avons aucune raison de suspecter les fonctionnaires et les calculateurs auxquels nous la devons. Nous nous trouvons donc en présence d'une véritable désaffection du brevet français. Les inventeurs d'origine française préfèrent assez souvent prendre des brevets étrangers, notamment des brevets allemands et anglais. Ces brevets voient chaque jour leur efficacité et leur renommée grandir aux yeux des industriels, parce que l'examen préalable révèle, avant que l'inventeur ne se soit engagé au paiement de la taxe et ne soit exposé à se défendre contre la contrefaçon toujours redoutable, les antériorités, et appelle l'inventeur à préciser en quoi consiste sa découverte, et par conséquent à la distinguer de l'œuvre de ses devanciers.

Le demandeur se rend donc compte de la nouveauté, de l'originalité et de la brevetabilité de son invention, en même temps que de la régularité de sa demande, au point de vue administratif. L'inventeur n'est d'ailleurs pas seul à préférer le régime de l'examen préalable, les capitalistes, dont le concours lui est si utile pour la réalisation et

l'exploitation de sa découverte, ne sont pas facilement décidés à prêter leurs fonds pour le lancement d'une affaire dont la réussite leur paraît douteuse. Le breveté français est, en effet, à la merci du moindre procès en nullité, contrefaçon ou déchéance, au cours duquel un adversaire habile peut lui opposer des antériorités plus ou moins analogues à sa découverte.

L'inventeur préfère donc, quitte à organiser une exploitation rudimentaire à l'étranger, se soumettre à un examen préalable qui fera une lumière très profitable à ses intérêts.

Ce sont ces considérations qui ont déterminé M. Astier à proposer l'admission de l'examen préalable en France. Il a pensé en effet que notre pays étant l'un de ceux où le génie de l'homme est le mieux doué pour les découvertes, l'examen préalable pourrait ramener la faveur à notre talent national. C'était, en somme, une mesure de protection de l'industrie française contre la concurrence étrangère que nous pouvons assez justement comparer aux tarifs douaniers.

M. Astier passe en revue les opinions émises par les autorités de la doctrine française sur l'examen préalable.

Cette opinion est généralement défavorable. Renouard, en effet, dans son traité qui n'a pas eu moins de trois éditions, fait un long réquisitoire contre l'examen préalable. Il soutient qu'il constituerait une mesure vexatoire capable de soulever la défiance des industriels contre les pouvoirs publics et le législateur, que le refus du brevet pour

défaut de nouveauté ou de brevetabilité, ou encore pour manque de précision dans la description, constituerait une mesure arbitraire privant le public du progrès réalisé dans l'industrie par l'inventeur. L'auteur oublie simplement que le brevet n'est qu'une mesure de protection de l'inventeur et que le refus de ce titre ne l'empêche nullement de mettre sa découverte en exploitation. Nous sommes encore plus surpris de voir un juriste éminent comme M. Renouard soutenir que le brevet avec examen préalable est inconciliable avec un régime de liberté politique comme le nôtre (il s'agissait alors de la monarchie parlementaire), que l'on ne peut le concevoir que dans un pays doué d'un gouvernement personnel et absolu où le pouvoir se reconnaît le droit de tout examiner et de tout censurer.

Le même auteur reconnaît cependant que les examinateurs pourraient utilement rejeter des demandes de brevet grotesques qui ne pourraient que ridiculiser la protection instituée par le législateur pour les découvertes de génie, dans l'ordre industriel.

L'on peut voir là une idée analogue à celle de Michel Chevalier qui, dans sa brochure (1879), disait que l'institution du brevet d'invention n'était pas justifiée, étant donné que le nombre des hommes de génie est très rare. Il voyait donc, dans le brevet délivré, comme il l'est de nos jours à quiconque imagine une nouvelle combinaison industrielle de moyens connus, un moyen ingénieux d'empêcher la règle de la libre concurrence de jouer, et

une tentative quasi-criminelle pour fausser le jeu des lois économiques et modifier le régime de la liberté du commerce qui doit être le nôtre. Nous connaissons ainsi l'avis de l'un des chefs de l'école économique orthodoxe sur le brevet d'invention.

Il ne devrait être décerné qu'à titre de récompense à un homme éminent ayant découvert un objet ou un procédé dont la nouveauté, et surtout l'ingéniosité, ait révolutionné le monde industriel.

Mais revenons à la critique juridique de l'examen préalable. M. Kohler (*Handbuch des Deutschen Patentrechts*) explique très clairement que l'examen préalable, renseignant l'inventeur sur la valeur de sa découverte et les chances de succès industriel et lui indiquant toutes les antériorités, présente des avantages indéniables dans une société où l'industrie est arrivée au développement aussi grand que de nos jours en Angleterre, en France, en Allemagne et aux Etats-Unis, par exemple, est une mesure d'une grande utilité et que le seul reproche que l'on puisse faire aux auteurs du dernier siècle, notamment à Renouard, est de ne pas s'être rendu compte que les inventions pourraient un jour prendre un développement beaucoup plus grand que celui qu'elles ont connu et que l'introduction de cette réforme serait alors nécessaire.

Nous voyons cependant, au Congrès des associations des inventeurs et artistes industriels, qui se tint à Paris en 1900, le rapporteur de la question, M. Bert, l'ingénieur-conseil bien connu, aujourd'hui juge au tribunal de com-

merce de la Seine, émettre sur l'examen préalable une appréciation que nous ne nous attendions pas à rencontrer, surtout sous la plume d'un homme compétent. M. Bert, en effet, nous dit que cette réforme constituerait une mesure de socialisme d'Etat, et que par l'examen l'Etat se ferait le défenseur officiel des intérêts privés des inventeurs, ce qui serait à tout point de vue déplorable. Il y voit même une mesure de faveur injustifiée. Nous ne pouvons que nous étonner de voir un ingénieur-conseil, très au courant des questions de propriété industrielle, émettre une pareille opinion en la matière, surtout si nous la mettons en regard des opinions émises sur la question en Allemagne par Kohler et en France par les meilleurs défenseurs de la protection du breveté. Nous n'avons jamais vu, depuis Renouard dont nous n'avons pas oublié les griefs, lesquels nous semblent démodés et incapables de produire aucun effet au *xx^e* siècle, étant donné, d'une part, le grand développement qu'a pris la propriété industrielle et aussi, de l'autre, l'absence d'influences que peuvent en la matière avoir les considérations politiques et philosophiques, prendre pour base d'une critique de l'examen préalable des raisons d'opinion et soutenir, par exemple, que tel ou tel système de délivrance du brevet soit ou non compatible avec le régime parlementaire ou avec la liberté du travail et du commerce.

Les griefs que l'école française oppose encore aujourd'hui sont d'ailleurs tout à fait différents.

Nous ne sommes pas en effet peu surpris d'entendre

l'un des hommes les plus autorisés en matière de propriété industrielle, Pouillet, soutenir que l'examen préalable ne confère aucun avantage et surtout ne donne aucune sécurité à l'inventeur, et que, par conséquent, un brevet allemand ou américain est, entre ses mains, aussi fragile que notre brevet français. Il eut d'ailleurs, au Congrès de 1878, une polémique restée célèbre avec Klosterman, le savant professeur de l'Université de Bonn, lequel ne concevait pas de brevet solide sans examen préalable. Cependant l'idée de l'examen préalable faisait des progrès en France, et nous avons la bonne fortune de pouvoir invoquer à l'appui de notre thèse deux autorités qui, quoique moins considérables que celles de Pouillet, ne sont pas à dédaigner. D'abord M. Claude Couhin, avocat à la Cour d'appel de Paris, qui fut plus tard président de l'Association des inventeurs (fondation Taylor) et auquel nous sommes redevables de plusieurs études très approfondies sur les questions de propriété industrielle, et notamment sur la législation américaine. M. Couhin reconnaît entre autres avantages à l'examen préalable d'éclairer l'inventeur sur la valeur de sa découverte et les chances de succès qu'il peut avoir dans les applications industrielles de sa découverte. La même opinion est d'ailleurs professée par un homme de pratique, M. A.-S. Picard, l'ingénieur-conseil bien connu, auteur d'un *Livret pratique de l'inventeur*, appelé à rendre de grands services aux hommes auxquels leurs occupations industrielles ou commerciales ne laissent pas de loisir

suffisant pour approfondir les questions si complexes que suscite le brevet d'invention, telles que l'examen préalable, la taxe graduée et tant d'autres. Nous adressons d'ailleurs, ici, à M. Picard nos plus vifs remerciements pour les renseignements très précieux qu'il nous a fournis avec sa bonne grâce coutumière. Nous assistons ainsi à un changement complet de la doctrine française. Les auteurs autorisés semblent ainsi s'être rendu compte de l'efficacité de l'examen préalable pour faire le départ nécessaire entre les brevets qui peuvent être accordés avec quelque vraisemblance et les demandes faites par des hommes qui, certainement, sont de bonne foi, mais qui, soit par suite de manque de temps, soit par ignorance, ou encore par une sorte d'entêtement funeste, croient pouvoir tirer avantageusement parti d'une découverte dont la nouveauté ou même le caractère industriel sont plus ou moins discutables.

Le brevet se rapprocherait ainsi, de plus en plus, de ce que Michel Chevalier soutient qu'il doit être, une distinction accordée à un homme de génie. Nous n'avons pas oublié, en effet, que le grand grief de cet économiste contre le brevet était la grande facilité avec laquelle il était obtenu. Et comme il y voyait un moyen de fausser le jeu des lois fondamentales de l'économie libérale, il souhaitait que le résultat de ces sortes de privilèges fut d'empêcher le commerce et l'industrie de se développer librement et de faire qu'ils ne soient plus accessibles à tous sans distinction. La fameuse maxime qui est inscrite au frontispice de la

doctrine libérale qui a inspiré toute notre législation du travail et du commerce « laisser faire, laisser passer » n'est-elle pas notre charte économique ? Il nous faut avant tout restreindre ces nouveaux privilèges qui, sous prétexte de récompenser les inventeurs, nous ramènent à l'ancien régime, et laisser la concurrence, le seul régulateur assez puissant, mettre chacun à sa place. Nous ne pouvons, en défenseur des inventeurs, nous associer à aucune des opinions extrêmes que nous avons analysées dans cette partie de notre étude. Il nous paraît, en effet, impossible de combattre l'examen préalable par les raisons développées par M. Renouard en 1844, soit par celles données par M. Bert en 1900. Nous estimons, en effet, que les questions de propriété industrielle ne sauraient être utilement tranchées par des raisonnements qui s'appuieraient trop sur des considérations de droit politique, les deux domaines nous paraissant trop tout à fait distincts. Tout aussi mal fondée serait l'opinion qui ferait admettre l'examen préalable dont nous sommes d'ailleurs les défenseurs et les partisans déterminés pour des raisons données par Michel Chevalier. Loin de nous, en effet, la pensée d'envisager l'examen préalable comme une sorte de moyen de limiter les brevets accordés en France. Cet espoir serait d'ailleurs grandement déçu. Les statistiques les plus récentes que nous possédions ne nous ont-elles pas montré, au cours de ce chapitre même, que c'étaient les pays d'examen préalable qui avaient vu s'accroître dans les plus fortes proportions les brevets accordés dans une même période. Ne voyons-

nous pas en effet les Etats-Unis venir en tête avec un coefficient de 50,5 o/o, suivis de près par le Japon avec 45,5 o/o et l'Allemagne occuper le troisième rang avec 39,5 o/o, alors que la France nous apparaissait dans une situation alarmante avec 3,7 o/o ?

L'examen préalable n'est donc pas un agent de diminution du nombre des brevets : il semble au contraire faciliter le développement des inventions réellement brevetables.

D'autres personnes, parmi lesquelles se rencontrent à la fois des partisans et des adversaires de l'examen préalable, ont cru que son admission dans la législation française serait rendue impossible par deux raisons principales. D'abord parce que cela nécessiterait une transformation radicale et une réorganisation complète de notre Office national de la propriété industrielle, ensuite et surtout parce que cela entraînerait une aggravation de nos charges budgétaires, ce qui n'est pas à désirer pour le moment. Il nous faut donc passer en revue ces deux objections.

Ceux qui prétendent que notre Office national de la propriété industrielle ne serait pas à la hauteur de sa nouvelle fonction commettent, qu'ils me permettent de leur dire, une grossière erreur. Ce rouage administratif, de jour en jour plus important et dont nous sommes redevables à l'un de nos plus distingués ministres du commerce, M. Millerand, n'a cessé, depuis sa fondation en 1901, de rendre les plus grands services à l'industrie et au développement de la propriété industrielle.

Et nous croyons utile de rappeler à ceux qui ont si peu de confiance en lui qu'il possède depuis sa création des archives dont la richesse n'a rien à envier à celles des Patentamt de Berlin et de Vienne et des Patent Offices de Londres et de Washington. Nous y trouvons en effet la description de tous les brevets français et étrangers, et la consultation de ces documents est gratuite pour tout requérant. Et, indépendamment des bibliothécaires qui assurent le service dont nous venons de parler, un plus grand nombre de personnes contribuent par leur activité inlassable à faire de notre Office l'un des plus puissants services d'études qui soient en France. Là se réunit, en effet, périodiquement la commission technique de la propriété industrielle, assemblée de juristes, de savants, de techniciens et d'hommes rompus à la pratique des affaires. Il nous suffira de nommer M. le doyen Lyon-Caen de l'Institut, qui préside les débats de cette assemblée avec une distinction et une science incomparables ; MM. Ferdinand Mainié, avocat à la Cour, président de l'Association des inventeurs ; Johanny, vice-président de la chambre de commerce de Paris, ancien président du conseil des prud'hommes de la Seine, auteur d'un projet de modification du régime de la taxe des brevets dont nous aurons d'ailleurs l'occasion de parler plus loin en détail ; M. de Mestral, président de la chambre syndicale des ingénieurs civils, pour qui rien de ce qui touche à la propriété industrielle n'a de secret ; M. Albert Vaunois, avocat à la Cour d'appel de Paris, qui s'est spécialisé dans l'étude de la

protection accordée aux artistes industriels, plus particulièrement aux photographes et décorateurs. Avec une telle organisation, nous sommes bien loin, n'est-il pas vrai, de ce que Kohler appelait dédaigneusement le « bon expéditionnaire » qui enregistre en France les demandes de brevets en se contentant, ainsi que la loi l'exige, à vérifier l'exactitude de la demande au seul point de vue de la forme. Il nous est même permis d'aller plus loin et de voir dans les archives et dans la commission technique le premier noyau d'une organisation plus complète nécessaire au cas où l'examen préalable serait établi dans notre législation.

Les adversaires de l'examen préalable, ou simplement ceux qui sont effrayés par l'importance de l'organisme nouveau qui serait nécessaire au cas où il serait établi, nous disent encore : Vous êtes loin de la vérité quand vous voyez dans notre Office national quelque chose comme le premier noyau d'un Office d'examen des brevets. Qu'est-ce, en effet, que notre petit service de la propriété industrielle à côté des organisations colossales que sont les Patentamt allemand et autrichien et les Patents Offices anglais et américains ! Si vous alliez à Berlin, à Londres ou à Washington, vous y verriez des établissements gigantesques dont l'aspect se rapproche beaucoup de nos ministères, dans lesquels sont centralisés les services relatifs à la propriété industrielle. Il nous est très facile d'expliquer cette différence. Nous savons, en effet, que dans les administrations étrangères, tous les services de pro-

priété industrielle sont centralisés dans un seul édifice. Là se trouvent aussi bien les brevets proprement dits que les modèles d'utilité ou les « caveats », sorte de brevet provisoire délivré aux Etats-Unis, et même les marques de fabrique et les dessins et les modèles déposés comme modèles de fabriques. Ces offices jouent donc à la fois le rôle de notre Office national et des greffes des conseils des prud'hommes et tribunaux de commerce. Rien de surprenant, en pareil cas, vu le grand développement de l'industrie dans toutes ses branches, que ces organisations tiennent une place prépondérante dans les capitales des Etats en question. L'étonnement des timorés nous fait à peu près le même effet que si nous voyions des hommes renseignés sur tout ce qui touche à la propriété industrielle s'étonner de l'importance que prend chaque jour le bureau international de Berne dont les publications nous rendent de si signalés services.

Une dernière objection, qui paraît plus sérieuse que toutes les autres, est faite en considération de notre organisation financière. D'excellents esprits nous disent, en effet, qu'il est très difficile d'admettre l'examen préalable dans notre législation parce que notre budget, dans toutes les parties, par chapitres et sections, est établi sur un plan très ancien qu'il serait on ne peut plus difficile de remanier. Voyons donc si notre organisation financière peut être un obstacle à la protection que notre législateur doit aux inventeurs industriels. Et d'abord, l'étude de notre budget annuel ne peut-il pas nous indiquer comment l'on

pourrait facilement y introduire un chapitre spécial pour les services de l'Office national de la propriété industrielle ?

A côté du budget général divisé par ministère, et pour chaque ministère, par chapitres, il existe en effet, pour un certain nombre d'administrations, des budgets particuliers dont le mécanisme est complètement indépendant. Les budgets sont établis par les administrations intéressées et joints au projet de loi des finances que le ministre dépose chaque année sur le bureau de la Chambre des députés qui doit, d'après la constitution, examiner la première les lois de finances. Mais, pour le travail d'examen et la délibération, le budget spécial reprend son autonomie. La commission en confie, en effet, le rapport à l'un de ses membres qui ne s'occupe, durant les fonctions de la commission, que de son travail particulier et soutient lui-même ensuite les conclusions devant la Chambre.

Sont ainsi préparés les budgets de la Légion d'honneur, de l'Imprimerie nationale, de l'Ecole centrale des arts et manufactures, des chemins de fer et conventions des monnaies et médailles, des chemins de fer de l'Etat.

Rien n'empêche donc de supposer, au cas où l'examen préalable serait admis en France, que l'Office national de la propriété industrielle ferait l'objet d'un budget spécial dans lequel seraient prévus les revenus provenant des taxes de brevets et de marques de fabriques et dépôts de dessins de fabriques. Cette organisation serait conforme à la fois à la bonne ordonnance d'une organisation des services publics de propriété industrielle et aux principes

traditionnels en matière budgétaire. N'assistons-nous pas, en effet, à l'heure actuelle, à un mouvement de décentralisation, dont l'une des principales manifestations s'est produite dans le département de l'instruction publique ?

Nous voulons parler de l'autonomie accordée tout dernièrement aux lycées et établissements d'enseignement secondaire, ainsi d'ailleurs qu'aux universités. Pourquoi n'accorderait-on pas l'autonomie à l'Office national de la propriété industrielle. Les taxes fort élevées que l'on perçoit à l'occasion des demandes et dépôts divers constitueraient en effet la principale source de revenus de cet important établissement et, en ce cas, le Trésor n'interviendrait que pour combler le déficit relativement faible.

Nous espérons ainsi voir, toutes les objections sérieuses étant réduites à rien, la mesure nécessaire adoptée par le législateur.

CHAPITRE IV

LES OBLIGATIONS DU BREVETÉ.

§ 1. — Les charges fiscales. — La taxe.

Nous avons vu au chapitre précédent que la loi accordait une protection aux inventeurs, et nous avons recherché les moyens de rendre cette protection plus efficace et plus solide.

Nous avons pensé que l'examen préalable pourrait rassurer les industriels et capitalistes qui seraient tentés de traiter avec le breveté en les mettant à l'abri des revendications de ceux qui croiraient avoir un droit d'antériorité sur le brevet. L'obtention du brevet nécessite, on l'a vu, l'intervention de fonctionnaires, la mise en œuvre d'un service public ; il est donc équitable que l'Etat perçoive à cette occasion une redevance sur le breveté.

C'est d'ailleurs uniquement sur le quantum, le taux et la forme de ce nouvel impôt que les Congrès d'inventeurs ont discuté et émis des vœux dont nous aurons à entretenir plus bas le lecteur.

Les législations des pays industriels nous offrent, en effet, le spectacle de nombreuses modalités présentant chacune un nombre, à peu près égal, d'avantages et d'inconvénients.

Comme il est impossible d'arriver à une exemption complète de l'impôt, les inventeurs ne peuvent se dispenser de payer à la société un tribut plus ou moins lourd sur leur propriété.

C'est le fardeau de ce tribut que nous chercherons, dans les développements qui vont suivre, à alléger dans la mesure du possible.

La première tâche qui s'impose à nous en pareille matière est l'allégement de l'inventeur au début de son exploitation.

La taxe devra donc, soit être différée jusqu'à l'échéance de la première ou même de la seconde année, soit considérablement amoindrie au début.

Ceci nous amène à donner raison à notre opinion sur la législation française contemporaine et à dire tout de suite que nous ne pouvons songer à conserver plus longtemps le système de l'annuité invariable de 100 francs pendant toute la durée du brevet. Cette taxe nous semble, en effet, d'une injustice flagrante à l'égard des inventeurs. Nous sommes vivement surpris que des hommes de la valeur et du savoir de ceux qui ont préparé et voté la loi de 1844 n'aient pas compris que la situation pécuniaire de l'inventeur changeait à chaque phase de son exploitation, de façon tellement radicale qu'il était inadmissible de lui imposer la même charge fiscale la première que la quinzième année.

Ceci nous conduit, faute de mieux, à étudier et discuter le système ou plutôt les divers systèmes de taxes graduées,

et à déterminer le degré d'élasticité que nous voudrions donner à la taxe française.

Chacun sait, en effet, que notre loi organique, en la matière celle du 5 juillet 1844, établit à la charge du breveté une taxe annuelle de 100 francs, payable la première le jour de l'octroi du brevet, les autres annuités le jour anniversaire de l'obtention du titre. La sanction du défaut de paiement est la déchéance du breveté, pénalité que nous verrons, d'ailleurs, reparaître à propos d'une autre obligation de l'inventeur breveté, l'obligation d'exploiter. Cette dette annuelle et invariable de 100 francs nous a semblé une sorte d'injustice de la part du législateur, étant donné que la situation de l'inventeur est rarement la même au début qu'au bout de plusieurs années. Cette injustice est d'autant plus grave, à notre avis, que le législateur, plusieurs articles plus bas, impose à l'inventeur l'obligation d'exploiter, qui constitue la charge de fonder un établissement industriel ou tout au moins d'installer dans une usine un outillage spécial, souvent perfectionné et coûteux, pour exploiter son invention. Les frais de l'installation industrielle et ceux de la recherche de la découverte peuvent, en effet, à eux seuls, suffire à compromettre la situation pécuniaire de bon nombre d'inventeurs.

A cet égard, nous pouvons dès maintenant indiquer comme préférable au régime de la taxe annuelle le système américain de la redevance forfaitaire presque au moment de la délivrance qui s'élève à 25 dollars (soit 125 francs). Nous estimons que c'est vers l'adaptation d'un

système analogue que doit être orienté le progrès des législations européennes qui modifient actuellement leur régime de la taxe annuelle.

Pour être complets sur ce point, nous devons encore signaler que le brevet n'est délivré qu'après deux ans d'une protection provisoire gratuite, la taxe n'étant perçue que le jour de la délivrance du brevet définitif. Le système de la protection provisoire dit du *Caveat* présente le double avantage de permettre au breveté, mis à l'abri de la contrefaçon, de s'assurer les antériorités que le Patent Office pourra lui révéler, et aussi de lui laisser le temps suffisant pour organiser l'exploitation de son invention sans qu'il soit obligé de payer la taxe et les multiples faux frais que la demande d'un brevet français occasionne toujours, quelles que soient les chances de succès de l'invention. Ces grands avantages nous décident à prendre pour modèle et pour type la législation américaine, et cela d'autant plus que les Etats-Unis sont, à l'heure actuelle, le pays où la propriété industrielle a pris le plus grand développement.

Nous aurons d'ailleurs à revenir sur la supériorité de la législation américaine, à propos d'une autre qualité que nous ne rencontrons pas davantage dans la législation française, à savoir le droit de prendre le brevet réservé exclusivement à l'inventeur. Nous verrons, en effet, que la loi française permet à tout requérant de se faire délivrer un brevet, même pour une invention qu'il n'a pas réalisée. L'inventeur est, en pareil cas, l'objet d'un véritable

plagiat, duquel il lui est impossible d'obtenir la réparation à laquelle il a droit.

Mais revenons à l'étude des divers systèmes de taxes graduées. Nous devons, pour les distinguer, les grouper et critiquer chacun d'eux de façon particulière.

Une première remarque s'impose au début de cette courte étude, à savoir que nous devons distinguer entre les pays où la taxe est graduée de façon continue et ceux où l'augmentation est supportée par intervalles, laissant écouler une période plus ou moins grande pendant laquelle l'inventeur reste soumis à la même redevance. Mais le caractère dominant des législations qui ont adopté le régime de la taxe graduée est de ne pas charger outre mesure l'inventeur pendant les premières années de son brevet.

Le lecteur aura une idée exacte avec les quelques exemples suivants : Première année : Allemagne, 45 francs ; Autriche, 55 francs ; Danemark, 45 francs ; Hongrie, 65 francs ; Norvège, 35 francs ; Russie, 85 francs ; Suède, 75 francs.

Ainsi donc, dans ces divers pays, l'inventeur, s'il est obligé de payer une taxe dès la première année, est bien plus favorablement traité qu'en France où la dépense de 100 francs lui est imposée dès le début sous peine de voir son invention tomber dans le domaine public. L'on se demande, et cela est légitime, si les lois étrangères qui ont ainsi soulagé l'inventeur sont postérieures de beaucoup à la loi française. A cette question il nous est facile de répondre. Les lois dont nous venons de parler ont

toutes été promulguées soit dans les dernières années du xix^e siècle, soit dans les premières du xx^e, et s'échelonnent toutes entre 1890 et 1910. C'est donc, dans cet espace de vingt ans, une floraison législative en matière de propriété industrielle. Et, comme l'on pouvait s'y attendre, les caractères communs sont nombreux, tels que l'examen préalable et la taxe graduée, constituant autant de réformes utiles à l'inventeur.

Mais un progrès a encore été réalisé par un autre groupe de législateurs étrangers. Il consiste à exonérer complètement l'inventeur de la taxe pendant la première année de son exploitation.

Cette exemption est admise par les législations : belge, italienne, luxembourgeoise, roumaine et suisse. Mais il convient de remarquer que cette exemption n'est pas aussi complète qu'elle semble l'être, car la première annuité, faible il est vrai, est perçue au moment du dépôt de la demande et est versée par l'inventeur à l'ingénieur-conseil qui se charge de présenter sa demande.

Ainsi payée, elle ne grève pas trop lourdement l'inventeur qui peut tenir compte à l'ingénieur de ce qu'il paye la taxe pour lui.

Un autre système, qui nous paraît encore plus favorable, consiste à ne prélever d'annuités qu'à partir de la 3^e, 4^e ou même parfois de la 5^e année. Il est appliqué en Angleterre, mais il faut remarquer que le demandeur paye d'avance la taxe pour 4 ans et ensuite par annuités graduées à partir de la 5^e année.

La taxe payée au début est encore majorée d'un droit de scellement de 45 francs. Les sommes payées au début sont donc, en Angleterre, assez lourdes. La taxe de la 5^e année est de 150 francs, et ensuite elle s'élève irrégulièrement jusqu'à la somme de 398 francs pour la 14^e année, qui est la limite des brevets en Angleterre. Le chiffre même des dernières annuités nous permet de penser que seuls les brevets sérieux et lucratifs pour leurs titulaires ne périssent pas avant terme. L'ascension rapide de la taxe à 233, 260, 288, 315, 342, 370, 398 francs pour les dernières années, est, pour un pays où l'argent a à peu près la même valeur qu'en France, une charge que seuls les inventeurs qui ont réussi dans leurs affaires peuvent supporter.

Le système de taxe graduée le plus simple, en même temps que le plus régulier dans l'ascension du taux de la redevance, nous est fourni par la législation belge : une citation de chiffres suffira à nous édifier sur ce point. La première annuité, qui est de 20 francs, est toujours payable d'avance et est comprise dans les honoraires de l'ingénieur-conseil. L'annuité est de 30 francs, la progression est ensuite régulière de 10 en 10 francs jusqu'à la 20^e année où elle est de 210 francs. Il est intéressant de noter que c'est au bout de neuf ans seulement que les inventeurs belges sont grevés de la taxe de 100 francs que la loi française exige dès le début. En neuf ans, en effet, l'on a le temps d'organiser une exploitation de son invention, de concéder les licences nécessaires, de trouver des capi-

taux, et l'on peut bien dire, sans être taxé d'exagération, que celui qui a fait, par amour propre, breveter une découverte qui a peu de chance de succès dans la pratique doit avoir depuis longtemps laissé tomber son invention dans le domaine public. L'augmentation de 10 francs par an que l'on doit supporter ensuite ne saurait être une charge bien lourde pour un industriel qui tire de l'exploitation du brevet un avantage appréciable. L'on peut ainsi arriver à la 20^e année à la somme coquette de 210 francs. Le Trésor y trouve un avantage que la loi française ne permet pas à l'Etat d'espérer. La sévérité de l'obligation d'exploiter amenant beaucoup d'inventeurs, même étrangers, à prendre des brevets belges plutôt que de voir les produits étrangers exclus du pays, il est permis de supposer que la taxe graduée doit être, pour ce pays très industriel, une bonne source de revenus.

Il nous faut, pour être complet, dire en terminant que les lois belges qui datent de 1854 et 1857 sont les plus anciennes qui admettent le régime de la taxe graduée.

D'autres législations nous offrent des taxes graduées présentant des modalités diverses que nous allons indiquer ici, en suivant l'ordre le plus rationnel possible. La progression est dans les différents cas plus ou moins irrégulière, et les paliers dont nous avons parlé plus haut s'étendent sur un nombre plus ou moins grand d'années.

La taxe suédoise suit pendant les trois premières années, une progression régulière de 20 francs, soit 75,95, 115 fr., puis la 4^e année 145, la 5^e 165, la 6^e 185, nouvelle série

de trois ans, ensuite 7^e année 210, 8^e 230, 9^e 245, 10^e 280, 11^e 305, 12^e 235, 13^e 350, 14^e 370, 15^e 400.

La taxe suisse progresse pendant les huit premières années de 10 en 10 francs, partant de 50 francs pour aboutir à 110 francs, puis à la 9^e année, elle passe à 125 francs, et suit ensuite la progression décimale jusqu'à 185 francs pour la 15^e année.

Un autre exemple de graduation irrégulière nous est fourni par la loi roumaine du 13 janvier 1906.

2^e et 3^e années, 75 francs, 4^e et 5^e années, 100 francs, 7^e, 8^e et 9^e années, 150 francs, et ensuite pendant les cinq dernières années, 275 francs. A ce système nous ferons le reproche d'être un peu trop rapide dans son ascension et pas assez modéré à son début ; la somme de 50 francs nous paraissait assez onéreuse pour les débuts d'un inventeur.

En Allemagne, pays dont la législation des brevets présente, à cause du grand développement de l'industrie, un intérêt particulier, nous trouvons un système de taxe graduée dont l'économie est la suivante :

1^{re} année, 45 francs ; 2^e, 90 francs ; 3^e, 150 francs ; 4^e, 220 francs ; 5^e, 285 francs ; 6^e, 350 francs ; 7^e, 415 francs ; 8^e, 480 francs ; 9^e, 545 francs ; 10^e, 610 francs ; 11^e, 675 fr. ; 12^e, 740 francs ; 13^e, 805 francs ; 14^e, 870 francs ; 15^e, 935 francs.

Cette progression très forte de 45 francs à 935 francs devient rapide surtout à partir de la 4^e année où elle passe de 150 à 220 francs, et ensuite de la 6^e à la 7^e de 350 à

415 francs. L'on peut cependant faire une remarque générale, à savoir que, dans ce pays où l'examen préalable à une force telle que le Patentamt refuse sans autre forme de procès tout brevet contre lequel existe une antériorité, l'on n'a pas craint, une fois l'exploitation bien organisée, de frapper l'inventeur d'une redevance assez lourde, par laquelle il paie la protection très solide que le législateur lui accorde. Les brevets qui paient ces fortes annuités sont d'ailleurs, que l'on se rassure, ceux qui donnent à l'inventeur une assez forte situation industrielle, et qui souvent sont passés par voie de licence ou de cession aux mains de quelque riche et puissante société.

La législation norvégienne nous offre une taxe graduée régulière de 10 en 10 francs, partant de 35 francs pour aboutir à 170 francs.

Cette taxe modeste serait excellente si l'on se plaçait au point de vue exclusif des inventeurs, mais il est à craindre que si elle suffit aux besoins d'un petit Etat, qui, au surplus, voit la stabilité de son brevet s'affirmer de jour en jour, étant donné que sa législation admet l'examen préalable pratiqué de façon très rigoureuse, elle ne puisse satisfaire les exigences du Trésor français, et que l'accroissement du nombre des brevets délivrés ne suffise à combler le vide provenant de l'abaissement de la taxe.

La législation autrichienne qui, nous l'avons vu plus haut, ne délivre le brevet qu'après un examen préalable, aussi rigoureux que l'examen allemand, admet, elle aussi, un système de taxe graduée dont l'économie peut se ré-

sumer comme suit : Le début est de 55 francs la 1^{re} année ; 2^e, 90 francs ; 3^e, 100 francs.

Les 4^e, 5^e, 6^e années sont de 125, 145, 165 francs, accusent une progression de 25 francs, ne grevant pas trop fortement le budget de l'inventeur, qui ne peut que trouver légitimes les sacrifices que lui impose le législateur pour les 2^e et 3^e années, dont les taxes ne sont souvent payées que lorsqu'il est déchargé des frais que lui impose la demande du brevet. Ensuite l'ascension continue :

7^e, 225 francs ; 8^e, 275 francs ; 9^e, 320 francs ; 10^e, 355 fr. ; 11^e, 450 francs ; 12^e, 450 francs ; 13^e, 630 francs ; 14^e, 725 francs ; 15^e 820 francs.

Après une hausse légère, pour ainsi dire en pente douce pendant les 7^e, 8^e, 9^e et 10^e années, et un palier sur les 11^e et 12^e années, à 450 francs, taxe moyenne dans la plupart des échelles graduées des grands pays industriels, nous passons à 630 francs pour la 13^e, 725 francs pour la 14^e et enfin 820 francs pour la 15^e.

L'on ne peut guère justifier ces taxes que par la solidité de situation de ceux qui les paient, les autres s'étant laissés déchoir faute de paiement.

L'autre Etat de la monarchie dualiste, la Hongrie, nous offre une échelle dont l'irrégularité dans la progression nous semble être le caractère dominant. En effet, après avoir commencé à 65 francs, taxe raisonnable pour le début, elle monte rapidement de la façon suivante :

6^e année, 155 francs ; 7^e, 175 francs ; 8^e, 200 francs ; 9^e, 223 francs ; 10^e, 268 francs ; 11^e, 330 francs ; 12^e,

385 francs; 13^e, 440 francs; 14^e, 500 francs; 15^e, 605 francs.

Ici encore nous remarquons une charge plus lourde imposée à l'inventeur à partir de la 10^e année, et surtout la disproportion de la 15^e et dernière annuité d'avec les précédentes. La somme de 605 francs constitue, en effet, une lourde charge pour le budget d'un inventeur, et tous ne sont pas en situation pour s'imposer ce sacrifice. Seules les découvertes couronnées du succès commercial pourront supporter cette lourde taxe, les autres préférant se laisser déchoir. Ainsi, ne doit-on avoir aucune crainte de voir subsister trop longtemps des privilèges qui ne correspondent à aucun besoin industriel.

La Hollande, après avoir abrogé sans la remplacer sa législation sur la propriété industrielle, a rétabli, par une loi du 1^{er} janvier 1910, un système nouveau de protection des inventeurs.

Et si cette loi, par d'autres innovations, notamment par l'admission de l'examen préalable rigoureux, mérite les approbations des inventeurs, elle est, pour ce qui nous occupe, peu favorable à la mise en exploitation des découvertes. La taxe qu'elle exige du titulaire du brevet est en effet fort lourde.

Les trois premières annuités sont de 135 francs, puis les 4^e, 5^e, 6^e de 175, puis 7^e, 8^e et 9^e de 215, les 10^e, 11^e, 12^e de 250, enfin les 13^e, 14^e et 15^e de 300 francs.

C'est donc une redevance de 1.075 francs que le Trésor perçoit par annuités divisées en tranches s'étendant chacune sur trois années. Malgré que nous n'ayons aucune

prévention contre ce système de taxe, nous ne pouvons nous empêcher de trouver exagérée l'annuité de 135 francs imposée au débutant dont les charges, ici comme ailleurs, sont fort lourdes. Nous préférerions une taxe plus élevée, pouvant même aller jusqu'à 400 francs pour les dernières années, mais allégeant l'inventeur à ses débuts.

En Espagne le brevet a une durée de 20 ans, ce qui permet de donner à la taxe graduée une assez grande élasticité. La première annuité est perçue au moment de la demande, et ensuite à partir de la deuxième l'on doit s'acquitter le jour anniversaire de la délivrance des redevances suivantes : 2^e année, 40 francs, puis 55 la 3^e et ensuite une progression de 10 francs jusqu'à la 8^e année (105) ; à partir de ce terme (8^e année, 120), la progression est de 10 francs, 130, 140, etc., pour atteindre la dernière année 230 francs.

Cette taxe dénote, de la part du législateur, le même souci de permettre à l'inventeur d'organiser son exploitation, et ensuite de faire payer une redevance plus forte à ceux qui ont réussi à exploiter leur invention.

La loi danoise nous fournit une taxe très modérée, surtout à son début, dont l'économie est la suivante :

1^{re} année, 45 francs ; 2^e et 3^e années, 65 francs ; 4^e, 5^e et 6^e années, 105 francs ; 7^e, 8^e et 9^e années, 190 francs ; 10^e, 11^e et 12^e années, 345 francs ; 13^e, 14^e et 15^e années, 455 francs.

Le saut que fait la redevance de la 9^e à la 10^e année s'explique ici encore par l'expérience que pouvait avoir le

législateur du temps qu'il faut à un inventeur pour monter et mener à bien une fabrication pouvant constituer une exploitation sérieuse et conforme au vœu de la loi. C'est, en effet, dans la troisième année, au plus tard, que doit commencer l'exploitation.

La législation russe, qui assure au breveté une protection dont beaucoup de pays industriels peuvent être envieux, admet dès le jour de la demande une protection provisoire sur certificat remis au demandeur, alors que la demande et la description sont adressées au Comité technique de l'empire (Prawlénie) qui se livre à un examen très rigoureux portant sur la nouveauté et la brevetabilité. Ensuite les taxes ne sont exigibles que du jour anniversaire de la délivrance, la première annuité étant de 85 fr., puis la seconde de 100 francs, puis, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e années, de 110, 125, 155, 185 francs, et la 7^e de 255 francs.

C'est surtout à partir de la 8^e année que nous assistons à une augmentation notable de la taxe ; elle passe en effet de 255 à 400 francs, puis 9^e année, 475 francs, 10^e, 627 fr., 11^e, 775 francs. La progression faible jusqu'ici fait un nouveau saut avec la 12^e qui passe à 925 francs et la 13^e 1.875 francs, et enfin, pour la dernière année, le breveté doit acquitter 1.225 francs.

Cette taxe, qui au total donne à l'Etat 6.705 francs pour une protection de 18 ans, malgré l'examen préalable, grève l'inventeur d'un impôt que nous ne rencontrons nulle part ailleurs. Nous regrettons que la Russie, où l'industrie prend chaque jour un plus grand développement, impose

aux inventeurs un impôt aussi fort, qui peut même, dans une certaine mesure, occasionner les déchéances auxquelles l'inventeur se sera résolu dans l'impossibilité de faire face aux exigences du Trésor.

Nous avons vu, dans une autre partie de notre étude, que, alors que la France avait vu considérablement diminuer, au cours de ces dernières années, le nombre des brevets, l'Italie, dont l'industrie se développe de jour en jour, tenait dans les statistiques un rang des plus honorables. Le coefficient des brevets pris pendant la période de 1898 à 1904 est en effet pour l'Italie de 29.8 0/0, alors que pour la même période la France, malgré sa situation bien plus favorisée, nous donne seulement 3.7 0/0. Ceci nous amène à faire connaître au lecteur le système de taxe adopté par la loi italienne. Les textes, en la matière, ont fait l'objet de plusieurs modifications, et la législation commencée en 1859 n'a pris sa forme actuelle qu'en 1912. Quoi qu'il en soit, le système de redevance adopté est une taxe graduée. La première annuité est comprise dans les frais de demande. Ensuite les années suivantes :

2^e et 3^e années, 60 francs ; 4^e, 5^e, 6^e, 85 francs ; 7^e, 8^e et 9^e, 110 francs ; 10^e, 11^e et 12^e, 140 francs ; 13^e, 14^e et 15^e, 165 francs. Soit au total, 1.620 francs.

Comme on le voit, la différence avec la taxe française n'est pas énorme, et rares sont les industriels dignes de ce nom qui hésiteraient à s'imposer ce sacrifice, sachant qu'ils bénéficieront, chose appréciable, de la réduction accordée au début et ne paieront que 60 francs les deux

premières années, soit 120 francs en deux ans, alors que l'inventeur français se voit contraint d'acquitter dans le même laps de temps la somme de 200 francs.

Ensuite, pour les 4^e, 5^e, 6^e années, l'annuité de 85 francs présente une augmentation raisonnable qui nous paraît imposer suffisamment l'inventeur pour que celui ci se rende compte qu'il est plus favorablement traité que par la loi française. La protection pendant ces trois ans leur coûtera, en effet, en tout 255 francs au lieu de 300 francs.

Pour les 7^e, 8^e et 9^e années la redevance passe à 110 fr., dépassant ainsi de 10 francs la taxe française à la même époque. Cette différence infime nous paraît injuste, et la loi française, nous sommes obligé de le répéter, aurait tout à gagner, si elle reconnaissait qu'un inventeur qui est arrivé à la 7^e année et demande encore à être protégé est présumé avoir une situation commerciale lui permettant de payer une taxe plus élevée que dans les premières années, où il doit s'imposer les sacrifices de la mise en exploitation de sa découverte. L'excédent de 30 francs que représente la taxe italienne pendant ces trois nouvelles années de protection, par rapport à la taxe française, ne peut pas être plus sévèrement critiqué que celui de 10 francs que nous avons constaté pendant la période précédente. Pour les 10^e, 11^e et 12^e années, la taxe est de 140 francs, soit pour les trois ans un total de 420 francs.

Si l'on raisonne de façon absolue, le raisonnement de nos adversaires est évidemment spécieux, mais, en pareille matière, il faut voir les choses de façon relative et

faire plus de cas des contingences. La taxe de 300 francs payée en France pour les 10^e, 11^e et 12^e années est la même que celle qui est due pour les 7^e, 8^e, 9^e et même pour les 10^e, 11^e et 12^e années, elle le sera encore pour les 13^e, 14^e et 15^e années. Et là nous voyons une injustice, une erreur de ne pas tenir compte de la différence de la situation de l'inventeur. Enfin, pour les 13^e, 14^e et 15^e années, la taxe perçue par annuités de 165 francs s'élève à 495 francs. Ici nous devons indiquer que cette taxe n'étant payée que par ceux qui peuvent faire vivre leur industrie jusqu'à la 15^e année, lesquels sont forts rares (une statistique belge reproduite par M. Renouard dès 1844 nous dit que deux brevets seulement ont atteint cet âge), nous paraît inspirée par la meilleure justice.

Dans un autre chapitre de notre étude, nous avons parlé du Japon comme de l'un des pays où les brevets avaient pris le plus d'extension. Et nous avons essayé de montrer que ce pays, où l'industrie moderne est encore à ses débuts, devait à l'admission de l'examen préalable la grande faveur dont jouissent ses brevets d'invention. Le coefficient de brevets pris dans ce pays de 1898 à 1904 est, en effet, de 45.5 o/o, l'un des plus forts. Ceci nous a déterminé à chercher quel était, dans ce pays, le régime de taxe imposé à l'inventeur. Nous avons, en effet, constaté que les pays où les brevets étaient les plus recherchés étaient soit les Etats-Unis, seul pays qui ne frappe l'inventeur d'aucune redevance, soit ceux qui admettent un régime de taxe graduée, entre autres l'Italie, dont nous venons

d'analyser le système, très avantageux pour l'inventeur.

Le brevet a une durée de 15 ans et les taxes ou « prolongations » sont payables le jour anniversaire de la délivrance à partir de la troisième année pour une durée de trois ans et ainsi de suite jusqu'à la quinzième année.

Voici d'ailleurs le décompte et le total de ces taxes :

3 à 6 ans : 200 francs ; 6 à 9 ans : 250 francs ; 9 à 12 ans : 300 francs ; 12 à 15 ans : 350 francs.

Soit un total de 1.100 francs. C'est jusqu'ici la taxe la plus réduite que nous ayons trouvée. Le mode de perception permet à l'inventeur, d'abord pendant les trois premières années, d'organiser son exploitation, puis par la suite de suivre les progrès de sa découverte, d'en prévoir les chances de succès au point de vue commercial. Il n'a pas, comme dans un système d'annuités, à faire face à un impôt dont l'échéance arrive trop souvent. Ce régime constitue un précédent qui pourrait bien être suivi par d'autres législations. Il est seulement à craindre que les gouvernements ne trouvent cette somme de 1.100 francs insuffisante pour l'avantage qu'ils accordent à l'inventeur et aussi pour les frais de plus en plus élevés que leur occasionnent les bureaux de propriété industrielle.

Le Canada, pays où l'industrie prend chaque jour un développement plus grand, est pourvu d'une législation de la propriété industrielle comportant, entre autres perfectionnements, l'examen préalable appliqué très sévèrement au point de vue de la nouveauté et la licence obligatoire assurant à l'inventeur un avantage dont les législations

qui admettent la déchéance peuvent à bon droit être jaloux. Dans ce pays la taxe n'est pas graduée. Elle consiste en une redevance payée la première fois le jour de la délivrance pour six années et est de 200 francs. Puis le jour du sixième anniversaire de la délivrance, le breveté doit acquitter une nouvelle taxe de 200 francs pour six ans, et enfin renouveler ce versement six ans après, soit au cours de la 12^e année. La durée du brevet canadien est, en effet, de 18 ans. Cela porte en tout et pour tout à 600 francs les frais que le breveté doit acquitter au profit du Trésor. Cette riche possession anglaise qui, comme l'on sait, possède son Parlement et son administration particulière, assure donc à l'inventeur une protection de 18 années, et un examen minutieux par le Patent Office établi à Toronto pour le prix de 600 francs. Avec les frais de la demande, les honoraires de l'ingénieur-conseil, l'on voit que si l'inventeur dépense une somme qui ne peut guère dépasser 1.000 francs, il obtient une protection plus sûre que celle que l'on peut obtenir en France pour 1.500 francs ou même, en comptant tous les frais de la demande, pour 2.000 francs. La protection française étant, en effet, à la merci du premier procès en nullité intenté par un concurrent commercial, lequel, même s'il ne triomphe pas, a réussi à jeter un certain discrédit sur l'invention et sur la bonne foi de son auteur.

Au Brésil, des lois datant des 14 octobre 1882-5 novembre 1898 établissent des brevets d'invention. La durée du privilège est de 15 ans. La délivrance, sauf dans des cas

particuliers, est faite sans aucun examen préalable. Cette épreuve est, en effet, réservée aux produits chimiques et aux explosifs, ainsi qu'aux produits alimentaires et pharmaceutiques, lesquels sont brevetables en ce pays. La taxe cependant est très élevée. 2^e année (la 1^{re} étant payée d'avance par l'intermédiaire de l'ingénieur-conseil), 120 francs ; 3^e, 145 francs, 4^e, 170 francs ; 5^e, 195 francs ; 6^e, 220 francs ; 7^e, 245 francs ; 8^e, 270 francs ; 9^e, 285 francs ; 10^e, 320 francs ; 11^e, 340 francs ; 12^e, 365 francs ; 13^e, 390 francs ; 14^e, 425 francs ; 15^e, 440 francs.

Cette taxe à progression irrégulière donne un total de 5.050 francs. C'est l'une des plus fortes redevances que nous ayons pu observer au cours de cette étude. Mais il convient d'avoir égard à la différence de valeur de monnaie et aux systèmes monétaires en vigueur sur le continent américain. Nous savons, en effet, que les unités monétaires de certaines grandes Républiques, entre autres celles des Etats-Unis et de l'Argentine, sont de beaucoup supérieures à la nôtre. C'est ainsi que le dollar a une valeur de 5 francs (5 fois notre unité dans une unité américaine) et que la piastre argentine vaut 3 fr. 50. Ainsi donc, en tenant compte des différences, l'on peut se donner une idée plus juste de la taxe brésilienne, laquelle sûrement est payée avec une monnaie dont l'unité est supérieure au franc.

Les législations tunisiennes et turques sont celles qui se rapprochent le plus de la législation française actuelle. Elles n'admettent aucun examen préalable, et de plus

elles frappent l'inventeur d'une taxe annuelle fixe qui est en Tunisie de 90 francs et en Turquie de 150 francs. C'est à la suite de l'établissement de notre protectorat que la Tunisie fut dotée de sa législation actuelle, en 1888, laquelle subit des modifications en 1902 et 1906.

En Turquie, c'est au début du règne du sultan Abdul-Hamid, lorsque les Européens ont commencé à moderniser les institutions ottomanes, que les inventeurs reçurent la protection à laquelle leur propriété sur leur découverte leur donnait droit. La loi du 18 février 1879 est calquée sur la loi française. Elle n'établit aucun examen préalable et n'accorde pas à l'inventeur les avantages de la Convention de Paris. Cette protection médiocre, et à laquelle des remèdes sérieux devraient être apportés, est chèrement payée dans les deux pays. Ces deux pays nous fournissent des totaux de taxes surprenants de la part de nations qui ont besoin de faciliter le développement de leur industrie. C'est ainsi qu'un brevet tunisien de 15 ans revient à 1.350 francs. Le brevet turc coûte encore plus cher, l'ensemble des taxes s'élevant en effet à 2.250 fr.

C'est dire que si la France modifie son système de taxe, ces deux pays qui calquent leur législation sur la sienne auront tout intérêt à suivre son exemple.

Il serait inexact de croire que notre pays est resté indifférent au mouvement qui a fait admettre par tous les pays voisins la taxe graduée en matière de brevet, et que personne en France ne s'est préoccupé de la question et n'ait proposé une échelle paraissant compatible avec notre situation industrielle et financière.

Ayant fait la constatation, que nous incitons plus haut le lecteur à faire, de l'infériorité de la France, par rapport aux autres puissances industrielles, au point de vue du développement des inventions, M. Breton, le savant ancien directeur de l'Office national de la propriété industrielle, a poussé le cri d'alarme et déterminé la commission technique de l'office, réunion de juristes, de techniciens, de commerçants et de savants, à étudier un projet de taxe graduée que l'honorable M. Maunoury, député et rapporteur du projet de remaniement de la loi de 1844, expose dans son rapport et auquel semblent aller toutes ses préférences.

Après avoir souligné, si toutefois cela était encore à faire, l'injustice et l'imprudence que constitue le maintien de l'annuité fixe de 100 francs, il propose un système de taxe graduée dont l'économie pour le brevet de 15 ans serait la suivante :

L'année 1903 étant choisie comme période de comparaison avec la taxe actuelle de 100 francs.

10.700	versem.	de 1 ^{re} année	à 25 fr.	produis.	167.500 fr.
6.919	—	2 ^e	— 50	—	345.950 »
4.299	—	3 ^e	— 75	—	222.425 »
3.047	—	4 ^e	— 100	—	302.700 »
2.147	—	5 ^e	— 125	—	268.375 »
1.690	—	6 ^e	— 150	—	253.500 »
1.301	—	7 ^e	— 175	—	227.675 »
1.031	—	8 ^e	— 200	—	206 200 »
A reporter.					<u>1.993.825 fr.</u>

						Report . . .	1.993.825 fr.
908	—	9 ^e	—	225	—	204.300	»
717	—	10 ^e	—	250	—	179.250	»
623	—	11 ^e	—	275	—	171.325	»
518	—	12 ^e	—	300	—	155.400	»
462	—	13 ^e	—	325	—	150.150	»
402	—	14 ^e	—	350	—	140.070	»
322	—	15 ^e	—	375	—	120.750	»
Totaux						3.000	— 3.318.200 »

Pour se rendre un compte exact de la différence qui résulterait en pertes pour le Trésor de la substitution de cette échelle au système de taxe fixe existant, il faut que nous mettions sous les yeux du lecteur le tableau correspondant des taxes perçues pendant l'exercice 1902 :

10.700 versem. de 1^{re} annuité de 100 fr., soit 1.070.000 fr.

6.919	—	2 ^e	—	100	—	691.000	»
4.299	—	3 ^e	—	100	—	429.900	»
3.047	—	4 ^e	—	100	—	304.700	»
2.147	—	5 ^e	—	100	—	214.700	»
1.690	—	6 ^e	—	100	—	169.000	»
1.301	—	7 ^e	—	100	—	130.100	»
1.031	—	8 ^e	—	100	—	103.100	»
908	—	9 ^e	—	100	—	90.800	»
717	—	10 ^e	—	100	—	71.700	»
623	—	11 ^e	—	100	—	62.300	»
518	—	12 ^e	—	100	—	51.800	»
462	—	13 ^e	—	100	—	46.200	»
402	—	14 ^e	—	100	—	40.200	»
322	—	15 ^e	—	100	—	32.200	»
Totaux						1.500	— 3.508.600 »

Si nous nous plaçons au point de vue des inventeurs, la taxe graduée dont la progression serait régulièrement de 25 francs chaque année, pour, de 25 francs, aboutir à 375 francs, nous donne infiniment plus de satisfaction que l'annuité invariable de 100 francs qui, comme nous l'avons déjà dit, ne tient aucun compte des changements qui peuvent survenir dans la situation industrielle de l'inventeur. Nous souhaiterions donc ardemment l'adoption du projet de M. Maunoury. Mais il faut tenir compte des intérêts du fisc. Or, nous voyons que la taxe graduée ne rapporterait annuellement que 3.318.200 francs au lieu de 3.508 600 francs avec l'annuité de 100 francs. Nous devons cependant faire observer que le régime de la taxe graduée aurait sûrement pour résultat de déterminer un plus grand nombre d'inventeurs à prendre des brevets français, ce qui diminuerait d'autant le déficit budgétaire.

Nous craignons, néanmoins, qu'une différence de 390.400 francs ne paraisse assez forte pour faire échouer une réforme que notre infériorité, au point de vue du développement des inventions, rend cependant nécessaire. Souhaitons que le législateur trouve une compensation qui lui permette de donner satisfaction aux inventeurs.

§ 2. — L'obligation d'exploiter. — Les sanctions.

Déchéance ou licence obligatoire.

Nous avons déjà vu au chapitre précédent que la société imposait à l'inventeur une charge fiscale en échange

de la protection qui lui était accordée sous la forme du brevet. Là ne se bornent pas les obligations de l'inventeur breveté. En effet, le législateur, dans un but que l'on ne saurait blâmer, désire que l'invention protégée profite avant tout à l'industrie nationale, et pour atteindre ce résultat, il impose à l'inventeur l'obligation d'exploiter sa découverte dans le pays. L'on a pu craindre, en effet, que l'inventeur ne fût enclin à garder sa découverte pour lui, et, par suite d'un égoïsme outré, se refusât à en faire profiter le public. Mais nous estimons qu'il ne faut pas voir, dans cet égoïsme, la principale raison de l'obligation d'exploiter. Il y faut bien plutôt voir un souci de protéger et d'encourager l'industrie nationale, en empêchant que le vendeur n'introduise des objets brevetés fabriqués à l'étranger dans des conditions plus avantageuses.

Un délai est, en conséquence, imparti à l'inventeur pour mettre la découverte brevetée en exploitation. Ce délai, qui était avec la loi de 1844 de deux ans, a été porté à trois ans par la loi de 1906, qui permet aux Français de jouir dans les dispositions qui leur sont plus favorables des avantages de la Convention de Paris de 1883. Cette convention, plus moderne que la loi française, avait cru, en effet, devoir prolonger le délai de mise en exploitation pour permettre à l'inventeur de monter les usines nécessaires pour la fabrication et la mise en vente des objets brevetés.

Nous verrons plus loin que la plupart des législations contiennent une mesure de déchéance ou de licence obli-

gatoire comme sanction à l'obligation d'exploiter, et qu'une seule faisant exception à cette règle laisse à l'inventeur pleine et entière liberté pour faire de sa découverte ce que bon lui semble. Ce sont les différentes sanctions que la loi peut mettre à l'obligation d'exploiter qui vont faire l'objet de ce chapitre, en même temps que l'obligation d'exploiter elle-même. Nous chercherons uniquement au cours de cette étude les solutions les plus favorables aux inventeurs et à l'industrie en général.

A l'époque où furent établies les premières législations européennes sur la propriété industrielle, les législateurs étaient unanimes pour adopter, comme sanction à l'obligation d'exploiter, la déchéance du breveté. Ainsi donc la découverte de celui qui n'aurait pas, dans le délai imparti, commencé l'exploitation, serait perdue pour lui ; et tout industriel pourrait en tirer profit, comme s'il s'agissait d'un procédé ou d'un produit depuis longtemps connu de tous et dont l'usage fût usuel et général.

C'est donc l'expropriation forcée de l'inventeur que la loi organise avec, comme plus grave conséquence, l'impossibilité pour celui-ci de tirer aucun bénéfice de sa découverte, la concurrence de l'industrie et du commerce mis en possession de la découverte lui enlevant tout moyen d'exploiter. La sanction est donc radicale, et c'est ce caractère qui nous amène à étudier à la fois l'obligation d'exploiter et la possibilité du remplacement de la déchéance par une sanction moins rigoureuse.

La contrepartie des avantages accordés à l'inventeur

breveté est constituée, sous le régime des lois existantes, par l'obligation d'exploiter mise à sa charge par la société. En effet, les législateurs ont craint que l'inventeur, propriétaire de sa découverte, ne fût enclin à la garder jalousement pour lui seul et à en priver ainsi la société, qui venait de le mettre à l'abri de la concurrence des imitateurs sans scrupules.

C'est ainsi que le législateur crut sage d'édicter une obligation pour l'inventeur d'exploiter le brevet de façon effective et correspondant aux besoins industriels du pays. Mais pour que cette obligation ne fût pas lettre morte, il fallait y mettre une sanction ; on crut trouver la meilleure qui fût en édictant la déchéance du breveté qui n'aurait pas dans les trois ans organisé l'exploitation effective de son brevet.

Cette obligation d'exploiter est, en France, complétée par la défense d'introduire sur le territoire national des produits fabriqués dans l'un des pays étrangers où le même inventeur a déjà obtenu son brevet. Cette exploitation doit donc être effective, et c'est souvent la constitution d'une maison de commerce, l'installation d'une usine et l'embauchage d'un personnel plus ou moins nombreux que le législateur exige du breveté, et cela sous peine de se voir privé du fruit de sa découverte, l'invention tombant par le fait de la déchéance dans le domaine public.

Nous avons, pour notre part, souvent vu des décisions de justice déclarer des inventeurs déchus par ce motif. Le

souci de l'intérêt des inventeurs a conduit les associations pour la protection de la propriété industrielle à chercher une sanction à l'obligation d'exploiter qui, sans léser les intérêts de l'industrie, ne fût pas pour l'inventeur aussi pénible, ni surtout aussi frustratoire que la déchéance. C'est de ces recherches qu'est née la licence obligatoire.

Nous n'avons garde d'oublier que le plus cher désir d'un grand nombre d'inventeurs serait de voir disparaître l'obligation d'exploiter. Les inventeurs ayant assigné comme but à leurs incessants efforts la substitution du régime du domaine public payant à celui du brevet avec obligation d'exploiter, souhaiteraient, en effet, de voir l'industrie dotée d'un régime de protection analogue à celui de la propriété littéraire où l'inventeur serait rémunéré au moyen d'une redevance perçue sur chaque objet de son invention mis en vente, soit par des commerçants spécialement choisis par lui, soit par tous les commerçants, la mise en vente des objets ou produits brevetés étant libre.

Mais ceci n'est qu'un désir à peine formulé, et nous devons nous rendre à l'évidence, et acceptant l'obligation d'exploiter comme inévitable, dans l'état actuel des législations, nous contenter de rechercher si la licence obligatoire ne serait pas une sanction pratique de cette obligation, réunissant le double avantage d'être à la fois plus profitable aux inventeurs et à l'industrie.

Depuis une quinzaine d'années environ, les Congrès se sont occupés activement de la question, et maintes résolu-

tions ont été adoptées demandant l'adoption dans les législations des pays représentés du système de la licence obligatoire.

C'est cet ensemble de vœux que nous allons examiner.

C'est au Congrès de Berlin en 1904 que l'idée de la licence obligatoire remplace désormais l'obligation d'exploiter avec déchéance du breveté. Ce ne fut là que le point de départ d'un mouvement que nous voyons s'accroître aux Congrès suivants, soit à Dusseldorf, soit à Bruxelles ou à Milan.

Au Congrès de Dusseldorf (1907), M. Louis André, du barreau de Bruxelles, s'élève contre la licence obligatoire, et, y voyant une vraie expropriation du breveté, il dit que le seul moyen de la pratiquer logiquement serait d'organiser l'adjudication du brevet aux enchères publiques comme l'on fait des biens d'un failli ou pour un immeuble hypothéqué. Et poussant plus loin ce raisonnement, il démontre, chose assez vraisemblable, que, pour qu'elle soit efficace, il faut que la licence soit exclusive, c'est-à-dire qu'elle ne puisse être concédée qu'à une seule personne jouissant de la même faculté de poursuivre judiciairement quiconque ferait, sans permission, usage du brevet.

La concession de licences multiples serait, en effet, nuisible à une bonne exploitation de l'invention et empêcherait ceux qui ont fait des frais souvent considérables d'en tirer un profit convenable. L'inventeur, d'ailleurs, réussirait-il à trouver un industriel pouvant exploiter sa découverte ?

A cette question capitale, M. Jacques Geevers, ingénieur-conseil à Anvers, répond négativement. Et dans le rapport qu'il présente au Congrès de Bruxelles en 1910, il cite un exemple de demande de licence faite par un inventeur dans le *Moniteur belge* et qui, demeurée sans résultat, fut promptement suivie d'un arrêté royal de déchéance pour défaut d'exploitation. Il en déduit que si la licence obligatoire était adoptée dans les législations européennes, on éprouverait la même difficulté pour trouver un acquéreur offrant des garanties suffisantes. Enfin, pour terminer avec l'opinion des délégués belges aux divers Congrès, il nous faut citer M. Bédé qui voit dans la licence obligatoire une entreprise dangereuse pouvant compromettre la prospérité de l'industrie belge et permettre, au moyen de traités conclus avec les puissances de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, l'introduction des produits étrangers venant concurrencer les produits nationaux.

Cependant toutes ces objections, plus sérieuses les unes que les autres, n'ont jamais pu faire abandonner l'idée de la licence obligatoire. Il faut dire que les législateurs étrangers, en adoptant ce genre de sanction de l'obligation d'exploiter, encourageaient les chercheurs à étudier les moyens de la généraliser. C'est ainsi qu'un grand pays industriel, l'Allemagne, a été doté du régime de la licence obligatoire. La loi d'empire du 7 avril 1911 dispose en effet, dans son article 2, ce qui suit : « Si le titulaire du brevet refuse à un tiers l'autorisation d'exploiter l'inven-

tion, même contre une rémunération convenable ou une garantie suffisante, le brevet, si l'autorisation est dans l'intérêt public, peut être révoqué ou la dite autorisation d'exploiter peut être accordée au tiers (licence obligatoire). L'autorisation peut être accordée dans les limites déterminées ou subordonnées à certaines conditions. »

Mais cette loi est postérieure à tous les Congrès, et nous n'avons pas connaissance d'une discussion ni d'un rapport qui lui soit consacré. Nous ignorons aussi si elle est ou non l'objet d'une fréquente application dans la pratique.

Elle organise, nous l'avons vu, la licence obligatoire, ou plus exactement la faculté pour l'administration, soit de révoquer le brevet, soit d'accorder la licence, au cas où le breveté ne satisferait pas au désir d'un demandeur en licence présentant de sérieuses garanties, alors que l'intérêt public est engagé. Une question se pose alors ; l'administration laissera-t-elle l'invention tomber dans le domaine public par suite de la déchéance du breveté, ou bien un licencié, le demandeur évincé par l'inventeur ou un autre industriel, sera-t-il déclaré adjudicataire du droit d'exploiter l'invention (1) ? Cette faculté d'option laissée à l'administration du Patentamt, seule autorité compétente en Allemagne pour connaître des questions de propriété industrielle, nous permet de supposer que, le plus souvent, c'est la déchéance qui sera choisie. Il est en effet beaucoup plus commode de laisser une invention tomber

(1) Aucun commentaire n'a été, à notre connaissance, publié sur la question.

dans le domaine public, ce qui permet à quiconque croit pouvoir en tirer profit de tenter de l'exploiter, alors que le régime du brevet, quelles qu'en soient les modalités, expose le titulaire soit à des procès, soit surtout au paiement d'une taxe et aux ennuis d'une poursuite en déchéance, si l'exploitation est jugée insuffisante. Quoi qu'il en soit, trois années ne constituant pas un délai suffisant pour permettre de porter un jugement sur une loi organisant la licence obligatoire, nous regrettons de ne pouvoir donner une idée à peu près exacte des effets qu'a produits cette loi qui constitue une importante innovation dans un pays autrefois soumis à l'obligation d'exploiter. Nous craignons que l'Allemagne ne soit obligée, comme ce fut en 1902 le cas de la Grande-Bretagne, de revenir à une réglementation différente de l'obligation d'exploiter sous peine de déchéance.

Le Congrès de Stockholm en 1908 a fourni une occasion unique d'apprécier l'efficacité de la licence obligatoire comme sanction à l'obligation d'exploiter. La législation suédoise admet, en effet, depuis quelques années, la licence obligatoire. Les rapports et observations des congressistes suédois nous ont montré le résultat exact obtenu par cette réforme. Deux rapporteurs ont été particulièrement complets sur la question. Le premier, M. Nils Rahn, ingénieur-conseil à Stockholm, voit dans la licence une chose juste en principe. Cela évite en effet le retrait de la jouissance de l'invention qu'entraîne pour le breveté la déchéance pour défaut d'exploitation. Pour les questions

de procédure, il dit que les diverses législations communiqueront à la licence obligatoire leurs qualités en même temps que leurs défauts. Ce sont les difficultés internationales qui semblent lui donner le plus à craindre. Il rappelle alors les critiques des Belges aux divers Congrès et l'hostilité du législateur belge envers la licence obligatoire. Faisant siennes les observations de M. Bédé et de M. André, de Bruxelles, il craint que la licence obligatoire ne facilite l'introduction d'objets étrangers sur le territoire national, dispensant ainsi le titulaire du brevet de l'obligation d'exploiter complètement, qui comprend non seulement la vente des objets brevetés, mais encore leur fabrication.

Au même Congrès, un ingénieur allemand se fait l'écho des mêmes appréhensions. Il ajoute qu'il croit la mise en vigueur de la licence obligatoire difficile, car l'on se heurterait au refus catégorique des gouvernements qui ne veulent pas admettre ce système. En effet, l'on ne voit pas comment l'on pourrait tenter une sérieuse application de la licence sans une entente internationale. Je sais bien que l'accord italo allemand du 18 janvier 1892, renforcé en 1902, est déjà un acheminement vers la réforme. Il nous faut cependant remarquer que ce traité, qui date de vingt-deux ans, n'a été imité par aucune puissance, et que c'est au contraire la défense énergique de leur industrie qui préoccupe les législateurs des grands pays industriels. De cette constatation, M. Kloeppel tire donc la conclusion suivante, à savoir que la constitution d'une union res-

treinte spéciale en vue de la licence obligatoire est impossible quant à présent (1).

L'expérience suédoise ne paraît pas avoir donné, au point de vue des chances de succès de la licence obligatoire, de meilleurs résultats. Depuis que la loi suédoise est promulguée, trois exemples seulement de la licence obligatoire peuvent être cités, et encore dans l'un d'eux le système légal ne fut-il pas appliqué, une transaction étant intervenue, qui ressemblait à s'y méprendre aux licences conventionnelles et facultatives en usage dans les autres pays.

Le peu de succès de la loi suédoise nous amène à faire toutes réserves au sujet de la proposition d'introduire une loi en France sur la licence obligatoire, celle-ci étant conçue également dans le même esprit et adoptant le système de l'expropriation judiciaire du breveté.

Il est dit, en effet, au cours de ce projet, que, à défaut d'entente entre le breveté et les demandeurs en licence, il sera statué par un jury, unique pour toute la France, composé d'un magistrat directeur et d'ingénieurs compétents choisis sur une liste spéciale. C'est, on le voit, l'application à la propriété industrielle du système de l'expropriation pour cause d'utilité publique tel qu'il fonctionne en matière immobilière. Des difficultés particulières vont, cependant, surgir quand il s'agira de l'application. Nous ne sommes pas, en effet, comme en matière

(1) Rapport de M. Nils-Rahn au Congrès de Stockholm (1908).

immobilière, en présence d'un seul demandeur à l'expropriation comme c'est le cas pour l'Etat ou pour les communes. Il est en effet plus que probable que plusieurs industriels chercheront à se faire déclarer adjudicataires de l'invention. L'intérêt général exigera alors que le jury se renseigne sur la solvabilité et les moyens d'exploitation des divers concurrents. Tâche difficile qui, même au prix d'une enquête inquisitoriale, ne pourra jamais être menée à bien. Le breveté ne devant pas être sacrifié au licencié, la question de solvabilité aura pour lui une grande importance, d'où difficulté nouvelle inconnue en matière immobilière où l'Etat et la commune sont toujours solvables, étant donné que, avant même que l'expropriation soit autorisée, des crédits sont votés pour parer à la dépense nécessaire. L'on peut, il est vrai, nous objecter que l'on mettra à la base de l'adjudication de la licence une consignation pour enchérir. Nous ne voyons là qu'une garantie illusoire ; il suffira, en effet, de déposer une consignation pour être admis à enchérir. En ce qui concerne l'organisation industrielle, permettant au licencié d'exploiter l'invention, nous sommes envahis par les mêmes craintes. Comment, en effet, se rendre un compte exact des moyens industriels du demandeur ? Les simulateurs sont très habiles en matière d'installations d'usines. La pratique, en ce qui concerne l'obligation d'exploiter, le prouve. Bien souvent nous avons entendu des inventeurs se prévaloir avec succès du caractère illusoire de l'exploitation organisée en France par des inventeurs étrangers qui y avaient pris un brevet.

La question s'est également posée de savoir si l'on devait attribuer une seule licence exclusive ou bien s'il pourrait être accordé simultanément des licences à plusieurs exploitants.

Autrement dit, pourrait-on concéder le droit d'exploiter à quiconque se serait présenté et aurait été reconnu apte à organiser la mise en exploitation ? La première de ces solutions équivaldrait à une cession judiciaire du brevet par suite de laquelle le licencié serait subrogé à tous les droits du breveté et aurait notamment l'action en contrefaçon et toutes autres appartenant au breveté, y compris l'action en nullité pour défaut de nouveauté contre un brevet postérieur.

Ce serait en somme le transfert parfait et intégral du brevet à un tiers.

La licence qui ne serait pas exclusive, mais octroyée à quiconque la demanderait et réunirait les conditions fixées, serait une diffusion de l'exploitation de l'invention qui équivaldrait à une chute dans le domaine public si le breveté ne conservait son droit à une redevance sur les objets vendus. Cela revient, en réalité, à établir, en matière industrielle, le régime du domaine public payant à peu près identique à ce qui existe en matière de propriété littéraire dans certains pays. Des obstacles matériels s'opposent cependant à cette assimilation. Il est, en effet, presque impossible, avec un tel système, de réprimer la contrefaçon, le vendeur d'objets contrefaits n'hésitant sans doute pas à payer la redevance au breveté, lequel

serait ainsi désarmé pour faire respecter ses droits. D'une façon générale, la nécessité de fabriquer les objets brevetés nous paraît devoir rendre tout à fait impraticable le système du domaine public payant en matière de propriété industrielle. Nous savons tous, en effet, comment agit l'auteur dramatique. Il passe un contrat avec un éditeur et souvent lui transfère la propriété ou plus exactement le droit d'exploiter son œuvre, de l'imprimer et de la mettre en vente; c'est alors cet éditeur qui doit se défendre contre toute tentative de publication faite en dehors de lui. Il en est de même pour la représentation théâtrale de l'œuvre, pour laquelle le contrat intervenu entre l'auteur et le directeur, qui admet la pièce à son répertoire, spécifie que, pour un certain laps de temps, il sera interdit au premier de se faire jouer ou laisser représenter sur aucune autre scène.

Ce système de protection permettrait cependant d'obtenir un heureux résultat au point de vue de la durée de la protection. Sans aller toutefois jusqu'à 50 ans après la mort de l'inventeur, on pourrait très facilement prolonger au delà des 15 ans, qui paraissent à tous les inventeurs bien courts pour arriver à mettre sur pied des découvertes souvent compliquées et coûteuses. Les associations pour la défense de la propriété industrielle se sont toujours prononcées, dans leurs Congrès, en faveur d'une plus longue durée du brevet, portés à 20 ou 25 ans au moins.

Revenons maintenant, en terminant, à la proposition préparée en France par la Commission technique de la

propriété industrielle, sur la licence obligatoire. Elle établit, nous l'avons dit, un jury présidé par un magistrat unique pour toute la France, lequel serait assisté de techniciens. Ce jury fonctionnerait à peu près comme le tribunal de Stockholm d'après la loi suédoise. Il faut cependant ajouter que le projet français a cru devoir organiser la conciliation devant le président du jury ; ce n'est pas, selon nous, appelé à donner de meilleurs résultats que la conciliation devant le juge de paix en matière de droit commun, et semble appelé à tomber aussi complètement en désuétude et devoir être promptement remplacé par une citation à bref délai devant le jury.

Mais si nous avons cru devoir indiquer la proposition de loi française, nous croyons pouvoir dire qu'à notre avis la licence obligatoire elle-même ne nous semble pas appelée à un grand avenir. Nous craignons qu'un Congrès plus ou moins prochain ne donne l'occasion de constater que cette loi, si elle était adoptée, aurait fait, en France, une faillite à peu près aussi complète qu'en Suède.

Nous devons néanmoins, avant de terminer l'examen de la question de la licence obligatoire, signaler que plusieurs législations modernes, en Europe comme en Amérique, ont adopté la licence obligatoire comme sanction à l'obligation d'exploiter.

Un exemple typique nous est fourni, à ce sujet, par les Pays-Bas qui ont introduit, dans leur loi toute récente du 7 novembre 1910, un article 34, en vertu duquel la licence qui est refusée par le breveté peut être accordée d'office

par le conseil des brevets. Le breveté conserve, dans ce cas, le droit d'introduire une requête au conseil pour faire fixer l'indemnité qui lui est due par le bénéficiaire de la licence.

Nous trouvons des dispositions analogues dans les législations du Canada, du Mexique, de la Suède, de la Norvège et du Luxembourg.

En résumé, toutes les remarques que nous avons été amené à faire au cours de cette étude nous rendent sceptique à l'égard des lois et des conventions internationales sur la licence obligatoire ; les exigences des pays industriels feraient sûrement échouer cette institution aussi bien au point de vue des législations intérieures qu'au point de vue des rapports entre nations. Pour terminer, qu'il nous soit permis de donner notre opinion sur la question :

La question de l'obligation d'exploiter étant des plus délicates, nous croyons que la licence obligatoire présentant des inconvénients aussi graves que la déchéance, la mesure la plus favorable à l'inventeur est la suppression radicale de toute obligation d'exploiter et la liberté pleine et entière rendue à l'inventeur.

La législation des Etats-Unis où les brevets ont pris un si grand développement n'est-elle pas un excellent exemple à suivre ?

CHAPITRE V

LE BREVET INTERNATIONAL.

D'excellents esprits ont envisagé la question du brevet international. Une seule taxe, un seul dépôt et un seul titre suffiraient en ce cas pour conférer la protection légale à l'inventeur dans tous les pays dont les gouvernements auraient adhéré à la convention qui serait nécessaire pour assurer le fonctionnement de cette nouvelle institution (1).

Une telle entente serait, sans contredit, beaucoup plus facilement réalisée entre les Etats qui ont déjà adhéré à la Convention de Paris de 1883 créatrice de l'Union internationale de la propriété industrielle.

Au premier abord, nous avouons que nous trouvons une telle conception très ingénieuse et que nous voyons très bien le bureau de Berne instituant un service du brevet international, centralisant les demandes et accordant les brevets suivant le mode choisi par les puissances enfin mises d'accord sur des questions qui, jusqu'ici, les divisent à tel point qu'il est impossible de dire que leurs lois

(1) De précieux renseignements sur la question ont été fournis par M. Fernand Jacq, avocat à la Cour d'appel de Paris, rédacteur des *Annales de la propriété industrielle* (Recueil Pataille), auquel nous sommes heureux d'adresser ici nos plus vifs remerciements.

soient assimilables les unes aux autres ; l'examen préalable lui-même étant pratiqué suivant les pays de plusieurs façons fort différentes. Obligatoire et même opposé comme une barrière infranchissable à la demande en Allemagne et aux Etats-Unis, il ne fait que renforcer la valeur du brevet en Angleterre où il est permis de délivrer des titres partant des améliorations marginales. Et enfin, en Suisse, il se présente avec un caractère à tel point facultatif que l'avis du bureau fédéral n'est même plus sollicité aujourd'hui et que la plupart des inventeurs se contentent, comme en France, du titre délivré sans examen. Les diverses modalités de la taxe semblent, elles aussi, constituer un obstacle quasi-infranchissable à l'unification de la législation des brevets. La taxe constitue, en effet, dans les divers pays, une ressource régulière du Trésor. L'étude que nous avons faite à cette question dans un chapitre précédent nous a montré, en effet, quels calculs le législateur faisait avant d'établir soit une annuité fixe comme en France, soit, comme dans la plupart des pays étrangers, une taxe graduée évitant de peser trop lourdement sur les débuts de l'inventeur et permettant à l'Etat de prélever, par la suite, la contrepartie des avantages accordés à celui pour lequel sa découverte a été une source de forts revenus. Il semble donc difficile que les gouvernements puissent se mettre utilement d'accord pour fixer une taxe unique, dans laquelle seraient compris à la fois les taxes des divers pays et la redevance légitimement due au bureau de Berne.

Et le service de répartition qu'il serait nécessaire d'établir aurait, une fois la taxe forfaitaire touchée, à mettre à la disposition de chaque gouvernement la part lui revenant. Les Etats-Unis, seul pays qui ignore le système des annuités, n'auraient de ce côté aucune objection à présenter. Nous n'osons pas, pour notre part, espérer que l'exemple américain puisse devenir le point de départ d'un mouvement de suppression de la taxe dans les législations qui n'ont pas encore réalisé ce progrès. C'est cependant le souhait le plus ardent des inventeurs et des associations qui défendent leurs intérêts.

L'obligation d'exploiter peut, elle aussi, créer, entre ceux qui seraient chargés de régler la question au point de vue international, des divergences de vues telles qu'aucune proposition ne puisse jamais aboutir.

Les discussions dont est rempli le chapitre précédent de cette étude prouvent surabondamment que le système de la licence obligatoire et le système de la déchéance pour défaut d'exploiter comptent un nombre à peu près égal de partisans et qu'il serait bien difficile aux uns de convaincre les autres et réciproquement. Chacun de ces deux systèmes ne présente-t-il pas aux yeux du critique impartial autant d'avantages que d'inconvénients ?

L'esprit général de la législation commerciale et douanière de chaque groupe d'Etats intéressés exercerait d'ailleurs, sur les représentants respectifs, une telle influence que chacun craindrait, en acceptant la sanction contraire à celle de sa loi intérieure, de compromettre à la fois les

ressources douanières de son gouvernement et la prospérité économique de son pays. Le seul exemple des techniciens belges, luttant avec l'acharnement qu'on leur connaît contre l'idée même de licence obligatoire, suffit d'ailleurs à prouver que jamais, sur ce point, l'entente ne pourra se faire. Et c'est là un obstacle que nous jugeons infranchissable à la réalisation de la réforme. Ici encore l'on nous permettra de citer l'exemple des Etats-Unis, où l'inventeur est maître absolu de son invention et où l'Etat ne se soucie aucunement de l'exploitation entreprise par lui et de la façon dont le public peut profiter de sa découverte.

Il nous semble donc que la généralisation à tous les grands pays industriels du système américain, aussi bien en ce qui concerne la taxe qu'en ce qui concerne l'obligation d'exploiter, serait le seul moyen d'arriver à une unification de la législation du brevet d'invention, et par là à la création du brevet international.

Mais, pour le moment, il nous semble impossible, avec la force des principes protectionnistes au point de vue économique, que les législateurs européens puissent réaliser la suppression des deux déchéances pour défaut de paiement de la taxe et pour défaut d'exploitation. Il nous semble d'ailleurs que la suppression de la taxe et de l'obligation d'exploiter ne serait possible que dans un pays où l'on pourrait établir un régime douanier extrême, qu'il soit franchement libre-échangiste ou franchement protectionniste, et, disons le mot, prohibitif. En effet,

sous l'un ou l'autre de ces deux régimes, l'Etat n'est plus obligé de surveiller l'entrée des produits fabriqués à l'étranger, car, de deux choses l'une, ou bien le régime douanier est protectionniste, auquel cas le prix élevé des droits d'entrée empêche l'introduction des produits étrangers, quand une disposition légale ne fait pas un devoir aux agents des douanes de saisir et confisquer les dits produits. C'est ainsi que les tarifs Mac Kinley mettent les Etats-Unis complètement à l'abri d'une tentative d'introduction d'objets brevetés fabriqués à l'étranger. En ce qui concerne les pays libre-échangistes, nous ne pouvons pas affirmer aussi catégoriquement que le désintéressement de l'Etat pour les introductions de produits étrangers et la liberté laissée au commerce et à l'industrie permettent d'accorder à l'inventeur une liberté absolue. Les exemples sont, d'ailleurs, très éloquents en sens contraire. Ne sont-ce pas, en effet, les délégués belges qui, au dernier Congrès de la propriété industrielle, se montraient les plus ardents défenseurs de l'obligation d'exploiter ? Ne voyons-nous pas, également, le législateur anglais renforcer les sanctions de l'obligation d'exploiter ? Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons que regretter que l'entente ne puisse pas mieux se réaliser entre les législateurs au sujet de la création d'un brevet international.

Il nous faut maintenant analyser et comparer les divers systèmes préconisés par les orateurs des divers pays aux différents Congrès depuis 1873 jusqu'à nos jours.

La première tentative pour établir un brevet internatio-

nal fut faite au Congrès de Vienne en 1873 et reprise à Paris, au Congrès qui se tint à l'occasion de l'exposition de 1878. Là M. Armengaud jeune fit observer que si l'idée en elle-même était excellente, l'application en était impossible, au moins pour le moment.

Il était partisan d'une protection internationale des inventions brevetées à la fois dans tous les grands pays industriels. Il souhaitait en conséquence que les gouvernements se rapprochassent en vue d'élaborer une convention générale par laquelle certains points de droit international et de protection essentielle des inventions seraient réglés une fois pour toutes d'un commun accord.

Mais ce résultat a été obtenu de façon assez satisfaisante par la Convention de Paris en 1883 et par la création du bureau international de Berne dont les archives et les publications rendent aux inventeurs les meilleurs services. Nous devons cependant signaler que si la Convention de Paris a réussi à unifier sur certains points la législation, et notamment à faire bénéficier le titulaire du brevet français de dispositions plus avantageuses que celles de la loi du 5 juillet 1844, rien n'a pu être sérieusement entrepris pour la création du brevet international, dont la question reste entière.

Constatant le peu de succès qu'a obtenu jusqu'ici l'idée de brevet international, M. Fernand Jacq, avocat à la Cour d'appel de Paris, rédacteur en chef des *Annales de la propriété industrielle*, fait pour son compte la remarque que nous avons déjà faite plus tôt, à savoir les divergences

des aspirations économiques et commerciales entre les Etats en considération desquelles les lois ont justement été faites. Nous verrions donc, ici encore, une application des lois de la concurrence qui régissent les rapports économiques aussi bien entre les nations qu'entre les individus. En 1909, à Londres, le Congrès de la Chimie appliquée a décidé de nommer une commission pour l'étude de la question du brevet international.

M. Osterrieth de Berlin se montra partisan déterminé du brevet international et montra, comme devant être le meilleur chemin pour y parvenir, la suppression concertée entre les puissances industrielles de l'obligation d'exploiter. Il préconisait même la suppression totale comme aux Etats-Unis. Nous fûmes même surpris de voir un Allemand se déclarer partisan d'une mesure aussi libérale, ce qui est en contradiction avec les aspirations de son pays et les désirs d'expansion mondiale de l'industrie d'outre-Rhin. Il préconisait aussi l'unification du mode de délivrance des brevets en disant que l'on pourrait laisser subsister les diverses juridictions d'examen préalable (Patentamt, Patent Office) à titre documentaire pour leur laisser le soin de trancher certaines questions techniques et scientifiques. Mais nous ne voyons pas bien quel intérêt pourrait présenter, au point de vue général surtout, pour les industriels, pour les hommes de pratique, l'avis donné postérieurement à la concession du brevet et sans aucun caractère obligatoire, partant sans autorité, par une commission technique sans pouvoir de refuser ou d'accorder

le brevet, ni même de marquer les antériorités comme cela se passe en Angleterre. Nous ne voyons dans cette opinion qu'une conception bizarre et compliquée comme celles des intellectuels allemands. M. Osterrieth demandait la nomination d'une commission internationale pour l'étude de la question. Cette commission serait chargée d'étudier et de mettre sur pied un projet susceptible de réunir les suffrages de tous les grands pays industriels. Sa proposition fut honorée de l'admission à l'unanimité par le Congrès de Bruxelles (juin 1910).

Deux rapports furent présentés par deux ingénieurs belges, MM. de Snyers et de Laire. Ces rapports étaient très complets et concluaient dans un sens favorable au brevet international. Une commission fut nommée pour étudier un projet très compliqué de brevet international. Au mois de septembre suivant, le Congrès des Associations d'inventeurs et artistes industriels fit de même.

En présence de ces deux voix, le Professeur Osterrieth proposa au Congrès de Bruxelles de reprendre pour son compte le vœu émis par le Congrès de la Chimie appliquée réuni à Rome en 1906 et qui est ainsi conçu : « Que la Conférence de Washington rappelle aux Etats signataires leurs obligations contractuelles de mettre leur législation en accord avec la convention, notamment l'obligation pour chacun d'eux de créer un service spécial de la propriété industrielle dans les conditions prévues par l'article 12 de la Convention d'Union ; que, en outre, la Conférence de Washington émette le vœu que les descriptions

et dessins du brevet dans tous les Etats de l'Union soient publiés sous forme de fascicules séparés et vendus à un prix modique. »

Point n'est besoin de signaler ici l'importance du service spécial de la propriété industrielle, ni encore moins du Bureau de communication des brevets, dessins et modèles. Tous ceux que ces questions intéressent, depuis les jurisconsultes jusqu'aux négociants, en passant par les ingénieurs et les techniciens, doivent, en effet, pouvoir consulter les brevets accordés dans les pays tout comme l'on consulte dans une bibliothèque les ouvrages qui viennent de paraître. Il est en effet regrettable que, dans plusieurs pays, l'on soit obligé de faire effectuer ces recherches par des agents d'affaires qui prélèvent des bénéfices.

Ici encore, comme en beaucoup d'autres matières, les Allemands ont pris l'initiative d'une réforme des plus utiles. C'est, en effet, M. Schwaelabsch, ingénieur-conseil de Stuttgart, directeur du bureau de renseignements pour la propriété industrielle de la *Royal Wurtembergische Zentralstelle für Gewerbe und Handel*, qui signale la nécessité de créer un Office international de la propriété industrielle. Il donne alors des renseignements sur le bureau wurtembergeois de renseignements qu'il dirige et qui rend des services signalés. Il a compté 80 demandes orales et 672 écrites en une seule année, ce qui constituait un succès considérable. Puis, sur la demande d'un grand nombre d'inventeurs, le Comité décida de s'adjoindre un jurisconsulte, et une section de contentieux fut créée qui put ren-

seigner les inventeurs sur leurs droits et obligations, leur permettant ainsi de ne prendre de brevets qu'à bon escient et d'éviter les poursuites en contrefaçons, en nullité, en déchéance et autres qui sont généralement aussi coûteuses pour celui qui les intente que pour celui qui les subit.

Dans son rapport, M. Fernand Jacq se déclare partisan de l'extension aux grands pays industriels d'un bureau analogue au *Royal Wurtembergische Zentralstelle*. Ce serait, en effet, un moyen de permettre aux inventeurs de connaître dans chaque pays les brevets déjà accordés pour des découvertes analogues aux leurs. Et, en généralisant, ce pourrait être un acheminement vers un bureau international. Il va sans dire que l'on ne serait pas obligé de créer de toutes pièces cet Office international ; il suffirait, en effet, d'ajouter les rouages nécessaires au bureau de Berne. La dépense serait d'ailleurs facilement supportée en la répartissant entre les gouvernements des différents Etats signataires de la Convention de Paris ou y ayant adhéré depuis la conclusion de l'Union.

La personnalité internationale reconnue à l'Union internationale de la propriété industrielle faciliterait la création d'un bureau d'examen unique dépendant de l'Union dont l'autorité pour faire procéder à l'examen est incontestée. Et l'on conçoit facilement que cet examen ait une valeur incontestée pour tous les pays dans lesquels l'inventeur aura pris un brevet. Et si la nécessité de créer des sections de recours au dessus des sections de demandes occasionnent pour l'Union des dépenses assez fortes,

elles seront rachetées pour l'inventeur par une protection d'autant plus efficace qu'elle sera plus étendue et plus rapidement obtenue.

Et peut-être arrivera-t-on à pouvoir accorder aux inventeurs une protection temporaire pendant la durée de l'examen de la demande. Cette protection immédiate et générale est vivement demandée par les inventeurs et aussi par les capitalistes. Il est, en effet, de toute nécessité, surtout pour ces derniers, d'être assuré que l'invention pour la mise en œuvre de laquelle ils ont engagé leurs capitaux ne sera pas exploitée par un autre que l'inventeur.

Nous ne savons que trop hélas ! que celui-ci se trouve le plus souvent dans l'obligation d'introduire dès le début de nombreux procès en contrefaçon, en nullité ou en déchéance. Ces actions en justice sont toutes, quelle qu'en soit l'issue, longues et coûteuses et n'ont la plupart du temps comme résultat que de ruiner l'inventeur dont les moyens sont assez restreints et de détourner les capitaux des inventions.

Le capitaliste n'aime pas, en effet, courir des risques autres que ceux d'une entreprise habituelle, et il accueillerait favorablement l'institution de l'examen préalable à caractère international ; il ne pourrait supporter l'instabilité de l'invention durant le stage devant la commission. Nous proposerons donc, pour donner tout de suite à l'inventeur la protection à laquelle il a droit, un système de titre provisoire analogue à la protection accordée pour les

expositions internationales ou nationales. Nous avons d'ailleurs un excellent modèle dans le « caveat » américain. C'est, chacun le sait, la protection que la loi de l'Union accorde à l'inventeur dont la découverte est soumise au Patent Office. Cette protection provisoire produit des effets tant que dure l'instance en demande. Nous savons, en effet, que, aux Etats-Unis, l'inventeur dont la demande est écartée peut exercer des voies de recours qui ne comportent pas moins de trois degrés. Le caveat, en pareil cas, continue à protéger l'inventeur jusqu'au moment où la Cour suprême du district de Columbia rend sa décision. Alors seulement, si la demande est définitivement rejetée, l'invention tombe dans le domaine public. Mais, en ce cas, l'inventeur ne pouvant arguer d'aucun titre, personne ne sera frustré par le fait qu'un industriel mettra en vente un produit réunissant les mêmes caractères que celui qui avait fait l'objet de la demande de brevet.

L'examen préalable est, en effet, très rigoureux aux Etats-Unis, tant au point de vue de la nouveauté que de la brevetabilité. Mais l'inventeur n'est pas livré à l'arbitraire d'un examinateur ni même d'une commission ; il peut, en effet, exercer les trois voies de recours que nous citons plus haut, en commençant par la Commission des examinateurs en chef et en passant par le directeur du Patent Office, pour aller en dernier ressort devant la Cour suprême du district de Columbia. Là sont réunis des magistrats de l'ordre judiciaire, qui, comme ceux du tribunal de Stockholm, en Suède, sont spécialisés dans les questions de propriété industrielle.

Les commissions spéciales d'études nommées par les deux Congrès dont nous avons parlé plus haut n'ont pas encore publié le résultat de leurs délibérations, et comme leur activité se poursuit dans le plus profond mystère, nous ne pouvons, et nous le regrettons, au bout de quatre ans, tenir le lecteur au courant de l'échange de vues, sans doute fort intéressant, qui se poursuit entre les commissaires très différents d'origine.

Nous pouvons, en revanche, étudier le système préconisé par M. Julien Bernard qui, à plusieurs reprises déjà, a saisi le ministre du commerce de propositions en ce sens.

Il suffirait, en l'espèce, à l'inventeur de faire une demande unique adressée par la poste à un bureau général qui délivrerait du dépôt un récépissé valable pour tous les pays de l'Union. La description et les pièces seraient alors examinées par une commission unique qui se préoccuperait uniquement de la nouveauté et de la brevetabilité de l'invention. La commission aurait, de par sa composition, le caractère international.

Le titre accordé serait une patente d'invention valable pour un temps égal dans tous les pays de l'Union. Ce serait là le brevet international. Mais les droits de l'inventeur ainsi protégés ne seraient pas parfaitement égaux à ceux que confère le brevet ordinaire. L'inventeur ne jouirait d'aucun monopole d'exploitation sur sa découverte et ne pourrait s'opposer ni à la libre fabrication, ni à la libre mise en vente des objets fabriqués suivant le procédé

breveté. Il n'aurait droit qu'à une redevance déterminée sur chaque objet fabriqué. Nous faisons remarquer que le taux de cette redevance devrait être calculé de telle façon que l'Etat puisse prélever la part afférente à la taxe. Ainsi donc, M. Bernard suppose dans son projet que la taxe fiscale est maintenue à la charge du breveté. Nous estimons que si le brevet international était jamais établi d'une façon ou d'une autre, la taxe serait, si elle n'était très élevée, une source de difficultés sans nombre entre les divers gouvernements. L'on se représente difficilement, en effet, l'Etat, dans quelque pays que ce soit, et encore moins en France qu'ailleurs, renonçant à une ressource aussi bonne que la taxe des brevets. Le rendement de cet impôt n'a, en effet, jamais arrêté sa croissance depuis 60 ans que l'on délivre des brevets en la forme actuelle.

Il faut aussi prendre garde au danger que ferait courir, au point de vue de la taxe, l'établissement du brevet international. Nous savons, en effet, que les brevets des différents pays ne sont pas également recherchés et que tel industriel qui tenait à être titulaire d'un brevet anglais, allemand ou américain, n'avait aucun intérêt à posséder un brevet turc ou hollandais, par exemple.

Et l'on comprend aisément que l'inventeur n'ait aucun empressement à acquitter des taxes dans des pays où la protection serait pour lui ou inutile ou illusoire.

Nous devons cependant remarquer une idée heureuse dans la proposition de M. Bernard. C'est à savoir l'institution du domaine public payant. Cette solution serait

sûrement très favorablement accueillie par les inventeurs. Aussi donc, l'inventeur, auquel cela est souvent très difficile, ne serait plus tenu de mettre lui-même sa découverte en exploitation. Il se contenterait de percevoir, sur le prix de vente, une redevance fixée de la même façon que celle du musicien ou de l'écrivain, et il subirait, comme celui-ci, les caprices de la faveur publique, en quoi sa situation ne serait pas sensiblement modifiée. Nous pensons même que les inventeurs auraient tout à gagner à ce changement. Il n'est, en effet, pas rare de voir des inventeurs échouer dans la mise en œuvre de leur découverte ; l'on assiste, en pareil cas, à des faillites lamentables, et, il ne faut pas l'oublier, à la déchéance de l'infortuné qui n'a pas réussi dans une entreprise pour laquelle il n'avait aucune aptitude. Nous ajouterons même, quelles que soient les aptitudes commerciales des inventeurs, que les grandes dépenses qu'occasionnent les inventions ne permettent que rarement la mise en exploitation. Il est, en effet, nécessaire de fabriquer d'abord les objets brevetés et de les mettre ensuite en vente.

Le système du domaine public payant aura le grand avantage d'éviter à l'inventeur les énormes frais généraux qu'exige l'exploitation personnelle ou même la concession à un seul commerçant. Il sera, en effet, bien plus facile à un commerçant ayant un fonds de commerce déjà solidement établi et bien achalandé de tenter la mise en vente des objets inventés que de créer de toutes pièces un fonds nouveau qui peut périliter du jour au lendemain. De

plus, la mise en vente pourra être faite simultanément par plusieurs commerçants et en des lieux divers, permettant ainsi de compenser par un excédent sur un point une mévente sur un autre.

Nous ne croyons pas, pour envisager toutes les éventualités, qu'en aucun des pays de l'Union, le gouvernement puisse faire d'objection sérieuse à l'instauration du domaine public payant. Cela ne serait possible que de la part d'un gouvernement libre-échangiste à l'excès, pour lequel la réglementation sévère de l'obligation d'exploiter sert de contrepoids à une trop grande facilité de l'entrée des marchandises. C'est ainsi que, plus haut, nous avons vu que l'Angleterre avait dernièrement renforcé l'obligation d'exploiter alors que, au contraire, les Etats-Unis tenaient plus que jamais pour la liberté absolue de l'inventeur. La perception de la redevance serait constatée par l'apposition d'un poinçon analogue à celui des métaux précieux. Ceci n'offrirait aucune difficulté et serait même souhaitable au cas où l'on réussirait à introduire dans notre législation nationale le régime du domaine public payant. La constitution d'une Association de défense des intérêts industriels que M. Bernard préconise pour la perception de la taxe internationale serait plus difficile à concevoir. Il serait surtout dangereux de donner trop d'importance à un rouage qui ne serait, après tout, qu'une sorte de gigantesque syndicat. Nous verrions mieux, pour notre part, la création d'un rouage financier rattaché au bureau de la propriété industrielle de Berne. Cela aurait

le double avantage d'éviter la création d'un groupement qui nous semble inutile et d'être plus facilement approuvé par les gouvernements des principales puissances industrielles qui ont tous adhéré à la Convention de Paris de 1883.

Le lecteur a pu, à la simple description de ce système, se rendre exactement compte des difficultés que présenterait son application. Sous prétexte, en effet, d'assurer à l'inventeur une protection générale à la fois plus efficace et plus étendue, M. Bernard obtient un résultat tout opposé. Il soumet, en effet, l'invention au régime de la licence obligatoire automatique, le seul fait de l'enregistrement international du brevet permettant à quiconque de vendre et même de fabriquer les objets brevetés. Nous estimons, pour notre part, que vu la difficulté que l'on aurait à exercer un contrôle sur la vente des objets brevetés, ce système aboutirait fatalement à un dépouillement complet du breveté. Ce serait en somme la chute de la découverte dans le domaine public avant que l'inventeur en ait retiré aucun des avantages auxquels il a légitimement droit.

L'auteur de cette proposition semble, en effet, perdre de vue le véritable caractère du brevet ainsi que la vraie situation de l'inventeur par rapport à sa découverte et aussi en face de la société. Nous ne croyons pas, en conséquence, qu'il soit superflu de revenir sur une vérité que nous avons énoncée et démontrée dans une autre partie de cette étude. C'est à savoir que l'inventeur est propriétaire de son invention. Et il faut bien comprendre que

cette propriété, tout comme la propriété qui est définie dans notre Code civil, est un droit naturel, complet et absolu. Le brevet, tout comme les actes de vente, de donation ou les instruments testamentaires, ne sert donc qu'à constater le droit de l'inventeur sur sa découverte et à en faciliter la preuve en justice.

Le temps n'est plus, en effet, où il suffisait, comme dans l'ancienne Rome, de revendiquer oralement la maîtrise de ses biens. Nous n'avons d'ailleurs pas oublié l'objection que d'excellents esprits pourraient tirer du caractère temporaire de la protection accordée au breveté. Ils se refusent, en effet, à voir dans le brevet de 15 ans une consécration d'un droit de propriété, celui-ci, d'après le droit commun, devant survivre à celui qui en est le titulaire.

Nous renouvellerons alors une réponse que nous avons déjà faite. L'intérêt supérieur du commerce et de l'industrie oblige le législateur à assigner une durée limitée au droit du breveté. Il serait d'ailleurs superflu d'ajouter que les inventeurs n'ont cessé de protester contre ce qu'ils appellent assez justement une mutilation de leurs droits. Seul, au point de vue de l'obligation d'exploiter, le législateur américain, par suite d'une meilleure intelligence des questions commerciales, a laissé à l'inventeur la liberté qui lui revenait de droit. Il n'en est malheureusement pas de même en ce qui concerne la durée de la protection.

Après avoir examiné le rapport de M. Bernard, M. Fernand Jacq constate que, quelque'intéressant qu'il soit, il

ne manquera pas de se heurter à des difficultés d'application aussi variées que nombreuses. Et, établissant de ces difficultés deux catégories, il démontre que les unes sont faciles à supprimer tandis que les autres sont quasi insurmontables. Parmi les premières, il cite la délimitation et la détermination des objets brevetables. Sur ce point, il serait facile d'arriver à un arrangement. Nous voyons, en effet, très facilement l'œuvre des diverses conférences internationales se généraliser au point d'aboutir à la confection d'une liste générale d'objets brevetables. Le lecteur peut d'ailleurs avoir une idée exacte des différences existant entre les diverses législations, en constatant avec nous que, par exemple, la législation française, en dehors des inventions contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs qui sont partout exclues, refuse le brevet pour les médicaments et les combinaisons financières. Dans d'autres pays l'on voit refuser la protection aux découvertes, d'ailleurs peu nombreuses, qui ont trait à l'alimentation. Il importe aussi de remarquer que toutes les législations exigent, pour que l'invention soit brevetable, qu'elle fasse, d'après la description jointe à la demande, l'objet d'une ou de plusieurs applications pratiques de caractère industriel. Ainsi donc, la simple découverte scientifique, quels que soient sa nouveauté ou le mérite de son auteur, ne peut faire l'objet d'un brevet d'invention. Il y a d'ailleurs là une simple manifestation du bon sens contre laquelle personne ne songe à protester. A côté de ces difficultés facilement réductibles que nous avons indiquées plus

haut, M. Fernand Jacq en signale qu'il considère comme étant à peu près insurmontables ; il cite, par exemple, l'examen préalable comme étant la pierre d'achoppement de la réforme. Il dit qu'il conçoit assez bien le brevet international au cas où l'on parviendrait à supprimer l'examen dans les pays où il existe et à établir l'uniformité entre les législations dans le sens du non examen préalable. Et il donne pour raison que l'exemple du Patentamt allemand suffit à démontrer l'impossibilité d'établir un bureau d'examen international. Il dit que le bureau de Berlin étant déjà surchargé de travail et arrivant à peine à faire face aux besoins des inventeurs, l'on se représenterait difficilement un bureau international, au cas où il serait créé et organisé de telle façon qu'il puisse suffire pour un certain chiffre annuel de demandes. Il n'y aurait pas non plus lieu de craindre que les frais occasionnés par ce rouage administratif puissent compromettre la stabilité des budgets des différents Etats signataires de la Convention de Paris. La charge serait, en effet, répartie entre un tel nombre de gouvernements que chacun d'eux n'aurait qu'une contribution relativement faible. Il est même vraisemblable de supposer que la convention additionnelle par laquelle serait sûrement faite la répartition tiendrait compte de l'importance industrielle des différents pays pour la fixation des parts contributives. Il serait facile, étant donné que l'on possède déjà des statistiques comparatives des différents pays de l'Union, quant au nombre des brevets pris dans ces dix dernières années,

de fixer la part contributive de chaque Etat de telle façon que sa charge soit en rapport avec sa prospérité industrielle.

Les redevances n'auront d'ailleurs pas le caractère de fixité et il sera toujours loisible aux puissances de déterminer des modifications du taux de la redevance. Nous avons, en effet, montré au lecteur, dans une autre partie de cette étude, la progression du nombre de brevets dans les différents pays du monde. Ces statistiques peuvent être très utiles pour la fixation de la redevance des différents Etats. En ce qui concerne l'avenir de la France, dont le nombre de brevets s'est accru dans ces derniers temps dans la proportion de 3 o/o seulement, elle subirait une augmentation de contribution moindre que l'Italie qui, quoique moins peuplée, a vu augmenter ses brevets dans la proportion de 29,8 o/o. Ce système ne donnerait peut-être pas de bien beaux résultats, et l'on ne pourrait peut-être pas non plus l'appliquer à tous les Etats de l'Union, la comptabilité devant, en pareil cas, être formidable et occasionner des dépenses au Bureau central.

Bien plus compliquée encore serait la répartition de la taxe entre les différents Etats. Car il ne faut pas espérer que les gouvernements abandonneront la perception de la taxe qui, dans certains pays comme en France, et encore plus en Russie, sont d'un très fort revenu pour le Trésor. Les annuités de 100 francs payées par le grand nombre d'inventeurs que nous avons comptés en France ne pourraient être que difficilement remplacées. Et l'on ne pourrait

songer à diminuer sérieusement la part du gouvernement français dans la répartition de la taxe globale qui serait, en pareil cas, perçue par le Bureau central. Donc, d'une part, nécessité pour les divers gouvernements de l'Union de faire face à des frais très élevés ne réalisant pas de sérieuse économie sur les frais des anciens offices nationaux des brevets, et de l'autre obligation pour le Bureau central de répartir la taxe ou une partie de celle-ci entre les divers gouvernements suivant un taux déterminé, créeraient une situation très difficile. Les difficultés financières sans nombre éclatant entre les gouvernements ne pourraient que rendre difficile le fonctionnement de la comptabilité en partie double que nous croyons nécessaire. Et nous ne voyons à ces difficultés sans nombre d'autre solution que la généralisation du système américain. Il serait alors nécessaire d'instituer une redevance forfaitaire, une fois payée, exigible au moment de la délivrance du brevet. Il ne serait d'ailleurs pas impossible de réduire la part des Etats-Unis qui, actuellement, perçoivent une taxe de 25 dollars, soit 125 francs. Ou même il serait facile de généraliser à tous les pays de l'Union une redevance de 125 ou 150 francs perçue au moment de la délivrance du titre. Mais ferait-on ainsi disparaître toutes les difficultés que l'établissement du brevet international ne manquerait pas de faire naître ? Il nous est permis d'en douter.

Le lecteur a pu, par ce qui précède, se rendre compte des innombrables difficultés qui s'opposent à la création d'un système de brevet international. Difficultés pour

l'inventeur, pour le public, et surtout pour les gouvernements des grandes nations industrielles qui verraient disparaître, en même temps que l'excellente source de revenu que constitue la taxe des brevets, la garantie donnée par l'obligation d'exploiter qui ne pourrait sûrement pas être maintenue. Il nous semble, en effet, impossible que les douanes des pays les plus protectionnistes réussissent à enrayer l'introduction d'objets fabriqués à l'étranger sous la protection d'un brevet international. En ce qui concerne les pays libre-échangistes tels que l'Angleterre et surtout la Belgique, dont les représentants n'ont cessé de protester contre la licence obligatoire, un tel régime serait pour eux l'envahissement du marché national par les produits fabriqués à l'étranger, notamment aux Etats-Unis, et surtout en Allemagne où le régime de la surproduction permet l'invasion des marchés étrangers. Cette raison peut, à elle seule, étant donné l'importance des exportations allemandes, suffire pour écarter les gouvernements de toute tentative pour créer un brevet international.

Il nous sera permis, en terminant cette étude, de citer l'opinion de M. Lyon-Caen, qui estime que le brevet international est impraticable dans l'état actuel de l'industrie. L'affirmation de notre éminent maître ne peut que renforcer notre conviction que le brevet international ne sera possible que lorsque les relations industrielles entre les divers pays du monde auront pris un développement beaucoup plus grand qu'à l'heure actuelle.

CHAPITRE VI

LES BREVETS ET LA GUERRE.

Les circonstances actuelles nous conduisent à étudier l'influence que l'état de guerre et le séquestre mis sur les biens des sujets allemands et austro-hongrois peuvent exercer sur la situation des industriels titulaires de brevets d'invention. Nous devons, au cours de cette étude, dissiper les erreurs commises par certaines personnes au sujet des mesures prises en Angleterre à l'égard des sujets austro-allemands. Il est aussi d'un grand intérêt de voir quelle influence pouvait avoir sur la taxe des brevets le moratorium appliqué au commerce et à l'industrie. Il serait en effet étrange, alors que les loyers et les autres créances ne peuvent être exigés des commerçants, que les inventeurs fussent menacés de déchéance. En ce qui concerne le paiement de la taxe, le décret du 14 août 1914 a suspendu les délais impartis par la loi. Pour ce qui est de l'obligation d'exploiter, le délai de trois ans de la Convention de Paris de 1883 met, nous l'espérons, l'inventeur suffisamment à l'abri de la déchéance pour défaut d'exploitation. Le législateur a compris la situation de l'inventeur et le décret du 14 août 1914 a été rendu. La taxe ne sera sûrement pas perçue pendant la durée de la guerre, mais le breveté jouira

d'un sursis jusqu'à une date qui sera fixée par un décret après la cessation des hostilités. Cette mesure de sagesse est si juste que nous trouverions tout à fait oiseux de nous arrêter plus longuement à son sujet. Les délais ne recommenceront à courir qu'à partir d'une date qui sera fixée après la cessation des hostilités. Nous croyons, sans être exagéré, que les demandes de brevets qui auront été très peu nombreuses durant la guerre seront, une fois la paix rétablie, très multipliées, non seulement parce que les circonstances auront permis aux inventeurs de mener à bien un bon nombre de découvertes, mais encore parce que l'infériorité de certains procédés de guerre et la nécessité de créer certains engins auront conduit les inventeurs à imaginer des objets nouveaux ou simplement des combinaisons jusqu'ici inconnues. L'on se trouvera alors en présence d'une nouvelle floraison de la propriété industrielle qui pourrait être bien plus importante si le législateur réalisait quelques-unes des réformes qui nous semblent nécessaires. L'on accueillerait, par exemple, très favorablement l'examen préalable des demandes de brevets. La taxe, elle aussi, devrait faire l'objet d'une refonte basée sur un dégrèvement des premières annuités et une majoration des dernières. Mais il est peu probable que le fisc se lance, au lendemain d'une guerre, dans une expérience qui pourrait, surtout dans les premières années, occasionner des diminutions de recettes. Cette modification de la taxe serait d'ailleurs impossible ou tout au moins extrêmement difficile et dangereuse avec l'établis-

sement de l'examen préalable qui constituerait une nouvelle source de dépenses.

Nous avons vu que le moratorium était applicable en général aux taxes des brevets d'invention et qu'il entraînait la suspension des délais de mise en exploitation. Il nous est permis de nous demander maintenant si les mesures ainsi prises par le législateur au profit des citoyens et protégés français et des ressortissants des pays alliés et neutres sont applicables au sujet des Etats ennemis.

Il nous semble difficile que le moratorium, qui est une mesure de faveur, soit applicable aux ennemis. Nous ne voyons pas très bien quel intérêt la France et le commerce français pourraient avoir à laisser les sujets allemands et austro-hongrois bénéficier de délais pour se libérer des dettes qu'ils ont contractées envers l'Etat français. Il serait en effet étrange, à l'heure où les gouvernements ont besoin d'augmenter le plus possible leurs ressources pour pouvoir faire face aux lourdes charges de guerre, que les ressortissants des pays ennemis profitassent d'une mesure favorable. Nous verrons d'ailleurs plus loin qu'il sera, en fait, facile d'obtenir d'eux un paiement qui, au premier abord, semble problématique. Le brevet pris en France par un Allemand ou un Autrichien ne peut être l'objet d'aucune mesure de confiscation ni de suppression. Le titre n'étant que la constatation du droit de propriété de l'inventeur sur sa découverte et sur les applications que l'on en peut faire, l'on ne concevrait pas, en effet, que pour cause de guerre ou de rupture des relations diplo-

matiques entre deux Etats, un homme quel qu'il soit pût être l'objet d'une mesure aussi radicale. C'est d'ailleurs là l'erreur commune à beaucoup de gens, esprits superficiels, que de croire que dans certains pays, notamment en Angleterre, l'on retire aux ennemis le bénéfice et la jouissance des brevets qu'ils ont pris dans l'empire britannique. Une telle mesure serait d'ailleurs inconciliable avec le respect que le législateur anglais a toujours eu pour la propriété privée. Pour bien comprendre la mesure prise en réalité par le gouvernement britannique, il faut se rappeler que la loi anglaise, ainsi que la plupart des législations des colonies, ont organisé, au cas où l'inventeur pourrait exploiter lui-même son invention, le système de la licence obligatoire, remplaçant la déchéance comme sanction à l'obligation d'exploiter. Les autorités anglaises ont donc suivi la procédure que nous avons décrite dans un chapitre précédent pour arriver à faire concéder à des sujets anglais ou à des ressortissants des Etats alliés l'exploitation de l'invention appartenant à un sujet allemand ou autrichien, mis par le fait de la guerre dans la nécessité de quitter le territoire britannique. Le résultat de cette mesure est, pour l'inventeur, l'obtention d'une indemnité pécuniaire analogue à celle que reçoit le propriétaire foncier qui se voit exproprié pour cause d'utilité publique. Cette indemnité est naturellement mise sous séquestre pendant la durée des hostilités et ne pourra être versée qu'après la signature de la paix.

Mais, de toute façon, nous devons penser que le titu-

laire du brevet ne sera jamais victime d'une mesure spoliatrice.

En France, où la licence obligatoire est inconnue, le traitement du breveté allemand ou austro-hongrois sera tout différent, et nous regretterons que l'absence dans notre loi du système de la licence obligatoire ne permette pas aux citoyens et ressortissants français de s'assurer, même moyennant une redevance, la jouissance des brevets pris par les sujets austro-allemands. Ces titres suivent le sort du fonds de commerce ou de l'usine auxquels ils étaient rattachés en vue de leur mise en exploitation (1).

L'ignorance dans laquelle nous sommes des mesures prises tant en Allemagne qu'en Autriche au sujet des brevets appartenant à des sujets des puissances alliées nous force à laisser dans notre étude une lacune que nous voudrions pouvoir combler.

Pour nous résumer, nous dirons que dans tous les pays actuellement troublés par la guerre, les brevets des sujets ennemis, bien qu'ils ne produisent pas leurs effets, sont respectés et pourront, après la signature de la paix, reprendre cours en même temps que tous les autres droits de propriété privée.

(1) Nous regrettons de ne pouvoir entretenir le lecteur du projet concernant les brevets pris en France par les sujets des puissances ennemies, lequel, actuellement soumis au Parlement, n'avait pas été publié avant la mise, sous presse de cette étude.

CHAPITRE VII

LE BREVET DANS LE PATRIMOINE DE L'INDUSTRIEL.

Nous avons, dans les chapitres précédents, déterminé les caractères du brevet d'invention et la situation de l'inventeur devant la loi, ce qui nous conduit à considérer le brevet d'invention comme constatant l'existence d'un droit incorporel dans le patrimoine du titulaire.

Nous avons dit plus haut que l'inventeur avait sur sa découverte un droit de pleine propriété analogue à ce qu'est la propriété privée dans notre Code civil et à ce que fût, dans l'antiquité romaine, le *dominium ex jure quiritium*. Il peut donc, selon l'expression des vieux auteurs : *peni, uti abutique*. Autrement dit, ses droits vont jusqu'à l'abus. Nous ne croyons pas que le lecteur soit surpris de cette opinion, car, dans les chapitres précédents, nous avons expliqué que les charges imposées par le législateur aux brevetés n'existaient que dans l'intérêt supérieur de la société et que le fait de leur établissement par le législateur s'expliquait par l'intérêt qu'avait la société à être assurée de pouvoir profiter de leurs découvertes. De là est née l'obligation d'exploiter, dont la sanction est différente suivant les pays. Quant à la taxe, elle doit être, comme tout impôt, considérée comme la prime de l'assu-

rance que donne l'Etat à l'inventeur de pouvoir jouir en paix de sa découverte, et récupérer par ses bénéfices les frais que ses travaux lui ont occasionnés. Nous ne sommes donc nullement surpris de voir que, dans chaque pays, le régime fiscal général exerce son influence sur cet impôt comme sur les autres.

Si nous sommes partisans d'un système de taxe forfaitaire payée une fois pour toutes, comme cela se produit aux Etats-Unis, c'est uniquement parce que nous estimons qu'il est plus rationnel, lorsque l'Etat peut se contenter d'une somme relativement faible, que celle-ci soit payée en une seule fois, au moment de l'obtention du titre comme cela se produit en matière de succession ou d'enregistrement d'actes civils. Mais les besoins du fisc, dans la plupart des Etats modernes, sont tels que le système de l'annuité a prévalu presque partout.

En ce dernier cas, comme le lecteur l'a déjà remarqué, nos préférences vont à une taxe graduée qui permet au fisc de tenir compte de la situation de l'inventeur au début de son exploitation, des sacrifices qu'il a faits pour mener à bien sa découverte, et de profiter ensuite des profits que le breveté a pu réaliser.

La situation étant ainsi nettement déterminée, voyons de quelles opérations juridiques le brevet d'invention peut être l'objet. Il va sans dire que, comme tout droit incorporel, le brevet d'invention peut faire l'objet d'une vente ou d'une cession en pleine propriété. Le cessionnaire, en même temps qu'il en acquiert toutes les préro-

gatives, en assume toutes les charges. Cette transmission s'opère comme en matière ordinaire. Ces sortes d'opérations sont très fréquentes et donnent lieu à des formalités qui leur sont particulières. C'est ainsi que la cession d'un brevet en vertu de l'article 20 de la loi de 1844 ne peut avoir lieu que par acte notarié, et lorsqu'il fait partie d'un fonds de commerce il y a lieu de procéder à l'inscription sur les registres de l'Office national de la propriété industrielle, prévue par la loi de 1909 sur la vente et le nantissement des fonds de commerce. Ces exigences de la loi sont nécessaires pour assurer la protection de l'industrie ; les législateurs, dans la plupart des pays d'Europe, en ont édicté d'analogues.

Le brevet peut aussi faire l'objet d'un contrat de louage partiel ou total, le breveté ne perdant pas en ce cas la propriété de sa découverte. C'est ce que l'on appelle, en termes spéciaux, le contrat de licence. L'inventeur concède à un autre industriel le droit de fabriquer et de vendre des objets protégés par le brevet. En pareil cas, comme nul ne peut concéder plus de droits qu'il n'en possède lui-même, la licence est subordonnée, pour sa durée, au brevet. Si, par exemple, un breveté vient à accorder une licence la dixième année de son exploitation, le licencié ne peut jouir de son acquisition que pendant cinq ans.

Il serait superflu, étant donné la nature du titre et son but, d'examiner la question en fait, mais il n'est pas douteux, en principe, que le brevet puisse faire l'objet d'une donation entre vifs.

L'on ne voit pas bien comment cela pourrait se réaliser, car les charges suffisent à rendre de pareilles gratifications impossibles ou tout au moins extrêmement rares. Il est utile que nous fassions remarquer ici que toutes les cessions de brevets d'invention doivent être constatées par acte notarié. Cette exigence de la part du législateur de 1844 s'explique par le souci d'une plus grande stabilité dans les affaires industrielles et par l'idée de défense des droits du Trésor. Les actes passés devant notaire créent, à raison de l'authenticité des actes passés par l'officier ministériel, des garanties particulières ; mais les licences peuvent être concédées par des actes sous seings privés. Il serait difficile également de refuser au breveté le droit de transmettre par le décès son titre à ses héritiers. La loi, en effet, ne stipule pas que la mort du breveté mette fin au brevet. L'on ne comprendrait, d'ailleurs, que difficilement une telle mesure, étant donné la cause de richesse que ce titre peut devenir pour les ayants cause de son titulaire.

Dans ce cas, l'on ne pourrait que difficilement aplanir un certain nombre de difficultés. En cas de partage de la succession entre plusieurs héritiers, il deviendrait difficile d'estimer exactement la valeur du brevet et de procéder à son adjudication soit à la barre du tribunal, soit par devant notaire, et il va de soi que la difficulté serait d'autant plus grande que le brevet serait plus récent. Au cas, en effet, où la découverte serait en pleine prospérité quant à son exploitation, il suffirait la plupart du temps de pro-

céder à la vente du fonds de commerce duquel il ne serait qu'un accessoire plus ou moins important. Quoi qu'il en soit, le meilleur moyen pour être exactement renseigné sur la valeur du brevet serait de s'en rapporter au dire d'un expert en la matière. Cet expert pourrait être un ingénieur-conseil dont la compétence serait reconnue par toutes les parties intéressées.

Les notaires ont d'ailleurs d'assez fréquentes occasions d'appliquer les dispositions de la loi du 5 juillet 1844 relatives aux brevets dont les titulaires viennent à décéder et de faire entrer ces sortes de titres dans l'inventaire et de les faire figurer à la liquidation de la succession.

Mais nous n'avons jusqu'ici examiné que le seul cas où il s'agirait d'une succession *ab intestat* ; il se peut aussi que le brevet fasse l'objet de dispositions testamentaires. L'on s'imagine, en effet, fort aisément l'inventeur disposant, pour le cas où il viendrait à mourir avant l'expiration des 15 ans que doit durer son brevet, que ce titre devra revenir à tel ou tel de ses parents ou amis qu'il juge plus apte à en profiter que toute autre personne. Lors donc que le brevet ferait l'objet d'un legs particulier, celui qui serait désigné comme légataire serait créancier du titre vis-à-vis des ayants cause du défunt et pourrait actionner ceux-ci en délivrance conformément au droit commun.

Vis-à-vis de la communauté entre époux, le brevet se comporte comme un titre mobilier constatant un droit incorporel et lors du mariage du breveté tombe dans la

communauté. Lorsqu'il n'est acquis que postérieurement au mariage, il constitue un acquêt de communauté et, comme tel, entre en compte de liquidation lorsque cette communauté prend fin.

M. Maunoury prend, dans sa proposition de loi, une excellente initiative en préconisant la création d'un registre des brevets sur lequel seraient transmises toutes les opérations dont le brevet serait l'objet. Cette institution calquée sur la transcription immobilière instituée par la loi du 23 mars 1855 serait d'une grande utilité pour l'industrie.

Quant aux charges du nouveau titulaire du brevet, elles seront celles de l'inventeur lui-même, c'est-à-dire l'obligation d'exploiter et celle de payer la taxe à peine de déchéance. Mais il convient d'ajouter que, la plupart du temps, l'exploitation ayant été commencée par l'inventeur, son successeur n'aura d'autre obligation que celles de continuer les opérations industrielles de son auteur et de payer les annuités de taxe à échoir depuis la mort du premier titulaire. C'est ainsi que doit être envisagé le brevet d'invention au point de vue de la succession de l'inventeur. Le titre du breveté est, en somme, sauf les restrictions voulues par les lois d'ordre public, assimilé aux titres des droits incorporels, un titre de rente, par exemple, et lorsque la vente du brevet d'invention est rendue nécessaire pour procéder au partage des biens du défunt, le prix de cession du brevet doit entrer en ligne de compte avec les autres sommes d'argent liquide com-

posant l'actif de la succession, et comme tout le reste, supporter les droits de succession.

De tout ce qui précède, nous pouvons déduire que le brevet d'invention, tout comme la marque de fabrique et les autres éléments de la propriété industrielle, constitue un accessoire important des fonds de commerce et d'industrie. Il est donc hors de doute que, comme les autres accessoires du fonds, le brevet fait partie du gage des créanciers et se trouve comme tel soumis à l'action de ceux-ci lorsqu'ils sont obligés, pour obtenir leur désintéressement, d'exécuter leur débiteur ; il sera donc incorporé à l'actif de la faillite ou de la liquidation judiciaire et pourra faire l'objet d'une vente de la part du syndic au nom de la masse des créanciers (1).

Mais il est un cas où le brevet pourra être encore plus utilement affecté à la sûreté des dettes dont serait grevé le patrimoine de l'inventeur. Le titre de l'inventeur peut, en effet, faire l'objet d'un nantissement, soit avec l'universalité du fonds de commerce, soit à titre séparé, suivant que le débiteur aura voulu donner à son créancier un gage de valeur plus ou moins importante. La loi du 17 mars 1909 sur le nantissement du fonds de commerce dispose, en effet, que le brevet ou la marque de fabrique peuvent faire l'objet d'un nantissement à condition que l'inventeur remplisse la formalité imposée par cette loi, l'inscription sur le registre du greffe du tribunal de com-

(1) Article 9 de la loi du 17 mars 1909.

merce. Il faut toutefois remarquer qu'un tel nantissement a, sur celui qui serait concédé sur un autre objet, une certaine infériorité en ce que le créancier ne pourra exercer son droit de faire vendre l'objet que durant le délai de validité du brevet, c'est-à-dire pendant 15 ans au plus. Le brevet comme objet de nantissement ne pourrait donc, s'il était affecté spécialement à la sûreté d'une dette déterminée, qu'être le gage du paiement d'une obligation exigible à court terme. Il est vrai que, la plupart du temps, les créanciers d'un commerçant pouvant exiger le paiement de la dette dans les délais n'excédant pas une ou deux années, seront suffisamment protégés par l'affectation spéciale du brevet à leur créance. L'hypothèse que nous envisageons ici se présentera donc très fréquemment dans la pratique.

En résumé, le brevet d'invention, tout comme les autres droits de propriété industrielle, marque de fabrique, dessins ou modèles, nom commercial, sont des valeurs mobilières faisant partie, au même titre que tous les autres éléments du fonds, de l'actif du patrimoine du commerçant et constituant le gage de ses créanciers. Ce titre peut donc faire l'objet de toutes les opérations dont les biens meubles et les valeurs mobilières sont susceptibles d'après les lois existantes et les restrictions ou formalités spéciales à la matière des brevets ne sont établies que pour la protection plus efficace du commerce national dans chaque pays.

Il nous reste donc, pour tirer la conclusion logique de

notre étude, à dire quelles sont, à notre avis, les réformes à apporter en France à la législation des brevets d'invention pour en faire un droit incorporel d'une grande valeur dans le patrimoine des industriels et un agent d'enrichissement pour l'industrie nationale.

Ce sera l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE VIII

CONCLUSION DE NOTRE ÉTUDE. — LES RÉFORMES QUI POUR-
RAIENT ÊTRE RÉALISÉES EN MATIÈRE DE BREVETS D'INVENTION.

Nous avons, dans les chapitres précédents, déterminé la nature juridique et économique ainsi que le rôle pratique du brevet d'invention. Nous avons ainsi répondu aux critiques que lui adressaient les plus grands économistes libéraux du XIX^e siècle. Le lecteur a pu, en effet, se rendre compte que Michel Chevalier s'était trompé lorsqu'il disait que le brevet d'invention constituait une dérogation fâcheuse au droit commun en matière industrielle et que l'on ne concevait une telle faveur qu'au profit d'hommes éminents qui, au reste, étaient fort rares.

Le brevet d'invention n'est en réalité autre chose que la consécration par le législateur du droit de propriété que possède l'inventeur sur sa découverte et sur ses applications.

Les inventeurs et surtout les associations qui se sont formées pour la défense de leurs intérêts n'ont d'ailleurs jamais cessé de protester contre toutes les opinions selon lesquelles le brevet serait un privilège.

Le breveté, contrairement à ce qui a été si souvent répété, ne prélève donc sur ses semblables aucun impôt, au-

cune redevance pouvant faire croire à l'existence d'une féodalité industrielle constituée par les inventeurs. Il ne fait autre chose que récupérer les frais que lui ont occasionnés ses longues et laborieuses recherches. Et si l'on veut se placer à un point de vue plus juridique, il vend ou loue au public l'invention résultat de ses recherches et en touche le prix comme tout propriétaire doit pouvoir jouir entièrement et paisiblement de tout ce qui compose son patrimoine.

La conséquence logique des constatations que nous venons de faire est que le législateur doit tendre de plus en plus à permettre à l'inventeur de jouir de sa découverte tout comme un propriétaire jouit de sa chose, dans les termes du droit commun. Les obstacles à cette assimilation sont au nombre de trois, d'abord et surtout la limitation du brevet dans sa durée, ensuite l'obligation de payer la taxe, et enfin l'obligation d'exploiter ; ces trois charges grevant le breveté dans la plupart des législations contemporaines.

En ce qui concerne la durée du brevet, nous devons, pour être exact, constater que sous l'ancien régime la coutume était plus généreuse que notre loi moderne qui, pourtant, date du milieu du *xix*^e siècle ; le roi accordait en effet des patentes d'inventions viagères. Les législations étrangères vont, aujourd'hui, un peu plus loin que la loi française ; c'est ainsi qu'en Angleterre et aux États-Unis, des prolongations multiples permettent à l'inventeur de jouir d'une protection de 17 ans, à laquelle il faut

ajouter une protection provisoire pendant l'examen de la demande durant deux années. Mais nous sommes loin de ce que désirent en principe les inventeurs qui verraient sans difficultés la protection durer autant que la vie de l'inventeur et se prolonger encore 50 ans après sa mort. Ils sont d'ailleurs encouragés par l'exemple de la protection accordée à l'écrivain et à l'artiste qui ne présente qu'en apparence des différences avec la propriété industrielle.

Ces différences ne sont, en effet, qu'apparentes. Comme l'artiste ou l'écrivain, l'inventeur possède, avec la paternité de son œuvre, sa pleine et entière propriété, pouvant, en principe, en disposer à son gré à la seule condition de se soumettre aux lois de police qui obligent tous les citoyens. C'est d'ailleurs au nom de ce principe que nous réprouvons, ainsi que nous allons l'expliquer plus loin, les obligations que le légistateur établit à la charge de l'inventeur et encore plus les sanctions qu'il y met. L'écrivain n'a pas, en effet, l'obligation de publier son œuvre ; il peut, si tel est son bon plaisir, la garder dans ses tiroirs sans que la société puisse lui demander aucun compte de ses actes, le peintre peut également se refuser à faire connaître au public ses plus belles toiles sans qu'aucune sanction puisse être prise contre lui. Nous savons bien que l'on peut nous faire remarquer que la situation de l'inventeur industriel n'est pas non plus la même que celle de l'artiste ou de l'écrivain.

Indépendamment, en effet, des différences de législations, et notamment de l'obligation où se trouve l'inven-

teur de prendre un titre, le caractère industriel de sa découverte et les applications multiples dont elle est susceptible l'obligeront à se défendre contre la fabrication faite en fraude de ses droits. Il est en effet on ne peut plus facile de fabriquer des objets brevetés sans l'autorisation de l'inventeur. C'est pourquoi le législateur a cru sage de créer le délit de contrefaçon. Seuls, l'inventeur, ses cessionnaires et licenciés peuvent fabriquer les objets brevetés.

Ces raisons nous conduisent à admettre facilement la nécessité d'un titre constatant la propriété de l'inventeur sur sa découverte.

Nous devons, en passant, signaler les déficiences de la rédaction de l'arrêté ministériel constituant le brevet. Il porte, en effet, qu'il est « accordé » à l'inventeur un brevet d'invention. De cette façon, le législateur semble dire que l'inventeur bénéficie d'une faveur alors que c'est le législateur qui reconnaît et consacre la propriété de l'inventeur sur sa découverte. Mais, cette observation faite, rien ne paraît s'opposer à ce que le brevet soit viager, ou au moins à son extension à un nombre d'années plus rapproché de la durée de la vie humaine que les savants estiment être, en moyenne, d'une quarantaine d'années. Il faut aussi tenir compte de la situation pécuniaire de l'inventeur qui doit récupérer les frais qu'il a faits pour ses recherches et l'exploitation de son invention, et ne peut être pleinement récompensé de ses efforts qu'au bout d'un certain nombre d'années.

La deuxième déficiences que nous trouvons dans le

régime des brevets, tel qu'il existe dans la plupart des législations modernes, est constituée par l'obligation de payer une taxe, et surtout par l'organisation de cet impôt en France et dans certains pays d'Europe. Le principe de la taxe imposée au breveté ne donne, en effet, lieu à aucune critique. Il s'agit là d'un impôt comme les autres perçu sur la propriété des particuliers pour contribuer aux charges publiques et aussi, à titre de prime d'assurance, pour la protection que l'Etat s'engage à accorder à l'inventeur en lui permettant de poursuivre devant les tribunaux les contrefaçons dont il se plaint. C'est donc seulement sur le montant total de la redevance et sur son mode de perception que commence la discussion. La plupart des législations, nous l'avons vu, ont adopté le régime de l'annuité; ou perception de la taxe par tranches annuelles, en France 1/15 par an sur un total de 1 500 francs et une annuité de 100 francs. Dans les autres pays, sauf la Tunisie et la Turquie, dont les lois sont calquées sur les nôtres, il existe un système de taxes graduées.

C'est ainsi qu'en Belgique la taxe est calculée selon une échelle très faible dont le début est très modeste, soit 10 francs, et qui, à la suite, subit une augmentation de 10 francs à chaque année nouvelle. En Angleterre, ainsi qu'en Allemagne, la taxe est graduée et, sans avoir à son début le même caractère de modicité qu'en Belgique, elle tient compte de la situation de l'inventeur au début de son exploitation, ce qui procède d'une idée de justice malheureusement absente de la loi française. Mais c'est la loi

américaine qui nous donne l'exemple de la redevance la plus rapprochée des vœux des inventeurs et en même temps de la justice d'une perception juste. Le breveté ne se trouve, en effet, aux Etats-Unis, exposé à aucune déchéance du fait du non-paiement de la taxe, et celle-ci, au lieu d'être exigible par annuités pendant toute la durée de validité, est perçue une fois pour toutes au moment de la délivrance du titre. Ainsi le système de l'assurance donnée par l'Etat à l'inventeur est modifié de telle façon que celui-ci n'a plus à effectuer le paiement de primes annuelles, il suffit qu'il paie les frais de sa demande et de l'examen de celle-ci par le Patent Office pour pouvoir jouir de la protection des lois de l'Union.

C'est, en effet, une redevance de 25 dollars, en capital, une fois versée, qui est mise à la charge de l'inventeur par la loi américaine. C'est une des causes du grand développement de la propriété industrielle aux Etats-Unis. Nous serions, avec les associations d'inventeurs et d'artistes industriels, partisans de la généralisation à tous les grands pays industriels de ce système de redevance. Mais malheureusement nous sommes, surtout en France, arrêtés par les difficultés d'application. Ces difficultés sont d'ordre uniquement fiscal. Il n'est pas impossible, en effet, d'établir en France le système de la redevance en capital et payable une fois pour toutes au moment de la délivrance du titre.

Nous pouvons, en effet, assurer le lecteur de l'insuffisance, en France, d'une redevance dont le total ne

dépasserait pas 25 dollars, soit 125 francs. Le fisc français ne pourrait supporter la perte qu'entraînerait pour lui la diminution d'un impôt dont le total était de 1.500 francs. Il est également difficile de songer à établir une taxe en capital dont le quantum serait supérieur à 200 francs, les inventeurs ne pouvant, surtout au début de leur exploitation, s'imposer en une seule fois un sacrifice aussi lourd. C'est pourquoi, malgré les raisons que nous avons d'y être attaché, nous ne pouvons avoir l'espoir de voir adopter en France le système de la taxe en capital. Force nous est donc de nous rejeter sur un système de taxe graduée qui soit assez favorable à l'inventeur au début de la protection et permette ensuite à la société de prendre sa part des bénéfices réalisés par le breveté qui a réussi dans son entreprise, alors que celui qui aura été moins heureux aura depuis longtemps, en cessant d'acquitter une taxe trop lourde pour lui, laissé tomber son invention dans le domaine public où l'oubli l'attendait. Nous ne saurions donc trop ardemment désirer que le législateur introduise enfin dans nos lois la taxe graduée telle qu'elle est calculée dans la proposition de M. Maunoury à la Chambre, et qui permettra de concilier dans la mesure du possible les intérêts de l'inventeur avec ceux du Trésor.

L'on peut aussi concevoir un système d'après lequel l'Etat préleverait l'impôt à raison d'un tant pour cent sur les ventes des objets brevetés.

Deux systèmes peuvent être, en ce cas, adoptés. L'on

peut, conformément aux règles du droit fiscal, soit concevoir l'impôt sous forme proportionnelle, soit sous la forme progressive. Le premier de ces deux systèmes est plus conforme à la justice distributive et aux principes généraux du droit fiscal français tels qu'ils ont été établis par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et maintenus par les lois subséquentes, et recueillerait sûrement les suffrages du législateur français, car il est traditionnellement employé chez nous pour le calcul des impôts. Une redevance progressive, au contraire, outre qu'elle finirait par absorber une bonne partie du revenu légitime de l'inventeur, serait contraire au principe traditionnel du droit fiscal français auquel nous ne reconnaissons qu'une seule exception fournie par les droits successoraux, lesquels sont devenus progressifs à partir de 1909.

La perception d'un tel impôt donnerait naissance à de nombreuses difficultés. Le vendeur aurait-il l'obligation d'acquitter la taxe afférente à l'objet vendu aussitôt cette vente opérée, ou bien serait-il mis en demeure de faire connaître le chiffre des bénéfices réalisés sur la vente de l'objet breveté afin que l'administration puisse percevoir les taxes qui lui seraient dues. Ce système nous apparaît à la fois peu pratique et susceptible de servir de base à l'inquisition fiscale au cas où l'on établirait l'impôt sur le revenu, avec déclaration contrôlée, selon le projet déposé au Sénat et déjà voté à la Chambre des députés.

Le prélèvement de la taxe au moyen d'une dîme sur le

prix des objets vendus nous semble donc difficile à appliquer et ne paraît pas devoir recueillir les suffrages des inventeurs ni ceux des industriels auxquels il occasionnerait de grandes difficultés. Enfin, pour terminer l'étude des obstacles que le législateur oppose à la liberté du breveté, nous devons dire deux mots de l'obligation d'exploiter et surtout des sanctions qui peuvent y être mises par les lois des divers pays d'Europe, car, ici comme ailleurs, les Etats-Unis connaissent un régime tout différent.

Nous avons vu aux pages qui précèdent que la propriété industrielle, telle qu'elle était organisée en France, comportait l'obligation pour l'inventeur d'exploiter ou faire exploiter effectivement son invention dans un délai de trois ans à dater de l'accord du brevet. Et cette obligation est sanctionnée, nous l'avons dit, par la déchéance pure et simple du breveté qui voit alors son invention tomber dans le domaine public.

Ceci constitue une différence marquée avec le sort réservé par la loi à l'artiste ou à l'écrivain qui, comme nous le disions plus haut, peut garder son œuvre par devers lui sans encourir aucune sanction et la publier à l'époque qui lui convient, fût-ce vingt ans après son achèvement. L'obligation d'exploiter a toujours été très ardemment discutée, et les controverses qu'elle a suscitées entre les jurisconsultes, les économistes, les inventeurs et les commerçants ne sont pas près de prendre fin.

La diversité des sanctions apportées par les différentes législations ne font en effet que raviver l'intérêt de la

question. Tandis que, dans un premier groupe de pays comme en France, l'on maintient sévèrement la déchéance, un autre groupe, dont les législations sont plus récentes que la nôtre, admettent le système de la licence obligatoire qui équivaut à établir en matière industrielle une sorte d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Nous avons, dans un précédent chapitre, étudié cette question et montré, avec l'avis des techniciens et des juristes les mieux qualifiés, les inconvénients et les avantages des deux systèmes et dit que nous ne saurions, en définitive, préconiser l'introduction en France de la licence obligatoire.

C'est la législation des Etats-Unis qui va, sur ce point, nous fournir notre conclusion. Ce grand pays industriel où la propriété industrielle a pris un essor admirable ignore en effet l'obligation d'exploiter. Le législateur américain pose le principe, qui nous paraît être fort sage et s'imposer à l'égal d'un postulat, que l'inventeur a tout intérêt à tenter la mise en exploitation de sa découverte et que point n'est besoin de l'y contraindre. Il ajoute que les événements se chargent de démontrer la valeur et l'utilité de l'invention et que celle-ci tombe régulièrement dans le domaine public et dans l'oubli toutes les fois que son auteur ou son ayant droit ne peut en tirer aucun profit. La sanction de la déchéance ne correspond donc à aucun intérêt, ni public ni privé. La licence obligatoire ne nous paraît pas davantage profitable pour l'inventeur ni pour l'industrie en général.

De plus, nous l'avons vu, la licence obligatoire semble impraticable dans les pays libre-échangistes où l'on craint l'introduction d'objets fabriqués à l'étranger dans des conditions plus avantageuses pour le licencié. Nous n'avons garde d'oublier l'hostilité et les appréhensions si vives des juristes et des techniciens belges qui craignaient de voir le marché national envahi par les produits fabriqués à l'étranger. Ces craintes étaient justifiées par la surproduction de l'industrie allemande à laquelle une main-d'œuvre très nombreuse, très disciplinée et très peu payée permettait de se créer des débouchés mondiaux au détriment de ses rivales les mieux placées. Il est même tout à fait caractéristique de remarquer que l'Allemagne a récemment adopté la licence obligatoire comme sanction de l'obligation d'exploiter. L'on n'était pas, en effet, en droit de s'attendre à une mesure libérale de la part d'une puissance qui avait toujours pris l'initiative de tous les actes d'autorité et de protectionnisme douanier. Ce fait est donc la preuve de l'assurance qu'avait le gouvernement allemand que l'industrie était, en ce pays, complètement à l'abri de l'introduction de produits étrangers, les industriels d'outre-Rhin ayant la certitude que l'on ne pourrait nulle part en Europe rencontrer des conditions de fabrication aussi avantageuses.

La solution la meilleure qui puisse être donnée à la question que nous examinons nous semble donc consister en la suppression pure et simple de l'obligation d'exploiter. Cette réforme serait on ne peut plus favorable-

ment accueillie par les inventeurs et les industriels qui verraient ainsi exaucé leur vœu le plus cher. Il suffit, en effet, de lire les vœux émis par les divers Congrès de la propriété industrielle pour se rendre compte de l'intérêt que présente pour l'industrie la suppression de l'obligation d'exploiter.

Le législateur américain aura eu sur ce point l'honneur de montrer aux grands pays industriels d'Europe la voie du progrès. Nous ne raconterons point ici les obstacles quasi-insurmontables qui se dressent devant nous lorsque nous proposons une réforme dans le régime de la taxe. L'Etat n'a, en effet, aucun intérêt à maintenir une obligation qui ne lui procure aucun avantage. Il assumerait même une charge nouvelle qui occasionnerait une augmentation des taxes, s'il créait un jury d'expropriation pour l'application de la licence obligatoire. Les pouvoirs publics ne peuvent donc pas faire d'objections sérieuses à la suppression pure et simple de l'obligation d'exploiter. Ils y trouveraient même un sérieux avantage. Ils pourraient, pour assurer à l'inventeur la protection à laquelle il a droit, élever les tarifs douaniers, ce qui aurait le double avantage de fermer le marché national aux produits étrangers et de combler le déficit qui résulterait pour le Trésor du fait de l'abaissement des taxes en matière de propriété industrielle. L'on sait que ces tarifs sont délibérés et votés dans chaque pays par le pouvoir législatif qui les discute et les fixe en prenant en considération les articles qui sont l'objet des taxes.

Un remaniement opéré selon cette méthode permettrait de taxer plus fortement les objets fabriqués dans certaines conditions, afin de prohiber l'entrée des objets manufacturés à l'étranger pour être ensuite vendus par un fabricant breveté du pays.

Nous avons vu, en effet, que c'était grâce à leurs tarifs protectionnistes et même prohibitifs que les Etats-Unis, sûrs de pouvoir éviter l'introduction de produits étrangers, ont pu éviter l'obligation d'exploiter. Chacun sait, au contraire, que leur régime douanier ne permettrait pas aux pays libre-échangistes comme l'Angleterre et la Belgique de se passer du remède que constitue l'obligation d'exploiter. Quant à la France, l'article 11 du Traité de Francfort la met vis-à-vis de l'Allemagne dans une situation telle qu'il lui sera impossible de supprimer l'obligation d'exploiter tant que ce texte diplomatique n'aura pas été remplacé. La suppression de l'obligation d'exploiter ne pourrait, en pareil cas, que faciliter l'invasion du marché français par les produits allemands, et ce désastre économique serait d'autant plus grand que chaque brevet français possède son pendant outre-Rhin où, comme chacun sait, le brevet présente, du fait de l'examen préalable, une bien plus grande valeur qu'en France.

Et le coût de la vie ne serait pas sensiblement augmenté, car les surtaxes douanières dont nous parlons ne seraient appliquées qu'aux objets susceptibles de faire l'objet de brevets d'invention, c'est-à-dire aux machines et aux produits obtenus suivant certains procédés industriels.

Les objets brevetables sont délimités dans la plupart des législations de telle façon que les produits pharmaceutiques en sont généralement exclus. C'est en ce sens qu'a statué la loi de 1844.

Il serait inexact de croire que le pharmacien est pour cela dépourvu de toute protection et qu'il ne profite des progrès qu'il a pu faire faire à la thérapeutique.

Le brevet n'est pas, en effet, la seule forme que revête la propriété industrielle. La marque de fabrique apposée sur les produits peut garantir contre la contrefaçon toutes les branches de l'industrie auxquelles la législation du brevet n'est pas applicable.

L'injustice que semblait avoir commise le législateur de 1844 à l'égard des produits pharmaceutiques se trouve même amplement réparée, puisque par la marque de fabrique le commerçant peut jouir d'une protection perpétuelle. Il faut toutefois remarquer que la possession d'une marque de fabrique n'empêche pas la fabrication du produit objet de la marque. Personne n'ignore, en effet, que la plupart des grandes spécialités pharmaceutiques dont l'usage est journalier dans le public constituent des accessoires de première importance au fonds de commerce de ceux qui en sont les créateurs et deviennent le plus souvent pour eux la source d'immenses revenus. Nous avons donc de justes raisons de dire que l'accroissement de taxes douanières que rendrait nécessaire la suppression de l'obligation d'exploiter, en même temps qu'elle ne causerait aucun préjudice aux inventeurs, n'atteindrait

pas le public dans ses besoins vitaux, restreint qu'il serait aux produits de certaines industries dont le prix est généralement assez élevé, étant donné que l'inventeur n'ayant pas à craindre de concurrence qu'il ne puisse enrayer de façon définitive est maître du prix des objets de sa fabrication, pouvant ainsi récupérer tous ses frais de recherche et de premier établissement.

Nous espérons donc que nous pourrions rallier à notre idée tous ceux qui sont soucieux de l'intérêt des inventeurs et du progrès de l'industrie nationale et que l'exemple des Etats-Unis, où l'industrie a fait au cours du dernier siècle de si grands et si rapides progrès, montre suffisamment que ni l'inventeur, ni le capitaliste qui pourrait être tenté de s'intéresser à sa découverte, ni l'Etat ne peuvent avoir aucune crainte sérieuse au sujet des effets d'une telle réforme.

Nous proposerons enfin au législateur une troisième réforme au moins aussi importante que les deux précédentes. Le capitaliste, comme nous l'avons vu plus haut, est souvent sollicité de s'intéresser à telle ou telle invention dont on lui dit merveille et où on lui fait entrevoir un enrichissement exceptionnel ; on ne lui promet généralement guère moins que le doublement de son capital.

Les industriels peuvent, eux aussi, être pressentis soit pour acheter le brevet, soit encore pour contracter avec l'inventeur une société commerciale en vue d'exploiter le brevet.

Les diverses catégories de personnes que nous venons

de citer ont tout intérêt à être pleinement renseignées sur la valeur exacte du brevet et sur les applications dont il est susceptible. Le régime des brevets d'invention tel qu'il fonctionne en France, où le brevet est délivré sans aucun examen préalable et uniquement sur le vu de pièces justificatives de l'accomplissement de formalités purement administratives, ne saurait donner satisfaction à ces très vives et légitimes préoccupations.

Nous avons vu, au contraire, dans l'une des parties de cette étude, que dans la plupart des grands pays industriels du monde, les demandes de brevets étaient l'objet d'un examen minutieux, tant au point de vue de la brevetabilité, c'est-à-dire du caractère industriel et pratique de la découverte, qu'au point de vue de la nouveauté. Cette mesure d'instruction que nous avons étudiée plus haut est donc de nature à rassurer pleinement quiconque voudrait organiser l'exploitation de l'invention brevetée. Il ne faut point cependant exagérer la portée de cette instruction de la demande du brevet et croire que le résultat favorable de l'examen assure à l'inventeur ou à ses ayants cause une propriété commerciale certaine. Cela serait une grave erreur. Si minutieux que soit l'examen et si documenté que puisse être l'examineur, il arrive fréquemment que le breveté soit l'objet d'une demande en nullité de la part d'un concurrent qui possède ou croit, tout au moins, posséder une antériorité. Nous avons vu que, en effet, le Patent Office anglais, par exemple, possède des archives remontant à 50 ans seulement, ce qui ne permet pas au Pa-

tent Examiner de remonter plus haut dans la recherche des antériorités. L'on considère néanmoins, dans les milieux industriels de tous les pays, que l'invention augmente fortement de valeur lorsqu'elle a subi l'examen préalable, les antériorités les plus rapprochées ayant été passées en revue avec le plus grand soin possible par l'examineur.

Le grand développement de la propriété industrielle aux Etats-Unis en est un exemple frappant, renforcé, malgré les faiblesses que peut présenter le système, par le grand crédit que les industriels et financiers accordent généralement au brevet délivré après examen préalable. Ce crédit du brevet délivré après examen préalable est renforcé dans la plupart des grands pays industriels par l'appel aux oppositions qui permet à ceux qui se croient en possession d'une antériorité de faire valoir leurs droits. L'examineur reste d'ailleurs juge de la question de savoir s'il doit ou ne doit pas accorder le brevet. Les législations allemande et hollandaise nous offrent deux exemples de ce système avec un délai de huit semaines pour produire les oppositions. Passé ce laps de temps, le brevet est accordé. Cette méthode met complètement l'inventeur à l'abri des surprises que nous voyons journellement se produire dans les pays où l'examen est inconnu, en France par exemple.

L'exemple de la législation anglaise suffira à nous convaincre de l'efficacité de cette mesure. Nous savons que la loi britannique permet de délivrer le brevet nonobstant

la solution défavorable de l'examen, mais que dans ce cas, il est fait mention, sur le titre, des antériorités que le Patent Comptroller (Examineur) a relevées au cours de ses recherches. Il va sans dire que le brevet délivré dans de telles conditions ne peut présenter, au point de vue commercial, aucune valeur, étant donné que l'inventeur est à la merci du titulaire de l'une de ses antériorités qui peut, par un procès, réduire à rien la valeur de son titre et compromettre souvent du même coup sa situation commerciale. C'est pourquoi les industriels recherchent, lorsqu'il s'agit d'un brevet anglais, ce que l'on appelle outre-Manche les « Blank Patents » ou brevets « blancs », c'est-à-dire ne portant aucune annotation marginale. Nous pouvons même dire que, les mentions d'antériorité équivalant à la constatation authentique de la faiblesse du brevet, ces titres sont inexistants en fait et que seul le brevet blanc est pris en considération, le brevet anglais présentant alors les mêmes qualités que les brevets allemands ou américains, lesquels sont purement et simplement refusés en cas d'examen défavorable.

Une réforme complète et sagement faite de notre législation si défectueuse des brevets d'invention devrait donc entraîner avant tout l'introduction en France de l'examen préalable. Notre parlement a été d'ailleurs, sur ce point, saisi d'une proposition fort intéressante de M. Astier, datant de 1909, tombée avec la fin de la dernière législation. Son auteur était alors député de l'Ardèche et nous

espérons, si ce n'est déjà chose faite, qu'il la reprendra en sa qualité de sénateur du même département et lui épargnera ainsi de prolonger dans les cartons des commissions un sommeil déjà grandement préjudiciable à l'industrie nationale en général et aux inventeurs en particulier (1).

Quant à la protection internationale des inventeurs qui a fait l'objet d'un de nos chapitres, nous estimons que, vu les grandes difficultés qui s'opposent à son établissement de façon convenable, il ne saurait être question d'envisager sa mise en vigueur à l'heure actuelle. Nous avons examiné comment l'entente pourrait se faire entre les divers gouvernements intéressés sur un projet donnant satisfaction à tous et comment l'on pourrait organiser un bureau central d'enregistrement et d'examen des demandes de brevets, mais cette étude n'était faite par nous qu'à un point de vue uniquement documentaire sans que nous puissions prévoir quand l'établissement d'un tel régime serait possible.

Nous estimons donc, pour résumer notre étude et pour en tirer les conclusions logiques, que la refonte de la législation française sur les brevets d'invention est, dans l'intérêt des inventeurs et aussi de l'industrie nationale, une réforme nécessaire, et que, pour être parfaite, cette réforme doit porter sur trois points essentiels :

(1) La proposition de M. Astier, n'ayant pas été reprise dans les deux législatures qui se sont succédées depuis 1909, est devenue caduque et nous ne pouvons que souhaiter qu'elle soit reprise le plus tôt possible et déposée par son auteur sur le bureau du Sénat.

1° Le brevet ne doit être délivré qu'après un examen minutieux de la demande au point de vue de la nouveauté et de la brevetabilité de la découverte ;

2° Le régime de la taxe doit être modifié de telle façon que le breveté ne soit tenu de payer qu'une seule redevance au moment de l'obtention du titre, chose qui sera très facilement applicable le jour où l'Office national de la propriété industrielle aura reçu de la loi l'autonomie qui lui permettra de conserver pour lui seul les sommes qu'il perçoit et ne laissera plus au gouvernement la faculté de se servir de la taxe des brevets comme d'une ressource du budget général du pays ;

3° Le législateur ne doit édicter, à la charge du breveté, aucune obligation d'exploiter, celui-ci ayant tout intérêt à tenter la mise en exploitation de sa découverte et, au cas où cette exploitation réussit, à créer une organisation commerciale correspondant aux besoins du public ;

4° En dehors de ces réformes qui peuvent être réalisées dans chaque pays par le législateur national, les efforts des associations d'inventeurs doivent tendre à faciliter le plus possible la création d'un brevet international.

Nous espérons enfin que lorsqu'il aura pris connaissance de cette étude, le lecteur se rendra compte que le brevet d'invention n'est pas, en soi, contraire à la liberté du commerce et de l'industrie et que, si quelques-unes des réformes que nous proposons n'ont pas un caractère en apparence très libéral, elles sont destinées à assurer néanmoins un plus complet développement de l'indus-

trie et par conséquent le perfectionnement des procédés de fabrication.

Vu :

Le Président de la Thèse,

Ch. LYON-CAEN.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — L'inventeur devant la société et la législation.	7
CHAPITRE II. — Le régime de la propriété. — Son influence sur le caractère de la protection légale des inventeurs	31
CHAPITRE III. — Le titre de l'inventeur.	36
CHAPITRE IV. — Les obligations du breveté.	84
CHAPITRE V. — Le brevet international.	123
CHAPITRE VI. — Les brevets et la guerre	146
CHAPITRE VII. — Les brevets dans le patrimoine de l'inventeur.	151
CHAPITRE VIII : CONCLUSION. — Les réformes qui pourraient être réalisées en matière de brevets d'invention.	160

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
